

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'UNIVERSITÉ D'AVIGNON

ET

Sa Faculté des Droits au Moyen-Age

(1303-1503)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 9 Décembre 1907, à 1 heure

PAR

Robert CAILLET

Président : M. CHENON, professeur

Suffragants { *MM. GARÇON, professeur*
MEYNIAL, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'UNIVERSITÉ D'AVIGNON

ET

Sa Faculté des Droits au Moyen-Age

(1303-1503)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 9 Décembre 1907, à 1 heure

PAR

Robert CAILLET

Président : M. CHENON, professeur

Suffragants { MM. GARÇON, professeur
MEYNIAL, agrégé



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

Les indications qui vont suivre ont été réparties en trois groupes, comprenant : le premier, les manuscrits ; le second, les imprimés anciens ; le troisième, les ouvrages modernes. Nous n'avons pas fait figurer dans cette liste tous les ouvrages généraux que nous avons consultés, avec ou sans profit, ou même tous ceux que nous avons cités pour une raison ou pour une autre. On y trouvera indiqués les seuls ouvrages qui contiennent des renseignements sur notre sujet et qui peuvent servir à le contrôler ou à le compléter.

I. — Manuscrits.

Archives du Département de Vaucluse. Série D. (Au Palais des Papes.) Deux inventaires en ont été dressés : l'un, très sommaire et quelque peu confus, par M. Achard ; il comprend 516 numéros. L'autre, plus récent et plus détaillé, par M. Duhamel (1), archiviste départemental ; il ne comprend plus que 476 numéros ; un exemplaire de ce dernier inventaire, auquel nous

1. Nous devons beaucoup à M. Duhamel, dont l'obligeance inaltérable et la connaissance approfondie des Archives d'Avignon nous ont été d'un précieux secours.

rapporterons toutes nos indications, est déposé aux Archives Nationales.

Aussi souvent qu'il nous sera possible de le faire, nous renverrons non pas directement à l'Inventaire, mais aux *Statuts et Privilèges*, t. II, dans lesquels M. Fournier a publié la majeure partie des documents de la série D.

Archives communales d'Avignon. Collection Requien.
(Au musée de la ville, muséum Calvet).

Délibérations du Conseil de ville d'Avignon, depuis 1372 jusqu'en 1500. Ces délibérations, écrites sur des registres et actuellement déposés aux Archives Départementales, sont malheureusement incomplètes ; la tradition nous apprend qu'elles furent consumées par un incendie, au xv^e siècle, vers 1446. Aussi le plus ancien registre est de 1446, si nous exceptons celui de 1372, échappé seul aux flammes.

Un sommaire de ces délibérations a été dressé au xviii^e siècle ; on le conserve aussi aux Archives Départementales.

CAMBIS-VELLERON. — Annales d'Avignon. Manuscrit du muséum Calvet.

VALLADIER (A.). — Novem orationes circa antiquitatis Avenionensis. Oratio Sexta : de antiqua et veteri Academia Avenionensium. Manuscrit du muséum Calvet.

TISSOT. — Manuscrit du xviii^e siècle. Tome X, spécial à l'Université d'Avignon. Bibliothèque de Carpentras.

Bibliothèque Nationale. Manuscrit latin n^o 4686.

Imprimés Anciens

BERTET (Le Père). — Historia chronologica rectorum seu admi-

nistratorum collegii Sancti Martialis Avenionensis ordinis Cluniacensis. In-folio. 1688. Bibliothèque Nationale, R. 931.

CADECOMBE (P. de). — Nova disquisitio legalis de fructibus in hypothecaria aut salviano restituendis ad legem « si fundus » opus theoricis et practicis hodiernis omnino necessarium. Cum variis disputationibus... Avignon. Offray. in-folio, 1702-172 pages.

CADECOMBE (P. de). — Speculum illustriorum juris interpretum qui publice per quatuor sæcula professi vel interpretati sunt in celebri ac famosa Universitate Avenionensi. Avignon. Chastanier 1712. 1 vol. in-4°.

FANTONI-CASTRUCCI. — Istoria della cita d'Avignone. Venetia. in-4° 1678.

PAPON. — Histoire générale de Provence. Paris. Moutard. 1777. 4 vol. in-4°.

PIGANIOL DE LA FORCE. — Remarques sur l'Université d'Avignon. Dans sa Nouvelle description de la France, tome V. Edition 1753.

Ouvrages modernes

ACHARD (P.). — Les chefs des plaisirs : la Basoche et l'abbé de la Jeunesse. Annuaire du département de Vaucluse, 1869.

BARDINET (Léon). — Universitatis Avenionensis historica adumbratio. Thèse, Aix. Limoges, Ducourtieux, 1880, in-8.
— Condition civile des Juifs dans le Comtat-Venaissin, Revue historique, 1880.

- BRISSAUD. — Cours général de droit français public et privé, t. I. Paris. Fontemoing, 1898, 2 vol. in-8.
- BOYS (Albert du). — Des Facultés de droit et des Universités de France dans le moyen âge et de nos jours. Revue catholique instit. droit, 1876.
- CAILLEMER (Robert). — Les débuts de la science du droit en Provence. Valence, 1907, in-8°
- CHÉNON (Emile). — Le droit romain à la Curia regis. Extrait des Mélanges Fitting, Montpellier, Imp. générale, 1907, in-8.
- CLERC (Victor Le). — Discours sur l'état des lettres en France, au XIV^e siècle, t. XXIV de son Histoire littéraire de la France. Paris, Didot, 1863, in-4.
- CLÉMENT (Abbé E.). — Le monastère-collège de Saint-Martial d'Avignon. Avignon, Seguin, 1893, 1 vol. in-8.
- COURTET (Jules). — De l'état ancien de l'instruction publique dans Vaucluse. Bulletin historique et archéologique de Vaucluse, 1879.
- DENIFLE (de P. Heinrich). — Die Universitäten des Mittelalters bis 1400. Berlin. Weidmannsche Buchhandlung, 1885, 1 vol. in-8.
- Les Universités françaises au moyen âge. Réponse à M. Marcel Fournier. Paris, Bouillon, 1892, 1 vol. in-8.
- DUHAMEL. — De l'origine de l'Université d'Avignon. Mémoires de l'Académie de Vaucluse, 1896.
- ESCOIFFIER. — Recherches historiques sur la Faculté de Médecine d'Avignon. Avignon, 1877.
- FAUCON (Maurice). — La librairie des papes à Avignon. Bibliothèque des écoles françaises d'Athènes et de Rome, 1886, fascicule 43, 1887, fascicule 50.

- FORAS (comte Amédée de). — Notes et documents sur le grand collège des Savoyards d'Avignon, autrement dit de Saint-Nicolas d'Annecy. Mémoires doc. acad. Chablais, 1888, tome II.
- FOULQUIÉ (Charles). — Etude sur les tribunaux du Comtat-Venaissin pendant la domination des papes. Nîmes, Imprimerie coopérative, 1900, in-8°.
- FOURNIER (Marcel). — Les statuts et privilèges des Universités françaises, depuis leur fondation jusqu'en 1789. Paris, 1891, in-folio, tome II.
- Histoire de la Science du droit en France. Paris, Larose et Forcel, 1892, in-8°, tome III seul paru.
 - Une corporation d'étudiants en droit en 1441. Nouvelle Revue Historique de droit français et étranger, 1887, n° 1.
 - Les bibliothèques de l'Université et des collèges d'Avignon pour les étudiants en droit. Nouvelle Revue historique de droit français et étranger, 1891.
- FOURNIER (abbé François). — Rôle de la papauté dans la société. Paris, Société générale de librairie catholique, 1881, 1 vol., in-8°.
- FAUDON. — Essai sur les institutions politiques, judiciaires et municipales d'Avignon et du Comtat sous les papes. Discours. Nîmes, 1867, in-8°.
- HERGENROETHER (le cardinal). — Histoire des recteurs du collège Saint-Martial d'Avignon. Kirchenlexikon.
- LANGLOIS. — Les Universités du Moyen Age. Revue de Paris, 1896.
- LAVAL (Dr Victorin). — Cartulaire de l'Université d'Avignon. Avignon, Seguin, 1884, in-8°.

LAVAL (Dr Victorin). — Histoire de la Faculté de Médecine d'Avignon. Paris, Le Chevalier, 1889, tome I, seul paru, in-8°.

— A propos d'une inscription inédite de l'Université d'Avignon. Bulletin historique et archéologique de Vaucluse, 1879.

— Les bâtiments de l'ancienne Université d'Avignon. Bulletin historique et archéologique de Vaucluse, 1880.

— Urbain V, docteur-régent de l'Université d'Avignon, dans le Bulletin historique et archéologique de Vaucluse, 1882.

MARCHAND. — La Faculté des Arts de l'Université d'Avignon. Mémoires de l'Académie de Vaucluse, 1897, p. 1.

MAULDE (de). — Coutumes et règlements de la République d'Avignon au xiii^e siècle, Collection des anciens textes du droit. Paris, Larose, 1879, 1 vol. in-8°.

— Les Juifs dans les Etats français du pape, revue des Etudes juives, 1883.

PÉRIÈS (abbé G.). — La Faculté de droit dans l'ancienne Université de Paris. Paris, Larose, 1890, in-8°.

PERRIN (Charles). — Etats pontificaux de France au xvi^e siècle. Paris, Joubert, 1847, 1 vol. in-8°

RASHDALL (Hastings). — The Universities of Europe in the Middle Ages. Oxford. Clarendon Press. 1895, 2 vol. in-8°.

RATHERY (E.-J.-B.). — Des anciennes Universités, et spécialement des Universités de droit en France. Moniteur Universel, 1854, 24 février; 3, 18, 24 mars; 1^{er} avril; 13 juillet.

REQUIN (abbé). — L'imprimerie à Avignon en 1444. Paris, 1890, 1 vol. in-8°.

ROUSSEL. — Recherches sur la vie et le pontificat d'Urbain V. Bulletin de la Société d'Agriculture, industrie, sciences et arts de la Lozère, 1857, tome VIII.

TEULE, (de). — Chronologie des docteurs en droit civil de l'Université d'Avignon. Paris, Lechevalier, 1887, 1 vol. in-8°.

VIOLET (Paul). — Histoires des institutions politiques et administratives de la France. Paris, Larose, 1903, tomes II et III.

L'UNIVERSITÉ D'AVIGNON

ET

Sa Faculté des Droits au Moyen Age

(1303-1503)

« J'estime bien ce palays et ce pont ;
« J'estime bien du Rhosne la rivière ;
« J'estime bien celles dames qui ont
« Grâce, douceur et beauté singulière.
« J'estime bien cette muraille entière ;
« J'estime bien ces aultains bastiments ;
« J'estime bien ces riches fillements
« De soye ; mais je suis fort incité,
« Meu par raison et par droicts jugements,
« D'estimer plus votre Université. »

(D'un manuscrit de Jean de Boyssonné,
Conseiller au parlement de Cham-
béry et professeur de droit à Tou-
louse, au xvr^e siècle.)
(Bibliothèque de Toulouse).

CHAPITRE I

Bref exposé de l'Université d'Avignon

I. — *Le mouvement intellectuel et les écoles d'Avignon avant 1303.*

La chute de l'empire romain et les grandes invasions avaient porté un coup si profond à la science

et à l'enseignement que leur histoire en est des plus obscures, du vi^e au xii^e siècle. Les rares documents dont nous disposons ne permettent pas de fixer d'une manière très précise comment le savoir se perpétua et quel fut son développement. Nous devons beaucoup aux moines de Cluny, aux Bénédictins et aux Cisterciens, aux Chartreux, aux Prémontrés et même aux couvents de femmes qui surent conserver en les copiant les œuvres de l'antiquité : et sans aller jusqu'à dire « que s'il resta au vi^e et au xii^e siècles une étincelle de science et d'étude c'est aux monastères et aux maisons épiscopales que nous le devons » (1), nous savons combien furent grandes et profitables leur œuvre et leur influence.

A côté des écoles abbatiales et épiscopales se développait dans les cités un enseignement libre et municipal, sur lequel malheureusement nous connaissons peu de choses, sinon qu'il fournissait des maîtres renommés. A Angers, « dès le vin^e et le ix^e siècle, les abbayes de Glanfeuil, de Saint-Florent, de Saumur et de Saint-Nicolas-les-Angers donnaient un enseignement dont on connaît les bases. A côté des écoles monastiques, l'école municipale eut surtout un très grand éclat avec des *scolatici* (maîtres-école) comme Hilduin, Bérenger et Ulger » (2) à Toulouse, « il est probable qu'à l'époque des Wisigoths il y eut

1. Abbé E. Fournier. *Rôle de la Papauté dans la société*, p. 504.

2. M. Fournier. *Histoire de la Science du Droit*, p. 138.

une école de jurisconsultes qui dut contribuer soit à la rédaction du *Breviarium*, soit à la confection des travaux qui en furent la suite » (1).

De cet enseignement libre, ainsi que des écoles des monastères et de l'évêque, naquirent les Universités. Certes la part de l'Eglise fut grande dans la formation de ce nouveau mode d'enseignement ; mais nous nous élevons contre l'opinion fort exagérée de l'abbé F. Fournier, qui fait de la science à cette époque l'apanage exclusif de l'Eglise, et d'après lequel « il n'y eut plus de trace ni d'écoles ni de lettres en dehors d'elle » (2). En acceptant les affirmations de l'abbé Fournier, comment expliquer l'existence d'écoles indépendantes ? Comment légitimer le soin jaloux avec lequel les Papes se posèrent en fondateurs des Universités ? Auraient-ils eu besoin de les prendre sous leur protection, d'y marquer leur profonde empreinte, si ces Universités n'avaient été qu'une forme nouvelle des écoles religieuses, qu'un groupement des enseignements des moines et de l'évêque ?

Ce mot d'Université n'eut pas tout d'abord le sens que nous lui donnons aujourd'hui. Employé déjà avant que fussent créés les centres d'enseignement, il avait alors la signification très large d'association et s'appliquait à tout groupement corporatif. « Le nom même d'Université servit à désigner les corpora-

1. M. Fournier. *Id.*, p. 215.

2. Abbé F. Fournier. *Rôle de la Papauté*, p. 507.

tions de toute espèce, avant de devenir, vers le xiii^e siècle, spécial au corps enseignant » (1). Cette expression se spécialisa et fut réservée bientôt à la terminologie scolaire ; « Le mot *universitas*, dans la langue du moyen âge, s'entend simplement d'une compagnie ; il équivaut à peu près au *collegium* du droit romain ; c'est tout à fait par hasard et lentement que, d'abord appliquée à des associations de toute espèce, ce terme s'est restreint de manière à désigner exclusivement certaines associations de maîtres et d'écoliers. Université, au sens moderne d'institution académique spéciale, qui n'est proprement ni une école, ni un collège, ni une faculté, se disait au moyen âge *studium generale*. » (2).

Studium generale, ou encore *studium solemne*, tel fut le mot technique dont on se servit pour caractériser les centres d'étude où étaient groupées plusieurs branches d'enseignement sous la protection officielle d'un pape, d'un empereur ou d'un roi. *Universitas* fut employé comme synonyme et prit bientôt la plus de *studium generale* ; rien de nouveau n'était créé, le mot seul changeait.

Cette nouvelle formule du *studium*, conçu comme un groupement corporatif de toutes les *scolæ*, fut en vigueur dès le xii^e siècle et pendant quatre cents ans l'Europe se couvrit d'universités : celle de Bologne

1. Rathery. « Des anciennes Universités... *Moniteur universel*, 24 février 1854.

2. Langlois. « Les Universités au moyen âge ». *Revue de Paris*, février 1885, p. 788.

est fondée en 1158, Paris vers 1210 ; dix-huit universités italiennes s'épanouissent de 1158 à 1444 ; treize espagnoles ou portugaises, de 1212 à 1500. En France, sans compter les *studia* de second ordre, seize grandes universités se développent de 1200 à 1464.

L'Allemagne et la Bohême en ont seize, de 1347 à 1478 ; enfin Oxford et Cambridge en Angleterre ; Saint-Andrews, Glasgow et Aberdeen en Ecosse, les unes au xiii^e, les autres au xve siècle, brillent d'un vif éclat (1).

Parmi ces Universités il en fut une dont la célébrité atteignit souvent et dépassa même les autres par la science de ses professeurs, le nombre de ses étudiants et l'étendue de ses privilèges, c'est l'Université d'Avignon.

Bien avant d'être dotée d'un *Studium generale*, Avignon était une ville intellectuelle et savante. Si nous en croyons les auteurs anciens, elle eut son école pendant la décadence romaine, comme Arles, Nîmes et Vienne (2). Mais nous sommes obligé, avec regret, de constater l'absence totale de documents qui nous permettraient de contrôler ces dires. « Dans une ville qui, dès le vi^e siècle, avait la réputation d'être lettrée entre toutes, où abondaient les sophistes et les philosophes, où plus tard les troubadours avaient encore augmenté le goût de l'étude, et dans

1. Rashdall. *The Universities of Europe in the middle ages*.

2. Fantoni-Castrucci. *Istoria della Città d'Avignone*.

laquelle enfin une école de droit civil brillait depuis le milieu du VIII^e siècle d'un éclat incomparable, tant par la réputation des professeurs que par le mérite des légistes qu'elle formait » (1), nul diplôme, nulle charte, nul registre d'étudiants n'ont subsisté. Les archives du département et celles de la ville, si riches cependant, ont été inutilement fouillées.

Et cependant « il n'est pas contestable que, grâce à sa situation, au développement de ses institutions et de son commerce, à ses relations nombreuses avec l'Italie et avec tous les peuples du bassin de la Méditerranée, la ville d'Avignon ait été un des premiers foyers d'étude rayonnant sur la région. Elle eut..... des écoles épiscopales..... et des écoles purement municipales » (2). Ajoutons l'influence des écoles juives de Montpellier, de Narbonne, de Lunel, de Tarascon et d'ailleurs, qui eurent une action incontestable sur le mouvement intellectuel en faisant connaître la science arabe.

Comme dans toutes les villes où siégeait un évêque, Avignon eut son école épiscopale, cela est certain ; la preuve s'en trouve dans la lettre du cardinal-légat Roman de Saint-Ange, établissant un enseignement théologique à Avignon (4 janvier 1227) (3) ; celle de l'existence des écoles municipales est faite

1. Laval. Urbain V, docteur régent de l'Université d'Avignon. *Bulletin hist. et arch. de Vaucluse*, 1882, p. 530.

2. Duhamel. « De l'origine de l'Université d'Avignon ». *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 1896 ; p. 5.

3. Fournier. Statuts, n° 1236.

par un document de 1243 : cette année, la République d'Avignon fit un statut très libéral, concernant les écoles de la ville et permettant à toute personne d'ouvrir et de diriger des *scolas artis grammaticæ* (1).

Ce sont là les deux documents les plus anciens que nous possédions. Mais tout porte à croire que ces deux enseignements étaient de beaucoup antérieurs ; l'école épiscopale doit remonter à l'installation de l'évêque ; celle municipale, au moins à l'organisation du consulat (1154).

Pendant la République d'Avignon, si féconde en agitations intérieures, qui dura de 1154 à 1251, et qui fut tour à tour démocratique avec l'évêque, aristocratique avec les consuls, puis militaire avec le podestat après une réaction démocratique contre la noblesse (2), les clercs et en particulier les juristes jouèrent un grand rôle dans l'administration de la cité, où ils occupaient la plupart des charges civiles.

« Formant pour ainsi dire une classe à part, assimilés aux nobles pour le service militaire ou même dispensés de tout service,... pépinière annuelle et conseils naturels de la magistrature, secrétaires des élections politiques, les légistes partagent avec la noblesse, qu'ils effacent quelquefois, le prestige suprême et ils peuvent être réélus plus fréquem-

1. Fournier. Statuts, n° 1238.

2. De Teule. *Chronologie des docteurs*. Introduction.

ment que les autres citoyens à divers emplois (1). »

Un régime politique nouveau commença le 20 mars 1251, quand la cité se donna aux deux frères de Saint-Louis, Charles d'Anjou et Alphonse de Poitiers ; mais le changement de maîtres ne porta nulle atteinte à la prospérité des études : la floraison d'art et de pensée ne cessait de s'épanouir toujours plus exubérante, le nombre d'écoliers croissait toujours et la ville se voyait obligée de régler les questions scolaires ; le moment était venu où cette foule de jeunes gens et de maîtres éprouvait le besoin de recevoir une organisation forte et définitive, comme en jouissaient déjà les *Studia* italiens et les écoles de Montpellier (1220), de Toulouse (1229) et d'Angers (fin du XIII^e siècle). L'enseignement libre allait passer aux mains de l'autorité ecclésiastique.

II. — *La fondation de l'Université*

A qui incombait le soin de grouper les *scolæ* avignonnaises en *Universitas* ?

Est-ce Charles II, roi de Sicile et comte de Provence, à qui Philippe le Bel avait rendu Avignon en 1290, est-ce le pape Boniface VIII, qui le premier dota ces écoles de statuts généraux et les unit dans un même groupement corporatif ?

Une grande discussion s'est élevée sur ce point

1. De Maulde. *Coutumes et règlements de la République d'Avignon*, page 58.

parmi les auteurs modernes ; et sans entrer dans le détail de leur querelle, nous sommes obligé d'en dire quelques mots.

La cause de leur désaccord réside dans une interprétation de date ; Charles de Naples écrivit des lettres accordant des privilèges à l'Université d'Avignon, Boniface VIII de son côté adressa une bulle au *studium* avignonnais pour son érection en Université ; mais les uns placent les lettres de Charles avant la bulle de Boniface, les autres s'efforcent de démontrer l'antériorité de la bulle papale sur les lettres du roi de Sicile. Il est certain que le premier en date de ces deux documents est celui qui donna aux écoles d'Avignon leur nouveau caractère.

La première opinion réunit deux noms qu'il est plutôt coutume de voir opposés ; Marcel Fournier et le Père Denifle croient l'un et l'autre que les lettres de Charles II sont antérieures à la bulle de Boniface VIII ; *Fournier* date les unes du 5 mai 1303, l'autre du 1^{er} juillet 1303, et pour légitimer l'antériorité des lettres sur la bulle, il tire argument de la brièveté de celle-ci, qui ne donne pas à l'Université une véritable organisation, mais « ne s'occupe en réalité que de la collation des grades (1). » Il conclut d'ailleurs en déclarant que « ni le roi ni le pape n'ont créé le *studium* de leur propre initiative... et qu'ils n'ont fait que sanctionner ce qui existait déjà en fait. » Oui certes, le *studium* existait déjà avant

1. Fournier. *Histoire de la Science du Droit*, p. 576 et 577

sa consécration, mais Fournier s'en tire à bon compte avec cette déclaration ; il admet que cet état de fait fut érigé en état de droit, par le pape ou par le roi ; mais à qui va sa préférence ? à Charles II sans doute, mais il ne le dit pas clairement.

Le Père Denifle, qui sur la plupart des points se sépare de Fournier, déclare avec lui qu'« on aurait tort de croire que le *studium* a été institué par la bulle de Boniface VIII, du 1^{er} juillet 1303 ; bien au contraire, il existait déjà à Avignon une *Universitas doctorum et scholarium...* » Il place aussi les lettres avant la bulle. « Nous avons un aperçu plus clair de la situation du *studium* avant la bulle de Boniface VIII par le privilège que Charles II accorda le 5 mai 1303 audit *studium*. Il y fut conduit par les demandes de la commune et de l'*Universitas doctorum et scholarium studii memorati*. » Le Père Denifle (1), après avoir critiqué les opinions contraires, se décide à conclure et le fait clairement, au contraire de Fournier dont il avait accepté seulement les prémisses : « La seule solution est celle-ci : le *studium* d'Avignon n'était pas comme Orléans, Angers et les autres *studia generalia* qui étaient reconnus comme tels par la coutume. Voilà pourquoi le pape l'éleva officiellement à ce titre et lui donna, malgré qu'il eût déjà une organisation, de nouvelles règles au sujet des promotions et lui concéda des privilèges

1. Denifle. *Die Universitætem des Mittelalters bis 1400*, p. 357 et suiv.

qu'avaient d'autres écoles supérieures. Le véritable fondateur du *studium generale* fut le pape. »

Laval suit l'opinion de ces deux historiens sur la question des dates, mais avec une légère variante. Il admet les dates de mai 1303 pour les lettres de Charles et de juillet 1303 pour la bulle de Boniface, mais il veut que le roi de Naples ait concédé ses lettres au *studium* « en vue de son érection prochaine en Université » (1). Malheureusement rien dans le texte ne nous permet de le croire.

Ne trouvons-nous pas une contradiction, dans *Laval* même ? Si, dans son *Histoire de la Faculté de Médecine*, les lettres de Charles d'Anjou se placent avant la bulle de Boniface il en est tout autrement dans son *Cartulaire*, où la bulle prend place avant le privilège de Charles. Cette bulle de fondation, dit-il, fut donnée par le pape la neuvième année de son pontificat ; or, Boniface ayant été élu à la Noël 1294, cette neuvième année est 1302.

Denifle fait remarquer avec raison que le pape calculait à partir du jour de son couronnement et non du jour de son élection, et qu'ainsi la neuvième année de son pontificat, qui commença le 23 janvier 1295 avec son couronnement, est l'année 1303.

Enfin, *Piganiol de la Force*, sans justifier scientifiquement son opinion, avait aussi placé le privilège avant la bulle (2).

1. *Laval. Histoire de la Faculté de Médecine d'Avignon.* I, p. 15.

2. *Piganiol de la Force. Description de la France*, t. V, p. 407.

Contre l'antériorité du privilège sur la bulle s'est élevé un auteur du xvii^e siècle, *Fantoni Castrucci*, « qui a placé le privilège en 1304, trouvant qu'il est inconcevable que la bulle de Boniface VIII ait pu précéder. » (1).

Plus près de nous, *Courtet* fit sienne l'opinion de *Castrucci*. Charles I^{er}, dit-il, est mort le 7 janvier 1285; son successeur, Charles II, concède le privilège « *regnorum nostrorum anno decimo nono* »; si nous ajoutons à 1285 les dix-neuf années de gouvernement, nous avons 1304 (2).

Enfin tout récemment, en 1896, *M. Duhamel*, dont la haute compétence en cette matière ne peut être mise en doute et qui, vivant au milieu des manuscrits avignonnais, a pu les étudier longuement, est venu justifier l'opinion de *Courtet* et a dit le dernier mot sur la question (3). Nous croyons utile de citer ici, malgré sa longueur, tout un passage de son article; il ne pourrait être mutilé qu'au détriment de la clarté de la discussion, déjà un peu aride.

« La bulle de Boniface VIII porte comme date: *Datum Anagnie Kalend. Julii, Pontificatus nostri anno nono*. Donnée à Agnani, le jour des calendes

1. Denifle. *Die Universitæten*..., p. 359.

2. *Courtet*. « De l'étatancien de l'instruction publique dans la Vaucluse », *Bull. hist. et arch. de Vaucluse*, 1879, p. 453.

3. *Duhamel*. « De l'origine de l'Université d'Avignon ». *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 1896, p. 8. et suiv.

de juillet, la neuvième année de notre pontificat. Le pape Boniface VIII fut sacré à Rome le 2 janvier 1295. C'est de cette date et non de celle de son élection que, conformément aux règles de la chancellerie pontificale, on doit compter les années de son pontificat. La neuvième année commença donc le 2 janvier 1303, pour finir le 11 octobre suivant, jour de sa mort. La bulle concernant l'Université étant des calendes de juillet, de la neuvième année, ne peut être que du 1^{er} juillet 1303, date ordinairement admise.

«... Le diplôme de Charles II, comte de Provence, dont l'original est conservé dans les archives municipales d'Avignon, contient des indications chronologiques plus nombreuses et permettant d'en connaître la date. Il est ainsi daté : *Datum Neapoli, permanus Bartholomei de Capera, militis, logotheta et prothonotarii regnie Sicili, anno Domini millesimo trecentesimo tertio, die quinto Maii, prime indictionis, regnorum nostrorum anno decimo nono.*

« Est-ce bien à la date du 5 mai 1303 qu'il faut reporter ces indications chronologiques, comme l'ont fait le D^r Laval, le Père Denifle et M. Fournier? Voyons d'abord le chiffre indictionnel. D'après les documents les plus importants qui nous restent, l'indiction la plus souvent employée dans les actes des comtes de Provence, rois de Naples, de Sicile et de Jérusalem est l'indiction impériale. Elle commençait au 24 septembre et la date de la première indiction est 313. Si nous retranchons 312 de 1303,

nous avons 66 indictions, c'est-à-dire 66 périodes de quinze ans, écoulées depuis la première indiction, et il nous en reste une, c'est-à-dire qu'en 1303 nous sommes dans la première indiction. Mais comme elle commence au 24 septembre 1303 et s'étend jusqu'au 24 septembre 1304 et comme notre document est du 5 mai, il ne peut être que du 5 mai 1304, car autrement nous serions dans la quinzième indiction et non dans la première.

« Examinons l'autre élément de contrôle qui nous reste : l'année du règne de Charles II.

D'après l'acte, il a été passé à Naples, la dix-neuvième année du règne. Si nous retranchons dix-neuf ans de 1303, nous remontons à 1285. Or, Charles le Boiteux a bien commencé son règne en cette année. Il avait succédé à son père Charles I^{er}, mort le 2 janvier 1285, à Foggia, dans la Capitanate. La première année de son règne s'étend donc du 2 janvier 1285 au 2 janvier 1286 et la dix-neuvième par conséquent, du 2 janvier 1304 au 2 janvier 1305. L'acte en question étant du 5 mai, il ne peut être que du 5 mai 1304.

Ainsi chiffre indictionnel et date du règne concordent pour permettre de dater sûrement le diplôme de Charles II. Il en résulte qu'il est postérieur à la bulle de Boniface VIII, ce qu'avaient déjà reconnu, avant nous, l'historien Fantoni et M. Courtet, qui déclarent que le diplôme de Charles II étant de la première indiction et de la dix-neuvième année, elle

correspondait à 1304. Mais ils n'avaient pas suffisamment justifié leur opinion et on l'a contestée. »

Ces explications suffisent amplement à justifier l'opinion de M. Duhamel. Cependant il en donne d'autres encore, basées sur l'étude du diplôme et de la bulle, au point de vue diplomatique : il montre que les lettres de Charles n'ont pas la précision de bulle, ni l'importance de ses dispositions fondamentales : que la bulle est brève, précisément parce qu'elle est un document d'un caractère général et que les détails de l'organisation du *studium* furent réglés, non pas par le Comte de Provence ou ses officiers, mais par l'évêque d'Avignon, représentant du pouvoir religieux dans la cité ; enfin qu'aucun acte de l'Université ne porte la trace que Charles II ait jamais été considéré par elle comme son fondateur.

Si un doute devait subsister après le travail si clair et si consciencieux de M. Duhamel, il se légitimerait par un passage des statuts de l'Université d'Avignon, de 1503, où Galcot du Roure, à la fin de leur préambule, écrit : « *Volumus tamen et ordinamus in principio horum statutorum inseri litteras foundationis et erectionis Universitatis hujus, videlicet felicis recordationis Domini Bonifacii pape VIII et Caroli Secundi Sicilie regi...* » (1). Si la fondation de l'Université par Boniface VIII est certaine, comment expliquer que deux siècles seulement après

1. Fournier, Statuts, n° 1421.

cette fondation, dans les statuts dressés par un personnage apparenté au pape, qui y rappelle l'érection de l'Université, nous trouvons côte à côte les deux noms du pape et du roi, sans qu'il soit précisé lequel des deux fut le fondateur ? Charles et Boniface VIII sont mis sur le même pied ; peut-être existait-il là un terrain de conciliation, en admettant, ce qui n'est qu'une hypothèse, que le pape et le roi érigèrent en commun les *scolæ* avignonnaises en *studium generale*. Nous trouvons tout à côté de nous, à Orange, une Université fondée par l'empereur Charles IV, le 4 juin 1865, sans l'appui ni l'autorisation du Pape ; pourquoi à Avignon ne l'aurait-elle pas été de concert par les deux pouvoirs civil et religieux ? Il serait assez rationnel qu'ils aient échangé des vues sur la question et soient tombés d'accord sur le principe ; la question d'antériorité d'un document sur l'autre n'aurait plus alors qu'un intérêt relatif.

Quelle que soit l'opinion admise, il est certain que Boniface VIII, fondateur ou simple protecteur de l'Université d'Avignon, avait, dans un but essentiellement politique, marqué notre école de sa profonde empreinte. Celui qui avait été le cardinal Benedictus Caietanus, légat en France et ancien élève de l'Université de Paris, et qui succéda à Célestin V sur le trône de Saint-Pierre (1), commença dès son

1. Abbé Périès. *La Faculté de droit dans l'ancienne Université de Paris*, p. 57.

avènement au pontificat une lutte gigantesque contre le roi de France. Philippe le Bel cherchait à obtenir du clergé les ressources qu'il ne trouvait plus dans l'altération des monnaies, le dépouillement des Lombards et le terrible impôt de la maltôte ; l'éternelle guerre des deux puissances ecclésiastique et civile s'envenimait encore de la question des biens d'église et de celle du Languedoc que réclamaient Philippe et Boniface VIII. La lutte s'étendait, les états généraux de 1302 prenaient parti pour le roi contre le pape, et les bulles s'entassaient (*Clericis laicos. Ineffabilis amoris. Ausculta filii*) mais leur seule arme, l'excommunication, ne parvenait pas à faire du roi de France un fils obéissant de l'Eglise.

Pour comble, l'Université de Paris, toujours attachée jusque-là aux papes devenait inquiétante pour le Saint-Siège, l'esprit ultramontain y faisant place à l'esprit gallican. C'est alors que Boniface VIII combla de faveurs l'Université d'Avignon, pour obtenir d'elle un attachement inébranlable et pour trouver en elle l'arme nécessaire à la lutte contre les prétentions du roi de France et contre la défection de l'Université de Paris. Or le pape était le grand dispensateur des bénéfices religieux, récompense des études universitaires et notre *studium* avait tout intérêt à s'assurer sa bienveillance par les marques d'un dévouement profond ; il n'y manqua pas et fut pontifical d'esprit et de doctrine.

III. — *Les Statuts* (1)

Fort nombreux furent les statuts réglementant l'Université d'Avignon, qui se succédèrent depuis ceux dressés en 1303 par Bertrand Aymicij jusqu'aux grands statuts de 1503 édictés par Galeot du Roure, auxquels s'arrête notre étude.

Nous les avons tous étudiés pour déterminer quels privilèges et quelles immunités furent accordés à notre Université, pour fixer les limites entre lesquelles se développèrent les quatre Facultés, pour connaître enfin le personnel universitaire du *studium*.

Dans cet espace de deux siècles, aucun des statuts, sauf peut-être le dernier, ne nous donne un aspect général de la vie du *studium* avignonnais au moyen âge. Aussi avons-nous été obligé, pour reconstituer cet organisme et spécialement celui de la Faculté de droit, de puiser dans tous les textes de cette période.

1. M. Fournier a publié dans son cartulaire *Statuts et privilèges des Universités Françaises*, t. II, la plupart des textes intéressants que renferment les Archives de Vaucluse. Mais nous ne pouvons accorder une confiance sans limite à cette publication en ce qui concerne Avignon ; car M. Fournier ne fit pas copier les manuscrits par des personnes très expertes en paléographie et il était trop occupé lui-même pour revoir avec tout le soin désirable les expéditions malhabiles qu'il en recevait. Nous renvoyons cependant aux numéros de son Cartulaire, pour tous les textes qu'il y a publiés, la consultation de son ouvrage étant plus aisée que celle des originaux d'Avignon.

Un résumé des statuts les plus importants nous en donnera déjà une idée générale.

1303. Le premier en date, Bertrand Aymini, évêque d'Avignon, donne en 1303 des statuts « *scriptorum magistrorum et doctorum juris canonici et civilis, et in medicina et in artibus in eodem studii commemorantium consilio et assensu* (1). »

Il nous apprend que le Primicier partage la direction de l'Université avec l'évêque-chancelier ; qu'il est élu par les docteurs ; qu'ils doivent tous, ainsi que les officiers du roi de Sicile, les docteurs *legentes ordinariæ* et le bedeau général, jurer fidélité et respect aux statuts et privilèges de l'Université. Il régleme la location des maisons par les maîtres et les étudiants, les exercices universitaires et le commencement des cours ; les examens, le salaire des docteurs et les droits que doivent acquitter les *legentes extraordinaires*. Il délimite soigneusement le rôle du bedeau général et traite enfin de quelques autres points de détail.

Ces statuts, fort intéressants, ne sont pas complets en ce sens qu'ils laissent supposer une organisation déjà établie, des règles antérieurement appliquées et encore en vigueur sur de nombreux points dont ils ne parlent pas. Comme la plupart de leurs prescriptions se rapportent à la Faculté de Droit, nous en réservons l'analyse plus complète pour la seconde partie de notre travail.

Clément V et Jean XXII, qui figurent cependant

1. Fournier. *Statuts*, n° 1245.

au premier rang parmi les écoliers célèbres de l'Université d'Orléans, dont ils furent l'un le fondateur et l'autre le restaurateur, n'ont pas laissé dans le *studium* avignonnais une profonde trace de leur intervention; ils se contentèrent de confirmer et d'augmenter quelque peu ses privilèges et c'est ce que firent aussi les papes qui leur succédèrent.

1376. Soixante-treize ans après les statuts d'Aymini, le Primicier et le collège des docteurs apportèrent des réformes aux règles édictées par l'évêque.

Très brefs, ces nouveaux statuts du 21 juin 1376 fixent encore les pouvoirs du Primicier, les droits d'examen et d'agrégation, les conditions à remplir pour pouvoir enseigner, enfin les droits à payer pour l'obtention de diplômes (*litteras sigillo Universitatis sigillatas*) (1).

1389. Encore plus restreints, d'autres statuts de 1389 règlent les droits d'examen et la forme du serment à prêter par ceux qui cherchent à obtenir des grades dans l'Université (2).

1407. Les grands statuts de 1407 sont de beaucoup les plus importants qu'il y ait eu jusque-là (3). La nécessité d'avoir des règles plus nombreuses, plus précises et mieux coordonnées, avait obligé le collège des docteurs de rédiger ces statuts (4)

1. Fournier *Statuts*, n° 1256.

2. Fournier. *Statuts*, n° 1267.

3. Fournier. *Statuts*, n° 1279.

4. Bibliothèque Nationale. Manuscrit latin, n° 4686.

Mais c'est à Gilles de Bellemère, évêque d'Avignon et chancelier de l'Université, que revint l'honneur de les publier, deux ans plus tard.

Après un préambule où il rappelle que l'évêque Bertrand eut à s'occuper de l'Université, Bellemère fixe avec un soin tout particulier le mode et l'époque de la nomination du Primicier ; les règles spéciales aux examens du baccalauréat, licence et doctorat : le rôle qu'y doivent jouer les docteurs, le Primicier et l'évêque, les conditions à remplir pour les subir.

L'évêque termine en ordonnant la publication et l'observance de ses statuts, jurés par les docteurs, et il révoque toute disposition antérieure.

Ces statuts montrent le chemin parcouru depuis 1303. Ce ne sont plus, surtout pour les examens, de simples indications laissant une large part à la coutume, mais une codification complète, des prescriptions étroites et bien limitées, preuve d'une organisation plus forte et plus centralisée.

Des bulles portant sur des points particuliers succédèrent aux statuts de Bellemère ; elles confirment les anciens privilèges ou en accordent de nouveaux. La Faculté de Théologie est créée le 6 septembre 1413, ce qui porta à quatre le nombre des Facultés, avec celles de Droit, de Médecine et des Arts déjà existantes.

1426. De nouveaux statuts furent concédés par un autre évêque d'Avignon, Guy Etienne, connu aussi sous le nom de Guy de Roussillon-Bouchage.

Il y traite des docteurs et des conditions qu'ils doivent remplir pour être agrégés ; il leur interdit de prêter de l'argent aux étudiants ou d'intervenir en leur faveur aux examens. Les statuts contiennent ensuite le nom des quinze docteurs présents et consentants — et c'est là que Fournier a arrêté son texte (1). Mais le document original (D. 9. folio 10.) contient en outre douze statuts, édictés par le vignier, le primicier et les docteurs de l'Université, qui sont spéciaux aux examens (convocations, cadeaux, temps de lecture, visites équestres, § 1 à 9) (Rang des nobles, § 10. Rôle du bedeau, § 11 et 12).

1441. Quelques années plus tard, les docteurs de l'Université et leur chancelier Alain, de Coëtivi, évêque d'Avignon. comme les grands statuts de Gilles de Bellemère étaient fort mal observés et qu'il en résultait de sérieuses difficultés, essayèrent d'abord, le 12 novembre 1441, de les compléter par quelques prescriptions de détail sur les examens et les dépenses qu'on pourrait y faire, sur le rôle joué par les *congregationes studentium vel aliorum quorumcumque* (2); ils réglementèrent même la quantité de vin, de tartes, de gâteaux et de dragées qu'un nouveau docteur devait offrir, ainsi que les personnes à qui ces cadeaux étaient dus ! Plus sérieusement, ils fixaient la durée du temps pendant lequel devait avoir lu (3)

1. Fournier. *Statuts*, n° 1300.

2. Fournier. *Statuts*, n° 1333.

3. Tout candidat était obligé de *lire* pendant un certain temps, c'est-à-dire de commenter en public les textes du

le candidat bachelier (4 ou 5 ans suivant la Faculté) et les conditions exigées du bedeau pour la vente des livres.

Mais ce n'était là qu'une modification provisoire, et le 23 novembre de la même année l'évêque Alain codifia de nouveau les règlements de l'Université; dans ses statuts, un certain nombre de prescriptions de Gilles de Bellemère sont intégralement conservées; mais d'importantes modifications sont apportées aussi, concernant les cours (livres qu'il faut lire, location des *scolæ*, droits à payer par les *legentes*), *extraordinaire*, ouverture des cours, *repetitiones*, le salaire des docteurs, du bedeau et des portiers, les examens (droits, interrogations et admissions, diplômes), la tenue des étudiants (1). Ce sont en somme les statuts de Bellemère, rappelés et remis en vigueur, et complétés.

1459. Un essai de réformation de l'Université allait être tenté par Pie II, qui n'aurait abouti rien moins qu'à changer tout à fait la forme du *studium*. Depuis longtemps se manifestaient des tendances nouvelles dans la corporation si puissante des docteurs; ils n'avaient plus en face de l'autorité ecclésiastique l'obéissante passivité dont ils avaient fait preuve au début. Un vent d'indépendance soufflait

programme. La *lectura*, ou leçon, correspond à ce que nous appelons aujourd'hui un cours.

1. Fournier, *Statuts*, 1334.

contre l'immixtion de l'évêque et des représentants du pape dans les affaires du *studium*; Pie II s'inquiéta du pouvoir toujours croissant du Primicier et du collège des docteurs; il craignit que l'Université d'Avignon prit vis-à-vis de la papauté la même indépendance que celle de Paris en face de Boniface VIII, et il se décida à enfermer ses membres dans des règles nouvelles.

Après avoir rappelé, dans sa bulle du 22 décembre 1459, la fondation de l'Université par Boniface VIII, les statuts d'Aymini et la création de la Faculté de Théologie par Jean XXII, Pie II constate combien les docteurs en droit sortaient de leur rôle en voulant administrer le *studium* à l'exclusion de ses autres membres. Puis il apporte le remède à cet abus de pouvoir : le *studium* reste constitué par les quatre Facultés ; celles-ci, réunies en un seul groupement corporatif, seront dirigées par l'évêque ou son vicaire ; au-dessous de l'évêque et en remplacement du Primicier sera un recteur « *unus rector... sub apostolice sedis et eam inibi representantis cancellarii auctoritate et protectione, secundum presentia ac alia legitime facienda ordinationes et statuta, illam regere, dirigere et gubernare teneatur...* », qui devra remplir certaines conditions pour pouvoir être élu. Un *consilium ordinarium* composé des représentants de chaque Faculté prendra la place du collège des docteurs ; ceux-ci, dont le nombre est fixé à dix-huit, seront placés sous l'autorité de l'évêque-chancelier et du recteur. Les préséances, les

salaires, les droits d'examen, les congrégations autorisées, les conditions de l'agrégation, le rôle du bedeau, tout est mis en lumière. Pie II termine sa grande bulle en déclarant valables les précédents statuts, pour ce qu'ils restent en concordance avec les règlements nouveaux.

Cette œuvre si importante eut un sort malheureux. L'opposition du collège des docteurs et du Primicier, peut-être même de l'Université entière dont elle bouleversait le régime, fut plus forte que le légitime désir du pape. La bulle fut considérée comme non avenue, si nous en croyons Fournier (*Histoire de la Science du droit*, p. 592) et Laval (*Cartulaire*, I, p. 92). Tout porte à le croire car si on l'avait appliquée, fût-ce pendant peu de temps, cette réforme aurait été mentionnée dans les documents postérieurs et souvent reproduite ; or aucune trace ne s'en rencontre, à part l'original et une seule copie.

Après l'infructueux essai de Pie II, nous ne trouvons que peu de documents importants pour l'histoire générale de l'Université ; deux textes seulement sont à mentionner avant les grands statuts de 1503 : la bulle de Sixte IV, du 18 août 1479, confirmant les privilèges de juridiction et unissant à l'Université certains greffes du Comtat-Venaissin, pour en affecter les produits au paiement des docteurs régents (1).

Et un statut du Cardinal Julien de la Rovère, interdisant de recevoir comme étudiants à Avignon

1. Fournier. *Statuts*, n° 1378.

ceux qui refuseraient de s'engager à prendre leurs grades exclusivement dans cette Université, et accordant aux gradués d'Avignon le pas sur ceux des autres Universités (8 juillet 1497) (1).

Toujours plus florissante, l'Université voyait croître ses revenus et augmenter ses privilèges. C'est alors que Galeot de la Rovère, évêque de Savone, fut délégué par son oncle le Cardinal Julien de la Rovère, le même qui ceignit plus tard la tiare pontificale sous le nom de Jules II, pour lui donner de nouveaux statuts.

1503. Ces grands statuts réformés, du 29 avril 1503, constituent l'œuvre la plus importante qui ait été accomplie jusque-là pour l'Université d'Avignon.

Dans ses soixante-dix articles, enfermés entre un long préambule et une conclusion, Galeot du Roure reprend, mais avec plus d'ordre et de clarté, tous les points traités dans les statuts précédents. Du Primicier, il fixe l'élection, le serment et le rôle. Pour les cours, il prescrit ceux qui doivent y lire, quels livres, et avec quel salaire, obligeant au serment les *doctores legentes ordinarie* qui doivent faire leurs leçons en personne, déterminant les droits à acquitter par les *legentes extraordinarie*, exigeant des docteurs qu'ils fassent *des disputationes, des repetitiones et des questiones*, accordant l'immunité aux maisons des docteurs, des étudiants et des bedeaux. Le baccalauréat, la licence et le doctorat en droit font l'objet

1. Fournier. *Statuts*, n° 1410.

de plusieurs articles que nous retrouverons plus loin. Les relations des docteurs entre eux et avec les étudiants occupent aussi l'évêque de Savone.

Il n'omet pas de parler des messes et des processions, de la tenue des étudiants, de l'ordre protocolaire, des avantages dont bénéficient les étudiants nobles.

Un article est consacré à la cloche de l'Université, cinq autres aux nombreuses règles concernant le bedeau général.

Galeot termine enfin par les formules de serment des immatriculés, des bacheliers en théologie, des licenciés et des docteurs en droit canon et civil.

Nous ne poursuivrons pas plus avant dans le temps notre étude ; le moyen âge est terminé et pour notre Université s'ouvre une ère nouvelle.

Si nous avons fixé le terme de ce travail aux grands statuts de 1503, c'est qu'ils complètent et couronnent l'œuvre des papes et des rois, des évêques, des primiciers et des docteurs de l'Université, qui pendant deux siècles contribuèrent à sa prospérité. Leurs courageux efforts avaient transformé les modestes écoles du ^{xii}e et du ^{xiii}e siècle en un *Studium generale* puissant et prospère, *l'insigna alma Universitas doctorum et scholarium generalis studii Avenionensis*.

IV. — *Les Privilèges.*

Comme toutes les corporations, les Universités du moyen âge jouissaient de privilèges nombreux ; celle

d'Avignon bénéficia non seulement des avantages accordés aux autres *studia*, mais encore de faveurs spéciales qui ne contribuèrent pas peu à son succès. Les rois de France et de Sicile, les papes, la ville d'Avignon lui octroyèrent tour à tour des privilèges politiques et de juridiction, des avantages pécuniaires et des privilèges d'enseignement.

a). *Privilèges politiques*. — Les étudiants étaient considérés comme des citoyens et jouissaient de tous les droits locaux dont pouvaient se réclamer les Avignonais. Ce privilège est le plus ancien que nous rencontrons dans les textes ; il fut accordé par lettre de Charles II sur l'enseignement du droit et sur les libertés à donner aux étudiants, et reproduite en 1298 dans les statuts de la ville. « *Insuper, dictorum supplicantium petitionibus annuentes, in mandatis adicimus, ut scolares universos et singulos, sive clerici, sive laïci sint, studentes aut legentes in dicta civitate Avinionensis, gaudere libertatibus et immunitatibus civium civitatis ejusdem, quavis remota molestia, permittatis* » (1).

Bien mieux, leurs habitations étaient protégées au point qu'on ne pouvait les y poursuivre ni les en faire sortir de force. « *Item, ad decorem, prosecutionem et favorem Avinionensis studii, prohibemus expresse, ne curiales curie nostre civitatis ejusdem, de die vel nocte, per vim intrare presumant hospitia*

1. Fournier. *Statuts*, n° 1241. Et *Statuts* de 1503, § 9, de *immunitate*, n° 1421.

clericorum, nisi sub certa forma que in aliis nostris litteris directis vobis apertius declaretur » (1).

Charles d'Anjou leur accorda encore le privilège de sauvegarde royale, « *ut... universos scolares et singulos de partibus quibuscumque, accessus et recessus securus habetur et liber, comitatum nostrorum Provincie et Forcalquerii gremium atque protectionem, undecumque venire voluerint et quando-cumque reverti, scholaribus et accedentibus omnibus cum rebus, pecunia et supellectilibus ad eosdem, in omnibus ingressibus et regressibus tam benigne quam liberaliter aperimus, favoris et protectionis nostre presidium pollicentes eisdem.* » (2). Les étudiants pouvaient entrer et sortir d'Avignon à leur guise, eux et leurs biens, sans être inquiétés et sous l'efficace protection des officiers du roi de Sicile.

Enfin la direction du *studium* était pour son chef le degré qui lui permettait d'accéder à la noblesse. Nous n'avons rien trouvé indiquant qu'un titre de noblesse ait été attaché au grade de docteur, sauf une lettre en italien, du Cardinal Coscia, du 5 octobre 1726 (3). Mais si, faute de documents, cette question ne peut être tranchée pour notre période, nous savons de source sûre que le Primicier devenait noble par sa charge et qu'il put même pendant long-

1. *Idem.*

2. *Idem*, n° 1243.

3. Bibliothèque de Carpentras. Manuscrit Tissot, t. X, p. 63.

temps transmettre héréditairement son nouveau titre (1).

b) *Privilèges pécuniaires*. — Des très nombreux impôts qui frappaient alors les Avignonnais (*angaria, talia, servitutum personale, officialis, pedagium, starralagium, leuda*), les étudiants et les autres membres de l'Université, même les suppôts, n'en acquittaient aucun. Nulle taxe, nulle gabelle, nul péage, pas même les impôts sur le vin et les autres objets de consommation (2). Ce bénéfice fut tellement élargi qu'il en devint l'exemption pure et simple, accordée par Jean XXIII: *vos, magistros, doctores, licentiatos, baccalarios et scolares...* (suit la longue énumération des impôts), *nulla penitus onera sustinere seu subire, aut munera prestare teneamini...* (bulle du 6 septembre 1413) (3).

Deux autres papes, Nicolas V, le 20 octobre 1447, Pie II, le 22 décembre 1459, le premier dans une bulle ne visant que l'exemption de tous les impôts, le second dans sa grande bulle de réformation, confirmèrent l'étendue de ce privilège (4).

La sollicitude des pouvoirs publics n'oubliait pas quelles difficultés les étrangers désireux des instruire, mais peu fortunés, rencontraient à trouver des logements à bon marché. Aussi prit-elle des mesures

1. Fournier. *Histoire de la Science du Droit*, p. 620.

2. Lettres de Charles II, du 5 mai 1303 et bulle d'Urbain V, du 13 septembre 1368. Fournier, *Statuts*, n^{os} 1243 et 1253.

3. Fournier, *Statuts*, n^o 1286.

4. Fournier, *Statuts*, n^{os} 1340 et 1362.

rigoureuses pour empêcher les propriétaires avignonnais d'exploiter maîtres et élèves logeant chez eux : des fonctionnaires-experts spéciaux, les *taxatores hospitiorum*, étaient nommés l'un par la communauté, l'autre par l'Université, le troisième par un officier de la cour : comme leur nom l'indique, ils fixaient pour chaque maison le prix qu'en pouvait exiger le propriétaire, soit qu'un docteur voulût y ouvrir un *auditorium*, soit qu'un étudiant y vînt habiter. (*Lettres de Charles II*, du 5 mai 1304.)

En outre, à une époque où le prêt à intérêt était sévèrement prohibé et rigoureusement puni, Charles II prenait soin, le 21 octobre 1302, d'écrire aux docteurs d'Avignon pour les autoriser, comme ils l'avaient demandé, à nommer un bourgeois (*mercator*) auquel les membres de l'Université pourraient emprunter de l'argent : « *Ut mercator unus, quum ipsi doctores et scolares eligerint in predicta civitate, sit mutuans, et in necessitatum articulo succurens eisdem* (1). »

Mais les privilèges pécuniaires les plus importants étaient concédés par les papes. Des listes de gradués, appelées *rotuli*, étaient adressés par l'Université au Souverain Pontife, qui nantissait de bénéfices ceux qui y étaient nommés ; ils obtenaient des chapellenies, des prieurés, des prébendes, des chanoinies et des cures (2). Une fois en possession de ces bénéfi-

1. Fournier, *Statuts*, n° 1242.

2. *Rotuli* de 1354, 1361, 1393 et 1394, adressés à Innocent VI, à Clément VII et à Benoît XIII. Fournier, *Statuts*, nos 1247, 1248, 1269, 1270.

ces, les titulaires n'avaient pas à quitter l'Université pour les rejoindre et remplir leurs charges ; Urbain V le premier, par bulle du 26 mars 1367, accorda aux maîtres et écoliers la jouissance de leurs bénéfices pendant cinq ans, sans qu'ils soient pour cela tenus à résidence. Grégoire IX confirma ce privilège le 22 juin 1372.

Clément VII alla plus loin et le 1^{er} août 1388 accorda le droit de jouir des bénéfices pendant douze ans. Benoît XIII confirma la bulle de Clément VII le 7 septembre 1403 ; Jean XXIII le fit aussi le 6 septembre 1413 pour les ecclésiastiques avec ou sans charge d'âmes, mais seulement pour une durée de sept ans. Enfin Pie II suivit l'exemple, dans sa grande bulle du 22 décembre 1459, où il dit : « *Quod beneficiati, etiam cum cura, et parrochialium ecclesiarum rectores ad diaconatus et presbyteratus ordines, usque ad septennium a tempore adepti pacifice possessionis beneficiorum computandum, in dicto studio insistendo, dummodo intra annum similiter computandum ad subdiaconatum fuerint promoti, se facere promoveri minime teneantur.* » Pie II, comme Jean XXIII, fixait à sept ans la période pendant laquelle on pouvait jouir des bénéfices sans y résider, mais il ajoutait pour les prêtres titulaires, la dispense pendant sept ans de prendre le diaconat ou la prêtrise, s'ils avaient été promus au sous-diaconat dans l'année de l'obtention du bénéfice (1).

1. Voir ces bulles dans Fournier, *Statuts*. Nos 1251, 1255, 1266, 1275, 1284 et 1285, 1362.

Certains étudiants obtenaient la dispense d'examen ou de ses droits, s'ils exerçaient des charges qui les plaçaient au rang des principaux personnages du *studium* ; tels étaient les Prieurs de la Confrérie de Saint-Sébastien et des collèges, dont nous aurons à parler plus loin.

c) *Privilèges de juridiction.* — Privilégiée au point de vue politique et pécuniaire, l'Université d'Avignon le fut aussi par sa juridiction ; elle obtint le *privilegium fori*.

Charles II, inlassablement préoccupé de fournir des avantages aux étudiants, leur donna comme juge le Tribunal de Viguiier. « *Et quia indulta principium decet esse mansura, decernimus, quod quicumque pro tempore fuerit in vicarium Avinionense assumptus, in ingressu ejusdem officii juret servare et observari facere, quantum ad ejus spectabit officium, privilegia omnia et singula per nostram curiam dicto studio jam concessa et in anthea concedenda.* » (Lettres du 5 mai 1304.) Il enlevait ainsi les étudiants à leurs juges naturels, ceux du Tribunal de Saint-Pierre.

Le Primicier jouait déjà un rôle en cette matière, mais il n'était pas juge ; il s'occupait de tous les différents concernant les membres de l'Université, seulement pour assister ces membres et suivre le procès (1). Ce n'est que plus tard qu'il jugera lui-même ces causes. Fournier voit l'origine de la

1. Statuts de 1303. Fournier. *Statuts*, n° 1245.

juridiction civile du Primicier dans une bulle de Grégoire XI (1). Cette bulle, du 17 septembre 1376, autorise Jean, évêque de Sabine, et Guillaume, cardinal de Saint-Vital, à confier les causes civiles, dont il les a chargés, à des docteurs laïques ou à d'autres jurisconsultes.

Nous sommes porté à croire que Fournier lit dans ce texte plus qu'il n'y est dit ; Grégoire XI a créé des juges spéciaux, docteurs ou jurisconsultes, pour permettre à l'évêque et au cardinal de confier à d'autres une charge qu'ils devaient remplir eux-mêmes, celle de juger les causes de leur compétence ; il autorise ces deux prélats à faire rendre leurs jugements par procureurs. Mais, dira-t-on, ces juges étaient bien des membres de l'Université ? Pourquoi alors le pape les a-t-il choisis là ? N'y a-t-il pas un lien entre ces juges spéciaux, docteurs ou jurisconsultes, et le juge spécial que sera plus tard le Primicier ? Nous répondrons qu'il était bien difficile, en dehors des tribunaux déjà existants, de choisir ailleurs qu'en l'Université des juges capables d'aider ces hauts fonctionnaires ecclésiastiques dans leurs fonctions judiciaires. Et rien ne nous dit qu'on plaiderait devant ces juges nouveaux des causes concernant l'Université, ni que leur création, faite peut-être pour un temps et incidemment, fût l'origine de la juridiction civile du Primicier.

Le Tribunal du Viguiier était donc seul compétent,

1. Fournier. *Statuts*, p. 320, note 2, et n° 1258.

tout au moins pour les causes touchant les privilèges et immunités de l'Université.

Les litiges nés dans le *studium* lui-même et entre ses membres étaient tranchés par le Tribunal de l'Evêque-Chancelier, « *per dominum episcopum, aut vicarium vel officialem suum* (1). » Le pape, en sa qualité de fondateur et de protecteur de l'Université, jugeait toutes les contestations nées de fausses interprétations des statuts.

Mais de cette organisation un peu confuse il ne resta rien quand Jean XXIII établit le Tribunal du Vice-Gérant pour les causes de l'Université, par bulle du 22 décembre 1412 (1). Le Vice-Gérant venait, cette même année, de remplacer l'Auditeur apostolique dans ses fonctions judiciaires, et il avait été chargé d'un double rôle, à la fois juge de droit commun et juge d'exception. C'est à ce dernier titre qu'il fut compétent dans les causes de l'Université (2). Il remplit cette fonction pendant un an seulement ; Jean XXIII la lui avait accordée, il la lui enleva par deux bulles du 6 septembre 1413, après avoir décidé par une autre bulle du même jour qu'aucun membre de l'Université ne pourrait être cité devant un tribunal hors de la ville, même *ratione delicti*.

Depuis presque dix ans l'Université d'Avignon demandait à être traitée comme celles de Toulouse

1. Statuts de 1407. Fournier. *Statuts*, n° 1279.

2. Fournier, *Statuts*, n° 1281.

3. Faudon. *Essai sur les institutions... d'Avignon et du Comtat sous les papes*.

et d'Orléans, qui avaient été dotées d'une juridiction spéciale, à l'exemple de Paris. Jean XXIII, accorda ce privilège par l'avant-dernière de ses neuf bulles du 6 septembre 1413 (1), où, après avoir donné une longue énumération des personnages qui n'auront plus le droit de s'ingérer dans les affaires du *studium* (prélats et gens d'église, ducs, marquis, comtes, barons, nobles, militaires et laïques). il institue les *Conservatores privilegiorum*, compétents pour toutes ses causes.

Dès lors l'Université eut une juridiction propre et tout à fait indépendante des pouvoirs judiciaires de cité et du Comtat ; ceux-ci ne la voyaient s'établir qu'à regret, car non seulement les tribunaux inférieurs, mais encore le tribunal d'appel de l'Auditeur général, président de la Cour de la Rote, perdaient, avec ces causes, une source abondante de revenus.

Durant tout le moyen âge ces Conservateurs des privilèges furent les seuls juges de l'Université ; Pie II le répète dans sa bulle de réformation de 1459, Sixte IV le confirme dans sa bulle spéciale aux juridictions de l'Université et à ses revenus (18 août 1479) (2). Dès lors les bulles se font plus nombreuses encore sur notre sujet ; ce même Sixte IV unit à l'Université l'office de vice-gérant (7 mai 1482) et confirme le droit pour ses membres de ne pouvoir être cités hors la ville (20 mars 1484) ; Innocent VIII

1. Les neuf bulles de Jean XXIII, du 6 septembre 1413. Fournier. *Statuts*, nos 1282 à 1290.

2. Fournier. *Statuts*, n° 1378.

déclare la même chose dans son bref du 3 juin 1485 et sa bulle du 12 décembre 1488. Enfin Galeot du Roure ne pouvait passer sous silence cette importante question et il la traite incidemment dans le paragraphe 28 de ses statuts réformés de 1503, où, à propos des injures qui ne doivent pas être faites aux docteurs, il déclare que ce sont les Conservateurs devant qui devra être conduit le délinquant (1).

Ce n'est qu'en avril 1614, que le Primicier d'Avignon reçut, comme déjà l'avaient les chefs des Universités italiennes, le droit de juger les affaires criminelles et civiles concernant les docteurs, licenciés et écoliers.

Mais il devait avoir déjà depuis longtemps, en fait sinon en droit, une grande partie des pouvoirs des *Conservatores privilegiorum* ; car pendant tout le moyen âge le Primicier se substitua peu à peu à tous ceux qui lui étaient opposés ou qui exerçaient à côté de lui. C'est là une application de la loi de centralisation progressive, qu'un historien moderne voit dans l'organisation du moyen âge (2).

d) *Privilèges d'enseignement*. — Boniface VIII avait accordé aux gradués de l'Université d'Avignon la faveur de pouvoir enseigner dans tous les autres studia. Ils reçurent de Louis XI le privilège de régnicoles, qui eut pour conséquence de leur donner une double nationalité et de leur permettre d'exercer en

1. Fournier. *Statuts*, n^{os} 1389, 1391, 1393, 1398, 1421.

2. Violet. *Histoire des institutions politiques...*, t. II, p. 317.

France comme professeurs, avocats ou magistrats, à l'égard des docteurs diplômés dans les Universités françaises (1).

Ainsi favorisée, l'Université d'Avignon maintenait autour d'elle la jeunesse studieuse du pays et attirait de nombreux étrangers, séduits par la douceur du climat, par l'éclat de la cour pontificale et par la renommée des professeurs.

Les religieux surtout affluèrent à la Faculté de Droit, heureux de pouvoir suivre les cours de droit civil ou d'enseigner cette science dont l'étude avait été interdite par Rome aux moines et aux chanoines réguliers dès 1131 (2). Par sa décrétale *Super Specula*, de 1219, le pape Honorius III avait aussi frappé de prohibition l'enseignement du *jus civile* à Paris et dans les environs ; on a dit que cette mesure était motivée par la crainte du succès toujours croissant que le droit romain avait à Paris, où ses maximes envahissaient le domaine de la théologie, « et par la crainte aussi que les légistes ne s'en servissent comme d'une arme pour favoriser l'absolutisme des rois et pour amener la subordination de l'Eglise de France au pouvoir civil, en abaissant les prérogatives des Pontifes et en restreignant les limites de leur juridiction universelle » (3). Il y avait là, ajoutez-

1. Bardinet. *Universitatis Avenionensis historica adumbratio*, p. 82.

2. Leclerc. *Discours sur l'état des lettres...*, p. 465.

3. A. du Boys. « Des Facultés de Droit et des Universités de France... » *Revue Catholique...*, 1875, p. 9 et suiv.

t-on un nouvel élément de controverse et d'agitation qu'il fallait supprimer dans la turbulente Université de Paris.

Toute autre est, en réalité, la raison dominante de la décrétale *Super Specula* et c'est dans son texte même que nous la trouvons : le pape prohibe l'enseignement du droit romain à Paris parce que « dans l'Ile de France et dans quelques provinces les laïques ne font pas usage des lois des empereurs romains. » (1).

Honorius III n'oublie pas de déclarer, en passant, qu'il veut favoriser l'enseignement théologique, mais il insiste surtout sur ce fait que les *leges imperiales*, appliquées dans le Saint Empire romain germanique, n'étaient d'aucun usage dans l'Ile de France et dans les environs. Or, à ce moment, les empereurs germaniques avaient des prétentions à la domination universelle, et accepter leurs lois aurait été déjà approuver leurs visées ; il importait à Philippe-Auguste, qui avait dû lutter contre Otto de Brunswick, « de bien montrer que la France était indépendante de l'Empire, en droit comme en fait, comme le reconnaissait le pape Innocent III ; que les lois impériales n'y avaient cours ; que la « coutume passait droit ». Il était dangereux dès lors de laisser enseigner ce droit à Paris, capitale du royaume. Le roi s'adresse donc au chef direct de l'Université, le pape, et celui-ci consent à l'interdiction réclamée.

1. R. P. Denifle et Châtelain. *Chartularium Univ.* Paris, t. I, n° 32, *in fine*.

La sanction était d'ailleurs sévère : quiconque oserait enseigner ou écouter le droit civil était déclaré incapable d'exercer une profession judiciaire, et de plus était excommunié. » (1).

La décrétale de 1219 ne fut pas appliquée longtemps dans toute sa rigueur ; les relations entre le roi de France et l'empereur d'Allemagne s'étant améliorées, le droit romain reprit sa place à l'Université de Paris ; il fallait bien une dispense pour l'enseigner, mais c'était chose facile à obtenir. On peut dire « qu'au ^{xiii}^e siècle, l'attitude des rois de France à l'égard du droit écrit s'est trouvée « conditionnée » par leur politique à l'égard du Saint Empire. » (2). Par un reste de frayeur qui ne se justifiait plus, il, renouvelèrent l'interdiction d'enseigner le droit romain à l'Université de Paris par l'article 69 de l'ordonnance de Blois (1579), et c'est seulement l'édit de 1679 qui leva la prohibition.

Avignon, tare étrangère, ne fut pas touchée par la décrétale *super specula* ; la liberté de ses écoles, où quiconque pouvait enseigner à sa guise, et plus tard la bienveillance des papes, autorisèrent ou tout au moins tolérèrent l'étude du *jus civile*.

Il est certain que sur la demande des membres de notre *studium*, son enseignement fut officielle-

1. E. Chénon. *Le droit romain à la Curia regis...* Extraits des *Mélanges Fitting*. Montpellier, Imp. génér. 1907, 1 vol. in-8°, p. 6.

2. *Id.*, p. 18.

ment autorisé par Urbain V, même pour les religieux et pour deux ans, pourvu qu'ils ne soient pas prêtres : « *omnibus et singulis personis, etiam in sacris ordinibus constitutis... ut persone ipse, in dicto studio jusque ad biennium a festo Beati Luce proximo futuro computandum, leges audire at legere...* » (bulle du 15 juillet 1367) (1). Jean XXIII, dans une de ses bulles du 6 septembre 1413, l'autorisa pour dix ans ; « *quecumque persone ecclesiastique, ... leges et physicam in dicto studio per decennium legere et audire* » (2). Pie II le fit aussi implicitement, dans sa bulle de réformation de 1459. § 1, en autorisant toute personne à enseigner ou à suivre les exercices d'une quelconque des quatre Facultés.

Un nuage assombrissait cependant le ciel de notre *studium* ; à quelques lieues de lui l'école d'Orange, érigée en Université par l'empereur Charles IV (diplôme impérial du 4 juin 1365), s'efforçait de se développer au détriment de sa voisine ; Orange enlevait des étudiants à Avignon et la cité papale de son côté ne laissait échapper aucune occasion de nuire à sa rivale.

Ce constant désaccord ne pouvait laisser indifférents les papes, qui recevaient les doléances de leur cité et qui souffraient de tout obstacle mis au développement de leur Université favorite. Sixte IV, poussé par le cardinal Julien de la Rovère, fulmina le 5 juin

1. Fournier. *Statuts*, n° 1252.

2. Fournier. *Statuts*, n° 1288.

1475 une bulle contre l'Université d'Orange, défendant à ses membres de venir enseigner à Avignon. Et plus tard, le 8 juillet 1497, ce même cardinal de la Rovère, visant sans doute spécialement le *studium auraicensis*, accorda à notre Université un statut grâce auquel ses gradués avaient le pas sur ceux des autres Universités (1).

c) *Privilèges singuliers*. — Sans charger d'inutiles détails cette courte étude, nous ne croyons pas superflu de faire connaître quelques droits spéciaux et curieux, qui furent accordés aux étudiants par les comtes de Provence, et spécialement par le roi René. Ils représentent bien l'esprit d'une époque turbulente et de mœurs très libres.

Le premier découle du privilège de juridiction : il est accordé à l'étudiant en prison, que ses camarades en corps ont le droit de faire mettre en liberté ; c'était chose facile pour eux, car ils portaient toujours des armes malgré les prohibitions répétées. Ce droit, dont ils abusèrent, fut vite retiré aux étudiants.

Le second, ridicule et souvent cruel, était accordé contre les Juifs et les prostituées. Sur les premiers, les étudiants avaient le droit de barbe ; sur les secondes, le droit de batacule. En vertu de leur droit de barbe, les étudiants qui rencontraient dans les rues un Juif, le saisissaient et lui coupaient la barbe, d'un rasoir émoussé. Si une prostituée était dehors sur

1. Fournier. *Statuts*, nos 1367 et 1410.

leur passage, elle était saisie, dépouillée de ses vêtements et, tenue par les quatre membres, plusieurs fois frappée contre terre ou battue de verges. Juifs et prostituées ne pouvaient éviter ce petit supplice qu'en donnant à leurs jeunes bourreaux de l'argent, qu'ils allaient dépenser joyeusement à la plus proche taverne.

Comme le droit de délivrer leurs camarades emprisonnés, ceux de barbe et de batacule furent enlevés aux étudiants à la suite d'excès regrettables auxquels ils arrivèrent, en mutilant les Juifs qu'ils rasaient ou en faisant subir à d'honnêtes femmes le jeu brutal réservé aux *meretrices* (1).

Le bref exposé de tous ces privilèges et immunités, accordés pour la plupart ou confirmés par les souverains Pontifes, nous sont le plus clair indice de l'affection et des soins dont les papes entouraient l'Université qu'ils appelaient leur fille. Etendant leurs concessions jusqu'aux plus lointaines limites, ils firent du *studium* avignonais le plus privilégié peut-être de tous ceux du moyen âge.

V. — *Le personnel universitaire*

Des personnages et des assemblées qui dirigeaient le *studium avenionense*, les plus importants

1. Bardinet. *Universitatis avenionensis...*, p. 70 et 87.

Achard. Les chefs des plaisirs, la Basoche. *Annuaire du département de Vaucluse*, année 1869, p. 36.

Laval. *Histoire de la Faculté de Médecine*, p. 44.

se rattachaient étroitement à la Faculté de Droit ; c'était le Primicier, c'étaient les docteurs agrégés formant le *Collegium doctorum utriusque juris*.

Des autres dignitaires, nous connaissons déjà la plupart : l'évêque d'Avignon, chancelier de l'Université, les Conservateurs des privilèges, le Bedeau général, les *taxatores hospitiorum* et le *mercator studii*. Quant aux autres suppôts, *banquerii*, *apertores*, *campanatores*, citer leurs noms suffit pour n'en point ignorer l'existence et le rôle subalterne : bedeaux chargés de disposer les banquettes des écoles, d'assigner les places et de percevoir la *collecta*, orphelins hospitalisés qui avaient pour fonction d'ouvrir et de fermer les portes des *scolæ*, sonneurs de cloche, tout ce petit monde recevait salaire et bénéficiait des privilèges universitaires.

« L'Evêque d'Avignon était, de droit, le chancelier de l'Université (1) » ; comme tel, il imprimait le caractère officiel aux statuts que rédigeaient les docteurs, il concédait les grades par l'intermédiaire de son *vicarius*, il nommait enfin le *Bedellus generalis*, au moins jusqu'à la fin du xiv^e siècle.

Au pouvoir plus nominal qu'effectif de l'évêque-chancelier s'opposait la puissance réelle du primicierat. Nous avons vu, dans l'analyse brève des principaux statuts, que le *primicier* fut mis à la tête de l'Université dès 1303 et qu'il conserva son rang malgré la bulle de Pie II ; bien plus, son impor-

1. Fournier. *Histoire de la Science du droit*, p. 631.

tance d'accrut avec le temps, au détriment de tous les autres pouvoirs qu'il engloba ou qu'il fit disparaître peu à peu. Il était élu chaque année pour un an par les docteurs réunis en collège et qui le choisissaient parmi eux, en présence de l'évêque. Il leur jurait « *super sancta Dei evangelia omnia statuta, ... nec non privilegia omnia civitati et studio avenionensi et doctoribus et scholaribus ibidem residentibus concessa et concedenda, ac doctores, scholares et doctorum et scholarium libertates manutenere et deffendere...* » (*Statuts de 1303, § 3*).

Les docteurs lui juraient à leur tour obéissance, puis il entraît en charge ; il avait la haute main sur les finances du *studium* ; il administrait et prenait toutes les décisions concernant les cours, les examens et le programme. Il avait même un droit très large de police, qui s'étendit au point de devenir un droit de juridiction.

Le Primicier dut lutter souvent contre les écoliers et contre l'Evêque.

Les étudiants supportaient difficilement son autorité ; ils auraient préféré un chef élu par eux, dont les pouvoirs restreints n'auraient opposé à leur désir de liberté qu'un frein trop faible ; Orléans avait un *rector élu* par les étudiants depuis 1306, Angers voulait en nommer un en remplacement de son *scolasticus*, Montpellier avait un recteur depuis 1338, Toulouse et Bologne enfin avaient le leur (1).

1. « A Bologne, les docteurs étaient tenus de prêter serment d'obéissance aux recteurs... et les professeurs étaient

Forts de ces exemples, les étudiants d'Avignon sollicitèrent un sort pareil, mais leur demande fut rejetée par Urbain V (bulle du 18 mars 1367); une nouvelle tentative faite auprès de Grégoire XI eut le même insuccès (bulle du 23 août 1376) (1). Seul, Pie II céda à leurs instances et dans sa grande bulle de réformation de 1459, où il organise l'Université d'Avignon sur le modèle de celle de Toulouse, il créa un recteur à la place du Primicier. Nous avons vu que cette bulle fut lettre morte; les étudiants, après avoir espéré longtemps et cru toucher au but, perdirent courage et se résignèrent, non sans regret, à accepter le joug du Primicier désormais tout puissant.

Le Primicier eut aussi à lutter contre l'évêque, qui supportait avec peine l'empiètement de son rival sur ses fonctions de chancelier. Une querelle mémorable s'éleva entre eux au sujet du droit de nomination du bedeau général; elle se termina par une transaction donnant au primicier et au collège des docteurs le droit de le nommer (29 décembre 1383) (2). Le Primicier sortit encore vainqueur de la prétention qu'avait l'évêque de remplacer à son gré son substitut-chancelier sans le prendre dans le corps de l'Université; le Cardinal de Foix, pris comme arbi-

absolument soumis à toutes les prescriptions que voulaient édicter les étudiants pour les cours. » Langlois. *Les Universités du Moyen Age*, p. 800.

1. Fournier, *Statuts*. N^{os} 1249 et 1257.

2. Fournier, *Statuts*. N^o 1265.

tre, donna raison au Primicier : il ordonna que l'évêque serait tenu, au moins provisoirement, de prendre son substitut pour la chancellerie dans le corps des docteurs (sentence du 3 janvier 1439) (1). Nul doute que la question n'ait été définitivement tranchée au profit des docteurs.

Le Primicier était bien le chef incontesté du *studium* ; et s'il n'avait pas, dans les cérémonies publiques, le pas sur l'évêque que son caractère ecclésiastique plaçait au premier rang avec les autres prélats, il marchait de pair avec le vice-gérant, derrière le viguier, avant les autres juges et les consuls. (Règlement de préséance de Julien de la Rovère, 20 juin 1481) (2).

Nous retrouverons, dans l'étude de la vie corporative, ce *Collegium doctorum utriusque juris*, dans lequel le Primicier avait trouvé un si solide appui contre le désir d'émancipation des étudiants et contre la résistance de l'évêque.

Les *Conservatores privilegiorum* étaient, comme nous l'avons indiqué précédemment, la juridiction spéciale de l'Université. On en avait doté le *studium* à l'imitation de la ville, qui avait aussi des Conservateurs de ses privilèges.

Le *Bedellus generalis* jouait un rôle important dans l'administration du *studium* ; les statuts lui font une grande place et nous le présentent comme

1. Fournier, *Statuts*, N° 1326.

2. *Id.* N° 1385.

un personnage considérable, qui trouvait dans ses multiples fonctions une source de gros revenus. Il était chargé de tout le côté matériel des études : convocations aux examens, publication de l'ouverture des cours et des jours fériés, police du *studium*, enfin toutes choses se rattachant au bon fonctionnement des rouages universitaires ; il contrôlait l'enseignement des maîtres et la régularité de leurs cours ; il était même libraire et ordonnateur des pompes funèbres (1).

Les *Taxatores* fixaient le montant du loyer des maisons.

Le *Mercator* ouvrait sa bourse aux étudiants dans le besoin.

APPENDICE

Classement de l'Université d'Avignon.

Nous connaissons maintenant le caractère général de l'Université d'Avignon. Tandis que dans de nombreux *studia* le chef était nommé par les étudiants et l'administration faite par leurs délégués, au contraire dans celui d'Avignon le gouvernement était exercé par une minorité exclusivement composée de docteurs en droit agrégés, seuls électeurs du chef dont ils surveillaient étroitement la gestion. Il se rapprochait par là de l'Université de Paris ; mais il s'en éloignait sur d'autres points, et comme les auteurs modernes ne sont pas d'accord sur le classement à faire des Universités médiévales, il est difficile

1. *Statuts* de 1303, 1407, 1441, 1459 et 1503. Et *Glossaire* de Du Cange, verbo : *Bedelli*.

de faire entrer celle d'Avignon dans un des cadres proposés.

M. Viollet, dans son *Histoire des Institutions*, envisage les Universités sous un double aspect ; au point de vue de leur formalité, il les répartit en deux catégories : « Les unes, d'origine ancienne, se sont développées graduellement par le lent et constant effort des hommes ; telles Bologne, Paris, Montpellier, Orange ; les autres doivent leur existence à la charte de fondation, ce sont des institutions conçues à la moderne. » (1) — Au point de vue de leur caractère, il les divise en deux classes : celle des Universités aristocratiques, ou Universités de professeurs (Paris) ; celle des Universités démocratiques, ou Universités d'étudiants (Bologne).

Mais M. Viollet ne fait entrer dans aucun de ces cadres l'Université d'Avignon, qu'il passe sous silence ; il cite seulement sa voisine d'Orange, dont l'importance fut cependant bien moindre.

Brissaud et *Savigny* en font de même et adoptent aussi la répartition des Universités en aristocratiques et démocratiques (2).

Kaufmann les envisage différemment et les groupe en municipales (Bologne), ecclésiastiques (Paris) et d'Etat (Naples) (3).

Les travaux les plus importants sur cette question

1. Viollet, *Histoire des institutions*, II, p. 367.

2. Brissaud: *Cours général de droit français...*, I, p. 221 et suiv. — Savigny. *Geschichte der roem. Rechts...*

3. Kaufmann. *Geschichte der deutschen Universitäten.*

ont été faits par le P. Denifle et par M. Fournier, qui ne parviennent pas à s'entendre plus sur l'Université d'Avignon que sur les autres Universités ; le premier voit partout des institutions créées de toutes pièces, le second les rattache systématiquement à des écoles antérieures, exception faite peut-être pour le studium de Montpellier (1).

Denifle classe les universités d'après leur mode de fondation ; les unes sont établies sans lettres de fondation (Oxford, Angers, Padoue), les autres par lettres papales (Rome, Montpellier, Avignon, Heidelberg), d'autres par décret de fondation impérial ou seigneurial (Sienne, Orange, Salamanque), d'autres enfin sont fondées à la fois par lettres papales, impériales ou seigneuriales (Perpignan, Coimbre, Prague).

Fournier, après avoir critiqué la division de M. Viollet, qui est aussi celle de Savigny et de Brissaud, distingue : 1° Paris et les universités qui lui ont emprunté ses caractères ; 2° Bologne et celles qui ont copié leur organisation sur la sienne ; 3° Montpel-

1. Sur Montpellier : Fournier, *Histoire de la Science du droit*, p. 359. — Denifle, *die Universitäten*, I, p. 347 et suiv.

Sur Toulouse : Fournier, *idem.*, p. 216. — Denifle, *idem.*, I, p. 709. II, p. 325.

Sur Orléans : Fournier, *idem.*, p. 5. — Denifle, *idem.*, I, p. 251.

Sur Angers : Fournier, *idem.*, p. 137. — Denifle, *idem.*, I, p. 270 et suiv.

Sur Avignon : Fournier, *idem.*, p. 577 et suiv. — Denifle, *idem.*, II, p. 361.

lier, dont la constitution eut un caractère particulièrement complexe ; 4° Enfin les Universités qui ont subi des influences diverses, prenant quelques traits à Paris, quelques autres à Bologne, d'aucuns à Montpellier. Telle celle de Toulouse, que les emprunts aux Universités de Paris et de Bologne n'empêchaient pas de constituer un type à part, modèle pour d'autres *studia*. Telle aussi celle d'Avignon, au caractère plus italien encore que français (1).

Fournier ne trouve pas parmi tous les *studia* un modèle exact de l'Université d'Avignon et nous n'avons pu le découvrir après lui, car les étudiants de Paris étaient groupés en nations et ceux d'Avignon ne l'étaient pas ; les studia de Montpellier et de Bologne avaient un recteur, celui d'Avignon un primicier : il ressemblait par certains traits à l'Université de Bologne, de même que la République d'Avignon se rapprochait beaucoup de celle de Bologne, mais il s'en éloignait aussi par d'autres caractères (2).

Mais sans exiger une concordance absolue et en nous contentant de la division la plus généralement admise, celle de Brissaud, et des caractères généraux de ce *studium* relevés précédemment, nous pouvons dire qu'Avignon avait une Université aristo-

1. Fournier, *Histoire de la Science du Droit*, p. 247.

2. De Maulde. *Coutumes et règlements de la République d'Avignon*, p. 63.

cratique comme Paris, et non démocratique comme Bologne. Les étudiants ne participaient pas aux assemblées et ne pouvaient intervenir dans l'administration du *studium*, dirigés qu'ils étaient par un petit nombre d'hommes jaloux de leur autorité et peu disposés à subir un contrôle ; ils ne parvinrent jamais à réaliser leur rêve d'un groupement où les maîtres auraient été soumis à leurs élèves, tant pour leur enseignement que pour la confection des statuts généraux.

VI. — *Les quatre Facultés*

L'Université d'Avignon eut l'heureuse fortune d'être une Université complète, en ce sens qu'elle réunissait les quatre branches de l'enseignement tel qu'il était conçu au moyen âge, la théologie, les arts, la médecine et le droit, alors que « les plus célèbres *studia generalia* ne comprenaient pas les quatre Facultés et par conséquent n'avaient pas, en dépit de leur nom, le caractère encyclopédique que l'on se plaît à attribuer aux Universités du moyen âge. » (1)

A vrai dire, nos quatre Facultés n'eurent ni la même durée, ni le même sort. Boniface VIII, dans sa bulle de 1303, ne mentionnait que trois Facultés : « *sancimus, ut injure canonico et civili ac in medicina et liberalibus artibus examinari possint...* »

1. Brissaud, *Cours général de droit*, p. 222 et suiv.

Celle de théologie fut créée le 6 septembre 1413 seulement, par bulle de Jean XXIII. Et si la Faculté de droit se maintint longtemps prospère malgré les guerres, les maladies et les dissensions qui ravagèrent la ville, les autres ne jouèrent jamais qu'un rôle plus effacé et furent pendant longtemps des Facultés vides d'élèves.

Faculté de Théologie. — Les études de théologie, qui ne furent consacrées à Avignon que par Jean XXIII, étaient cependant fort anciennes dans la ville. Le Cardinal-légat Roman en avait soigneusement organisé l'enseignement en 1227, comme il l'avait fait à Toulouse et dans le même but, c'est-à-dire pour combattre l'hérésie des Albigeois (1).

Depuis la fin du xir^e siècle, les dogmes de l'Eglise n'étaient plus universellement acceptés sans discussion ; Abailard et Arnaldo de Brescia avaient commencé à les attaquer, et les docteurs de Paris avec Pierre Lombard, continuaient le mouvement sous la poussée de la métaphysique d'Aristote et de ses commentateurs arabes. En outre, « un immense mouvement religieux éclatait dans le peuple sur deux points à la fois : le rationalisme vaudois dans les Alpes, le mysticisme allemand sur le Rhin et aux Pays-Bas » (2).

Pierre de Bruys avait semé ses doctrines sur les bords du Rhône et en Aquitaine, jusque dans le

1. Fournier, *Statuts*, n° 1236.

2. Michelet, *Histoire de France*, II, p. 396.

Maine ; dans les plaines du Languedoc avaient fleuri les doctrines albigeoises et les croyances manichéennes ; Innocent III triomphait de ces hérétiques dans une première croisade, mais ils reprenaient courage avec Raymond VII, comte de Toulouse, et Louis VIII devait en commander une nouvelle ; Avignon fut sa première victime.

« Avignon était étroitement unie avec Raymond, elle était restée douze ans excommuniée pour l'amour de lui. Les podestats d'Avignon prenaient le titre de bayles ou lieutenant du Comte de Toulouse. » (1). Les murs de la ville se dressaient contre l'armée de Louis VIII, il l'assiégea et la prit ; incendiée et sacagée, elle dut raser ses murailles et payer une énorme rançon.

Avignon tendait à devenir un nouveau centre d'hérésie, il fallait y placer des théologiens remarquables dont l'enseignement combattrait les erreurs nouvelles. C'est ce que comprit le Cardinal Saint-Ange (Roman) quand il établit dans la ville le 21 janvier 1227, son enseignement théologique.

Sur le produit d'un impôt du dixième dont étaient frappés les Avignonnais, le cardinal prit 80 livres tournois « *de quibus fiat beneficium assignandum magistro theologo annuatim, qui legat apud Avenionem in theologica Facultate* ». Le reliquat du produit de l'impôt était divisé en quatre parties : l'évêque d'Avignon en concédait une aux chanoines, une

1. Michelet, *Histoire de France*, II, p. 546.

autre aux prêtres paroissiaux de la cité, et il prenait les deux dernières avec lesquelles il s'engageait à entretenir douze pauvres écoliers en théologie, qu'un maître se chargeait d'instruire (*magister theologus*). (1).

Des couvents se fondaient, où cet enseignement était donné aux moines, et d'où sortirent, dit-on, d'éminents théologiens.

À partir de cette époque l'histoire de l'enseignement théologique à Avignon est des plus obscures ; continua-t-il à être donné publiquement, comme il l'était dans d'autres *studia*, ou ne fut-il plus reçu que dans les couvents ? Nous n'avons pas un texte qui jette quelque lumière sur la question, jusqu'au xv^e siècle, et il n'en est fait aucune mention dans les statuts de Boniface VIII et dans ceux qui suivirent.

C'est Jean XXIII qui donna à cet enseignement le caractère officiel ; il avait reçu du Primicier et des membres de l'Université une pétition tendant à l'établissement d'une Faculté de théologie à Avignon, et il y répondit affirmativement par sa bulle de fondation du 6 septembre 1413 (2). Après un préambule sur l'utilité de la science et la mention des démarches du Primicier, Jean XXIII crée cette Faculté à l'égal des trois autres, lui accorde le droit de délivrer les mêmes grades, de jouir des mêmes privilèges, l'in-

1. Fantoni-Castrucci, *Istoria della città d'Avignone*, II, p. 99.

2. Fournier. *Statuts*, n° 1290.

corpore à l'Université, lui donne pour chef le Primicier et le collège des docteurs pour rédiger ses statuts.

Une nouvelle lacune dans les textes se produit après 1413; mais la Faculté de théologie dut jouer un grand rôle à cette époque si troublée du schisme. Si l'enseignement théologique n'avait pas fonctionné alors, nous ne trouverions pas, en 1434, dans le compte des dépenses de Jacob Guillot, Primicier, une quittance à lui faite par Maître Bernard Boxados, de l'ordre des Frères Prêcheurs, régent de la Faculté de théologie, pour la somme de 20 florins reçus comme salaire (1).

A quelque temps de là, vers 1455, le général des Frères Prêcheurs, Martial Auribelli, écrivait de Mantoue en réponse à une lettre de l'Université qui lui demandait son appui; il déclarait humblement que son secours était de peu de valeur, mais qu'il prendrait cependant des mesures pour relever l'enseignement théologique (2). L'école de théologie avait donc besoin, au milieu du xv^e siècle, d'un appui qu'elle allait chercher hors du *studium*, elle ne devait pas être alors très florissante.

Pie II, dans son malheureux essai de réforme du 22 décembre 1459, n'oublia pas cette Faculté. Après avoir rappelé, dans son préambule, l'acte de fondation de Jean XXIII, il créa cinq régents en théologie,

1. Fournier. *Statuts*, n° 1315.

2. Fournier. *Statuts*, n° 1346.

« *regentes autem magistros... videlicet in theologia quinque,* » ainsi répartis : un pour l'école du studium, les autres chacun pour un des couvents des quatre ordres mendiants.

Dans sa bulle du 13 septembre 1493, où il fixe le nombre et les honoraires des docteurs régents de l'Université, Alexandre VI ne mentionne plus qu'un régent en théologie : « *Statuimus ut in eadem Universitate sint et esse debeant octo doctores, ... videbicit unus in theologie.* » (1). En trente-quatre ans, le nombre des régents en théologie avait passé de cinq à un !

Cette crise prit fin au xvii^e siècle, avec la venue à Avignon des Pères Oratoriens et avec l'enseignement des Frères Prêcheurs. Mais après une période de grande prospérité, la vitalité de la Faculté de théologie ne cessa de s'affaiblir jusqu'au jour où fut supprimée l'Université tout entière (2).

Faculté des Arts. — Plus ancienne de fondation, mais encore moins heureuse, la Faculté des arts eut une existence aussi agitée que celle de théologie ; les documents sont plus nombreux, mais ne permettent pas cependant de suivre son développement sans lacunes.

Cet enseignement, qui correspond à peu près à ce qu'est la Faculté des lettres aujourd'hui, et où on enseignait les *liberales artes* répartis en *trivium*

1. Fournier. *Statuts*, n° 1404.

2. Bardinet. *Universitatis Avenionensis...*, p. 51 et suiv.

(*grammatica, rhetorica, dialectica*) et en *quadrivium*, (*astrologia, geometrica, arithmetica et musica*) (1), existait avant même la bulle de Boniface VIII. Les statuts d'Avignon concernant les écoles de la ville disent expressément : « *Statuimus... quod quilibet possit... tenere scholas artis grammaticæ.* » (2).

Boniface VIII consacra la *Facultas liberarum artium* par sa bulle de 1303 et Bertrand Aymini par ses Statuts. Cet enseignement, prodrome de la théologie, de la médecine et du droit, dut prospérer rapidement ; dans le *rotulus* adressé par l'Université à Clément VII le 9 août 1393, nous relevons un *licentiatus in artes* (n° 9 des *nobiles*), un bachelier ès arts (n° 82 des *bacallarii*), plusieurs *scolares artis* (nos 10, 12, 16, 22, etc. des *scolares*) ; dans celui du 18 octobre 1394, soumis à l'approbation de Benoît XIII, nous rencontrons plusieurs *magistri in artes* (n° 16 des *doctores*, nos 24 et 31 des *licentiati*, n° 4 des *bacallarii*, n° 20 des *scolares*) et d'une longue liste de 127 *artistes*, clôturant le *rotulus* (3). Cette énumération d'un personnel de 127 étudiants et de 5 maîtres ès arts, dont deux régents, est la meilleure preuve de l'importance de la Faculté des Arts à la fin du xiv^e siècle.

Comment expliquer alors le long silence des textes, depuis ce *rotulus* de 1394 jusqu'en 1458 ? Les statuts de Gilles de Bellemère, ceux de Guy Etienne, le

1. Glossaire de Du Cange. Verbo : *Trivium*.

2. Fournier. *Statuts*, n° 1238.

3. Fournier. *Statuts*, nos 1269 et 1270.

compromis passé entre l'Université et l'évêque Alain au sujet du choix de son vicaire (3 janvier 1439), ne disent mot de la Faculté des Arts et mentionnent cependant les autres, ou au moins quelqu'une d'entre elles. De cette déchéance, nous n'avons pu découvrir aucun motif; elle fut certaine cependant, sans quoi les consuls d'Avignon n'auraient pas décidé, en 1458, l'envoi au pape d'ambassadeurs porteurs d'une requête pour le rétablissement de cette Faculté (1).

Pie II fit droit à cette requête et sa bulle de réformation de 1459 porte : « ... *de novo erigemus per presentes, in theologie videlicet et utrius que juris canonici ac civilis..., ac in medicine et liberalium artium in quavis alia licita Facultate.* »

Nous savons, par Cambis-Velleron, qu'en 1491 un professeur ès arts, Achates Long enseignait à Avignon et qu'en 1497 un autre, Gilles Bernardin, appelé par Clément de la Rovère, y professait aussi et recevait par an un salaire de 150 florins (2).

En 1491 aussi, Barthélemy de Riquetis, prieur des Frères Prêcheurs d'Avignon, fondait dans cette ville son collège de Notre-Dame de la Pitié, pour vingt-quatre novices de l'ordre, avec trois professeurs enseignant la grammaire, la rhétorique, la logique, la philosophie et la théologie.

1. Sommaires des principales délibérations: Conseil du 21 octobre 1458.

2. Cambis-Velleron, *Annales*, IV, p. 159. — Bardinet *Universitatis Avenionensis*, p. 26.

Les renseignements font défaut alors jusqu'en 1520, où nous retrouvons la Faculté des Arts florissante ; Michel Nostradamus y étudia. A la fin du ^{xvii}^e siècle, elle prospéra sous la direction des Pères de la Compagnie de Jésus, jusqu'au jour où s'éleva une grande querelle entre ces Pères, accusés d'accorder les diplômes eux-mêmes et trop facilement, et les docteurs agrégés qui réclamaient le droit de nommer aux grades (1). Une transaction intervint entre eux en 1670, mais la Faculté des Arts ne brilla plus alors que d'un éclat intermittent. Une dernière fois avant sa disparition elle eut encore de beaux jours, quand au ^{xviii}^e siècle les jurisconsultes s'adonnèrent plus volontiers aux lettres qu'aux lois.

Faculté de Médecine (2). — La Faculté de médecine d'Avignon eut une existence plus nominale que réelle ; peut-être la proximité de Montpellier et le succès toujours croissant de ses médecins ne permit pas à la cité papale de réunir autour de ses professeurs un nombre suffisant d'élèves.

Et cependant la bienveillance des pouvoirs publics s'étendait aux études médicales aussi largement qu'aux autres branches d'enseignement. Alors qu'Avignon venait d'être vendue par Philippe le Bel au comte de Provence, Charles II, par lettre du 16 juin

1. Marchand, *La Faculté des Arts de l'Université d'Avignon*. Dans les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, année 1897, p. 1 et suiv.

2. Laval, *Histoire de la Faculté de Médecine d'Avignon*.

1297, chargeait le conseil de ville de faire passer un examen aux médecins et de leur délivrer la licence d'exercer (1).

Boniface VIII et l'évêque Bertrand firent à la Faculté de médecine une place égale à celle des autres Facultés ; et si les *rotuli de* 1393 et 1394, où abondent les noms d'étudiants en droit, en théologie et ès arts, sont muets sur ceux en médecine, il ne faut pas en conclure que cette Faculté n'existait plus alors ou n'avait existé jusque-là que nominale-ment ; ce silence s'explique plutôt par le caractère des *rotuli* que par la pénurie d'élèves en médecine. Ces *rotuli* ne sont que « des suppliques adressées aux papes pour obtenir des concessions de bénéfices (2), » et il n'est pas étonnant de n'y trouver que des noms d'artiens, de juristes ou de théologiens ; comment des médecins auraient-ils pu exercer des charges administratives ou judiciaires, être à la tête d'un prieuré ou remplir les obligations attachées au canonat ?

Tout cela disparaît d'ailleurs devant la bulle de Jean XXIII, du 6 septembre 1413, publiée à une époque où des médecins nombreux et célèbres, catholiques ou juifs, exerçaient à Avignon : « *quodque in dicto studio hujusmodi theologie, decretorum, legum, medicine et artium Facultates in studio predicto,*

1. Fournier, *Statuts*, n° 1240.

2. Fournier, *Histoire de la Science du droit*, p. 581.

de cetero unicam Universitatem faciant et unum corpus... (1) »

Cette Faculté continua à vivre, puisqu'il en est parlé dans les documents émanant d'Alain de Coëtivi, qui fut évêque d'Avignon de 1438 à 1474; mais elle n'existait qu'au prix des plus grands efforts (2); elle disparut même quelque temps; car le Conseil de ville, dans la délibération de 1458 précédemment citée, charge ses ambassadeurs de demander au pape, avec l'établissement d'une Faculté des Arts, celui d'une Faculté de Médecine. — Pie II n'hésita pas, l'année suivante, à accorder le rétablissement de cet enseignement auquel il affecta deux professeurs. (bulle de réformation, de 1459).

Mais combien était difficile le recrutement de ses maîtres! Julien de la Rovère était obligé de ramener avec lui, d'Italie, le médecin Hugo de Gênes, en 1475. En 1480, les deux professeurs qui enseignaient à Avignon, Pierre Robinet et Jean Guillermier, étaient insuffisants; un docteur de la Faculté de Montpellier, Guillaume Imbert, originaire d'Avignon, s'offrait à enseigner aussi, mais son secours ne put suffire à relever la Faculté. Le Conseil de ville dut même engager un médecin juif, Emmanuel de Latis, au prix de cinq écus par mois, en 1529 (3).

La Faculté de Médecine avait à lutter contre les

1. Fournier, *Statuts*, n° 1290.

2. Escoiffier, *Recherches historiques sur la Faculté de Médecine d'Avignon*,

3. Bardinet. *Universitatis Avenionensis*, p. 41.

chirurgiens-barbiers qui s'étaient groupés en confrérie en 1492, et contre tous les empiriques et imposteurs qui pullulaient à Avignon (*pharmacopolæ, myropolæ, tonsores, aliptes, renunctores, obstetrices*)(1) ; elle en triompha et put pendant quelque temps travailler en paix à sa prospérité ; elle parvint, en 1617, à avoir trente-cinq gradués, chiffre le plus élevé qu'elle atteignit au cours de son existence. Tout fut fait pour l'élever au niveau des autres *studia* ; on établit une chaire d'anatomie et on créa un jardin botanique. Mais rien ne pouvait arrêter son déclin et, après avoir eu jusqu'à 18 *magistri*, elle n'eut plus que trois professeurs en 1791, au moment de sa disparition (2).

Encore ces maîtres étaient-ils sans élèves depuis deux ans.

Faculté de droit. — Après avoir été longtemps une branche de la rhétorique, le Droit fut séparé du tronc des arts libéraux dans la première moitié du XII^e siècle, et enseigné alors dans deux Facultés, dites de Droit civil et de Droit canon (3) : on commentait dans l'une les textes du droit romain (*jus civile*), on enseignait dans l'autre la science des canons de l'Eglise (*jus canonicum*).

Chacune de ces deux Facultés constituait bien un corps à part ; elle avait ses professeurs, ses livres,

1. Laval. *Histoire de la Faculté de Médecine*, p. 70.

2. Bardinet. *Universitatis Avenionensis*, p. 43.

3. Langlois. *Les Universités du Moyen Age*, p. 798.

son enseignement, ses examens et ses diplômes ; on était étudiant, bachelier, licencié ou docteur en droit canon, étudiant ou docteur en droit civil.

Peut-être la Faculté du droit canon procédait plutôt de l'enseignement théologique et de l'école de l'évêque, celle de droit civil des *scolæ* municipales. Peut-être aussi l'une était moins ancienne que l'autre. Mais ce sont là que des hypothèses vraisemblables, sans que rien de précis ne vienne éclairer ces obscures questions d'origine et d'antériorité. Nous ignorons en outre, si chacune d'elles avait son doyen et son sceau, comme dans les autres studia.

Mais ces deux enseignements ainsi séparés n'étaient pas si éloignés l'un de l'autre qu'ils ne pussent se pénétrer intimement. Bien au contraire, les professeurs de droit canon ne se faisaient pas faute de comparer les règles de Justinien ou de Théodore et les maximes du Décret ou des Décrétales, au bénéfice de celles-ci, et les docteurs *juris civili* ne pouvaient passer sous silence les règles et les lois de l'Eglise qui faisaient de si larges emprunts aux codes impériaux.

D'autre part, tout étudiant qui voulait faire des études complètes, travaillait pour obtenir ses diplômes dans les deux Facultés et en sortir *doctor utriusque juris*.

Enfin le collège des docteurs, dont le pouvoir fut si grand à Avignon, recrutait ses membres dans les deux Facultés — et chacun des plus importants collè-

ges de la ville accueillait à la fois des écoliers en droit civil et d'autres en droit canon.

Au moment où commence notre étude, ces deux Facultés n'en faisaient qu'une en fait, et nous pouvons dire que l'Université d'Avignon avait alors une Faculté des droits plutôt que deux Facultés de droit.

CHAPITRE II

La Faculté des droits d'Avignon

Les études de droit avant 1303

Dans toute l'histoire de l'Université d'Avignon au Moyen âge le rôle prépondérant fut joué par les docteurs en droit, qui occupèrent toujours les plus hautes fonctions. Ils n'oublièrent jamais que l'ancienne école de droit avait été l'origine de l'Université et que le succès toujours croissant de ses professeurs sauvait de l'oubli un *studium* où les trois autres Facultés n'eurent longtemps qu'une existence plus nominale qu'effective.

Certes, il est malaisé de prouver la présence à Avignon d'un enseignement du droit antérieur au ^{xiii}^e siècle ; mais si les documents font défaut, tous les auteurs anciens (Papon, Cambis-Velleron, Fantoni-Castrucci, Valladier, Cadecombe, Suarez) et après eux les historiens modernes sont d'accord pour admettre la présence dans la cité de juriconsultes

nombreux et considérés dès le ^{viii}^e siècle ; sans doute ceux-ci n'étudiaient ou n'enseignaient pas le *jus civile* comme ils le firent plus tard, mais ils étaient pour le moins des canonistes savants.

Notre premier texte, du 21 juin 1235, est une consultation des jurisconsultes d'Avignon, déterminant ceux qu'il faut considérer comme hérétiques (1). Ces jurisconsultes étaient aussi des professeurs ; l'un d'eux, Humbert de Lauro, chanoine de la cathédrale de Barcelone, avait ouvert à Avignon une école, où il enseignait le droit canon à des écoliers si turbulents, qu'ils lui volèrent un livre des Décrétales. Ce n'était pas là une plaisanterie sans conséquence, les manuscrits atteignant à cette époque des prix parfois fort élevés ; si cet ouvrage n'avait pas eu grande valeur, Jacques d'Aragon aurait-il permis à Humbert de Lauro, par lettre du 25 août 1263, de faire saisir comme gage les biens des écoliers qui avaient soustrait le livre ? (2).

Pour la première fois nous trouvons mentionnée l'étude des lois, à côté de celle du droit canon, dans une lettre de Charles II, que reproduisent les statuts de la ville de 1298. Le roi de Sicile accorde les privilèges que nous avons vus précédemment, puis il déclare que son chancelier, ou en son absence maître Jacob Dueze, *professor utrius que juris*, et le Prévôt d'Avignon, accorderont la licence *tam scilicet in*

1. Papon. *Histoire de Provence*, Preuves, II, p. 72.

2. Fournier. *Statuts*, n° 1239.

decretis quam in legibus studentes et legentes... (1)

A l'aide de ce document, nous pouvons affirmer avec certitude que, dès 1298, le droit civil aussi bien que le droit canon étaient enseignés à Avignon.

Enfin le caractère officiel fut imprimé aux écoles de droit par Boniface VIII qui, dans l'Université nouvellement créée, comprit l'étude du droit et la division en deux Facultés. (Bulle du 1^{er} juillet 1303.)

Ce fut-là une heureuse mesure ; sous la protection des papes, une impulsion nouvelle fut donnée à la science juridique ; des programmes intéressants, des cours nombreux faits par des professeurs pleins de talents et de zèle, attirèrent dans la cité papale une foule toujours croissante d'étudiants ; les jeunes gens riches trouvaient dans la ville un luxe et des distractions répondant à leur naissance et à leur fortune ; les pauvres arrivaient aux plus hauts grades en passant par les collèges, où ils trouvaient gratuitement les aliments nécessaires à la vie du corps et de l'esprit. Tous enfin se groupaient en corporation, les docteurs dans le *collegium*, les étudiants dans la confrérie de Saint-Sébastien.

Organisation et fonctionnement de la Faculté de Droit.

a) *Programme, locaux et cours.*— Le droit canon et le droit civil, enseignés tous deux à Avignon avec

l'autorisation formelle des papes (bull. de Boniface VIII, 1^{er} juillet 1303, d'Urbain V, 15 juillet 1367, et de Jean XXIII, 6 septembre 1413), faisaient chaque année l'objet d'un programme, rédigé avant la fête de saint Michel par le primicier assisté du collège des docteurs et publié par les soins du bedeau général. On y fixait les livres à lire, la répartition de ces livres entre les *docteurs regents* et les *legentes extraordinarie*, et les heures de leurs cours.

Un calendrier, dont l'origine remonte à la fondation de l'Université, portait en regard des jours les fêtes religieuses et celles de l'Université (1). Il nous apprend qu'aux calendes de février on ne devait pas lire après le repas du midi, non plus qu'aux veilles de Pentecôte, Pâques, Ascension, Trinité, et aux veilles des cinq fêtes de sainte Marie, saint Jean-Baptiste, saint Pierre, saint Paul et Tous-saint. Les cours vquaient du mercredi avant Cendres jusqu'au Dimanche après Cendres ; de la veille des Rameaux jusqu'après Quasimodo ; de la veille de la nativité de la Vierge jusqu'à la fête de saint Luc ; enfin du 20 décembre à l'Épiphanie. Les nombreuses fêtes ou cérémonies religieuses auxquelles l'Université prenait part faisaient chômer encore l'école de droit ; c'était le 7 janvier pour la messe solennelle de saint Martial, où le *studium* devait assister au complet ; le 24 mars, où les lectures n'avaient pas

1. Fournier, *Statuts*, n^{os} 1245 et note. 1334 et 1421.

lieu l'après-midi, pour permettre aux docteurs et licenciés de faire une procession ; c'était le 25 et le 26 du même mois, à l'occasion de la messe solennelle de l'Annonciation, dans l'église des Frères Mineurs, — et la messe solennelle pour le repos de l'âme des docteurs agrégés défunts, dans l'église Saint-Didier ; c'était enfin le troisième jour des Rogations, où on ne lisait ni le matin ni le soir, à raison de la procession générale, — et le jour des nones de décembre, veille de saint Nicolas, où on ne lisait pas le soir.

Notre calendrier fixait encore l'ouverture et la fin des cours ; ils commençaient tous le 19 octobre, lendemain de la saint Luc, même si ce jour tombait un dimanche, et terminaient en août ou en septembre, à des jours différents selon les livres lus.

D'abord libres avec la République d'Avignon, et réglementés par Charles II et Boniface VIII, ces cours étaient faits avec l'autorisation du primicier (1), dans des *locaux* privés, appelés *auditoria* ; ainsi chaque maître recevait et enseignait chez lui et c'est là que ses élèves lisaient en présence de leurs camarades.

L'exiguïté des salles n'était pas un obstacle pour les maîtres en médecine ou ès arts, dont les leçons étaient peu fréquentées ; mais les *auditoria* des professeurs de droit devinrent bientôt insuffisants pour

1. Statuts du 21 juin 1376, § 2. « *Quod nullus audeat novum auditorium eligere, lecturam ordinariam assumere, absque licencia primicerii petita et obtenda...* » Fournier, Statuts, n° 1256.

contenir l'affluence toujours plus grande des étudiants.

Il paraîtrait qu'alors les leçons de droit se firent dans certaines dépendances du collège Saint-Martial, récemment fondé, rue des Vieilles-Études (1).

L'Université s'émut de cette gêne et songea à abriter les chaires dans des locaux plus spacieux ; les riches dons qu'elle recevait et les droit perçus sur les étudiants permettaient de penser à une installation définitive. (Son trésor s'élevait en 1398, à 700 florins et elle pouvait le prêter à la ville pour l'aider à soutenir la guerre du schisme.) (2). Elle fixa son choix dans le quartier de la paroisse Saint-Didier ; Valladier nous apprend qu'elle y acheta, vers 1420, la maison de Gardinius de Gassone, ainsi qu'une cour voisine, « pour y établir les leçons des loix. » (3).

Valladier dut être mal renseigné ; nous avons un document important, l'acte de vente à la ville d'Avignon, le 28 février 1421, d'une maison ayant appartenu au cardinal de Giffon. Le mot : *Gardinius de Gassone*, que donne Valladier, pourrait bien n'être qu'une corruption de celui de : *Cardinalis de Giffone*. Et cette hypothèse devient presque une certitude,

1. Laval. Les bâtiments de l'ancienne Université. *Bulletin historique*, 1880.

2. Convention passée sur l'ordre de Jean, évêque d'Asti et cardinal de Neuchâtel, entre Pierre de Sainte-Croix, primicier, et les syndics d'Avignon, le 17 septembre 1398. Fourrier, *Statuts* : n° 1273.

3. Valladier. *Novem orationes latinæ. Oratio sexta.*

si nous remarquons d'abord que l'acte de vente est de l'année 1421 et que Valladier place l'achat dont il parle, vers 1420 ; ensuite, que les deux maisons font partie de la même paroisse Saint-Didier.

La vente de 1421 fut faite par l'hospice des pauvres orphelins de Jugon, dont la maison de Giffon constituait une annexe ; cet établissement était dépourvu de ressources et son recteur ne pouvait faire à la maison du Cardinal, qui menaçait ruine, les réparations les plus indispensables. C'est alors que les syndics et les conseillers de la ville proposèrent aux administrateurs de l'hospice l'achat de la maison pour 600 florins ; la vente fut conclue en présence des personnages précédents représentant la cité et l'orphelinat, du primicier, des docteurs et du bedeau général représentant l'Université. Si ces derniers étaient présents à l'acte d'achat fait au nom de la ville, c'est que l'immeuble était destiné à l'installation des cours de l'Université. L'acte parle, sans plus préciser, d'une dette contractée par la ville envers l'Université, et qu'elle éteignait en lui cédant la maison de Giffon ; c'était sans doute là le remboursement, au moins pour partie, des 700 florins que le Cardinal Jean avait fait passer du trésor de l'Université dans les caisses vides de la ville en 1378. Les syndics d'Avignon s'engagèrent envers le recteur de l'hospice à payer la somme par fractions, et envers l'Université à remettre en état l'immeuble pour que les cours y puissent être commencés dès

la Saint-Luc suivante ; sur cet engagement, le primicier donnait quittance à la ville (1).

Nous ne savons pas si à la suite de cette vente, qui avait été autorisée par Martin V en 1420 (lettre de ce pape à François, archevêque de Narbonne) (2) le *studium* se transporta dans les locaux du Cardinal de Giffon. Mais il est probable qu'il le fit et nous la voyons acheter des immeubles pendant plusieurs années encore, pour agrandir ses possessions.

Déjà en 1404 Antoine de Capitaneis, bedeau, avait fait don à son profit d'une cour contiguë aux possessions de l'Université, près de l'église des Frères prêcheurs ; «.. *dedit, donavit... quandam plateam... que confrontari dicetur... quadam platea seu possessione Universitatis...* » (3).

Messire Pierre de Sainte-Croix, en sa qualité de primicier, acquit de Colin Lambelleti, boulanger, le 24 septembre 1424, une autre maison et une cour contiguë, sise dans la même paroisse de Saint-Didier, place de Giffon, pour 50 florins (4).

Troisième achat, le 21 novembre 1438, d'une maison provenant de la succession Falconeri, contiguë aux bâtiments de l'Université, et payée 25 florins (5).

1. Fournier. *Statuts*, n° 1294.

2. Denifle. *Les Universités Françaises au Moyen âge* ; réponse à M. Fournier, p. 87.

3. Donation du 25 mai 1404. Fournier. *Statuts*, n° 1276.

4. Fournier. *Statuts*, n° 1297.

5. Laval. *Les bâtiments de l'ancienne Université*.

Enfin, en 1440, acquisition d'une place contiguë, et en 1441 d'une maison.

L'enceinte des édifices destinés à l'enseignement s'étendait peu à peu, à mesure que croissait la prospérité du *studium*. Pendant quelques années encore se succèdent les travaux de démolition et de construction, d'agrandissement et d'aménagement.

« En 1461 les salles de cours étaient parfaitement organisées... La Faculté de droit comprenait à elle seule quatre salles de cours affectées aux quatre professeurs titulaires ; mais l'une d'elles était, paraît-il, plus confortable et partant préférée ; aussi lorsque son possesseur, Jacques de Aurelianis, vint à mourir, ce fut entre les professeurs une véritable brigue pour l'obtenir et ce ne fut pas trop de l'intervention directe du Légat lui-même pour faire cesser une pareille compétition. » (1).

Des arbustes étaient même plantés devant les classes, et nous voyons le primicier Boniface Ravanelli payer huit gros au bedeau à cet effet (2).

Les ressources de l'Université n'étaient pas seules affectées à l'édification des nouvelles *scolæ*. La ville elle-même y contribuait de ses deniers et le conseil était appelé à donner son avis sur l'opportunité des réparations. Nous lisons dans le sommaire des délibérations, page 308, qu'au conseil du 29 novembre 1493 « on a délibéré de faire mettre les armes de la

1. Laval. *Les bâtiments de l'ancienne Université*, p. 357.

2. *Livre de comptes* du Primicier Ravanelli. Invent., série D., n° 133.

ville sur les portes des classes de l'Université et de ne pas souffrir qu'on en mette d'autres. » (1).

Et dans le sommaire du conseil du 21 décembre 1493, même page : « M. le Primicier et les docteurs ayant demandé à MM. les Consuls de faire réparer certains endroits où les leçons se donnent, comme appartenant à la ville, il a été délibéré d'examiner si ces lieux lui appartiennent véritablement et en ce cas, de dépenser jusqu'à la somme de 25 écus pour les réparations convenables. »

Enfin dans le *Liber graduatorum et computorum D. D. Primiceriorum*, nous trouvons en 1493 un prêt de 65 florins fait par les consuls à l'Université, *pro scholis modernis*.

Les docteurs firent leurs leçons dans les nouvelles salles du quartier des Etudes, mais ils ne le purent au début qu'en payant un droit de location à l'Université. Ils en récupéraient le prix, et au delà, en percevant par l'intermédiaire de leur bedeau, un droit d'un florin, nommé *collecta* ; il était plus élevé pour les nobles, qui avaient le droit d'occuper les bancs les plus proches de la chaire : « *Quilibet scholaris, intrans cum libris, solvat et contribuat semel in anno doctori suo, pro collecta sua, unum florenum in anno, nisi dominus doctor remittat sibi gratis vel amore Dei...* » Ce statut est extrait de ceux de 1303, § 26 ; il est donc antérieur aux nouvelles *scholæ*, mais il est

1. Les armes de la ville étaient : *de gueules à 3 clefs d'or*. Celles de l'Université, *d'argent à un ange de gueules membré de six ailes*.

probable qu'il ne cessa pas d'être appliqué le jour où les maîtres enseignèrent dans les locaux universitaires.

Le livre des comptes des primiciers, si intéressants à plusieurs titres, contient quelques renseignements sur la rétribution due à l'Université pour la location d'une *schola* ; nous avons pensé tout d'abord que les *doctores ordinarii* occupaient gratuitement leurs salles, et que seuls les gradués qui voulaient faire des leçons *extraordinarii* étaient astreints au paiement d'un droit. Cette taxe de location était au contraire générale ; car si le livre des comptes nous apprend que tel bachelier payait un florin pour occuper la salle de maître Trinquier pendant la cinquième heure, que tel autre versait la même somme pour celle de maître Guillaume pendant la neuvième heure, il nous fait connaître aussi que le primicier lui-même n'était pas exempt du droit de location et il nous montre, en 1441, le primicier Guillaume de Fondera, qui loue la salle de maître Philippe, au prix de dix gros (1).

Ce n'est que plus tard, du jour où les professeurs reçurent de l'Université un salaire fixe, qu'ils occupèrent gratuitement leurs auditoria. A chacun d'eux fut réservée une salle, qu'il était assuré de trouver libre à l'heure de sa leçon (2).

1. *Liber graduatorum et computorum D. D. Primiceriorum*. Inq. D. n° 133 et suiv.

2. Laval. *Les bâtiments de l'ancienne Université d'Avignon*, p. 357.

Ils y faisaient des *Cours ordinaires* et des *cours extraordinaires*, annoncés au son de la cloche de l'Université. Dans les statuts des Universités autres que celle d'Avignon, la distinction était très nette : tels livres devaient être lus aux cours ordinaires, tels autres aux cours extraordinaires. En principe les professeurs de droit civil enseignaient *ordinarie* le *Digestum Vetus* et le *Codex* ; *extraordinarie*, le *Digestum Novum*, l'*Infortiatum*, les *Institutiones*, les *tres Libri* (du Code), les *tres Partes*, l'*Authenticum* et l'*Usus Feudorum*. Ceux de droit canon lisaient *ordinarie* les *Decretales* ; *extraordinarie* le *Decretum*, le *Sexte* et les *Clementinæ*. Il en était ainsi à Toulouse et sans doute aussi à Orléans (1). A Montpellier, on procédait autrement : chaque recueil était lui-même divisé en deux parties, l'une dite *ordinarie*, l'autre *extraordinarie*, qu'on étudiait parallèlement.

Le mode de classement différait encore à Avignon, où l'enseignement des livres de droit n'avait pas de règles bien précises ; la lecture attentive des documents donne plutôt l'impression d'un grand désordre dans la répartition des livres.

Les statuts de 1303 paraissent employer le système de Montpellier, à savoir la division des ouvrages chacune en deux parties, l'une *ordinaire*, l'autre *extraordinaire*. « *Libri vero finient cum extraordinariis suis, scilicet Digestum Vetus et Infortiatum*

1. Fournier. *Histoire de la science du droit*, p. 509 et note.

cum extraordinariis, infra festum Beati Michaelis, et Digestum Novum infra festum Beate Marie Septembris; doctores vero Decretalium finient tres libros uno anno et tres in alio anno in vigilia Beate Marie Augusti. » (§ 6). Donc le *Digestum Vetus*, l'*Infortiatum*, le *Digestum Novum* et les *Decretales* auraient été parties extraordinaires et parties ordinaires. Le paragraphe 8 de ces statuts nous apprend en outre que les *Institutiones*, l'*Authentica* et les *Tres Libri Codicis* étaient en entier extraordinaires.

Mais il en est différemment dans les statuts de 1503, § 14 : le Décret, les Décrétales, les Clémentines, les deux Digestes, le Code et l'*Infortiat* étaient considérés tout entiers comme ordinaires ; par conséquent les autres livres, que les statuts n'énumèrent pas, étaient lus *extraordinarie*.

C'est là ce que nous avons cru comprendre dans deux textes. Nous ne pouvons rien dire, devant leur silence, des *partes* dont chaque livre était divisé d'habitude, et des *puncta taxata*, fractions de *partes*, que les professeurs devaient traiter en un certain nombre de jours.

Ces prescriptions de détail, si intéressantes pour connaître le mode d'enseignement, et soigneusement observées dans les autres Universités, ne paraissent pas avoir préoccupé beaucoup ceux qui étaient chargés de la direction du *studium* avignonuais.

b) *Professeurs*. — Les maîtres chargés de l'enseignement du droit se divisaient, comme les livres qu'ils

expliquaient, en *ordinarii* et *extraordinarii*. Ce n'étaient pas seulement les docteurs qui avaient ce titre ; tout étudiant bachelier, candidat à la licence ou au doctorat, pouvait et devait même lire *ordinarie et extraordinarie*. Les statuts de 1303 § 6, le disent expressément : « *doctores baccalarii legentes ordinarie in jure canonico sen civili...* » (1).

Après avoir obtenu la *licentia docendi* de l'évêque chancelier et prêté au primicier le serment de respectueuse obéissance, dont la formule est reproduite dans plusieurs statuts, le nouveau maître commençait son enseignement devant les élèves qui voulaient bien le suivre ; il ne pouvait se faire remplacer par un *substitutus*, sauf permission préalable ou absolue nécessité. (Bref d'Alexandre VI, du 18 juin 1498, permettant aux docteurs de se faire suppléer par un licencié ou par un bachelier en temps de nécessité) (2). Il s'engageait à terminer dans le temps prescrit l'étude du livre qu'il commentait, et à ces conditions vingt jours de vacances lui étaient accordés : « *hoc salvo, quod per viginti dies vacare poterit unusquisque in anno.* »

La durée de leurs cours était soumise à une réglementation stricte, les uns durant un an (*Digestum Vetus*, *Codex*, *Infortiatum*), les autres deux (*Decretales* et *Sexte*), commençant le 19 octobre et se terminant à des jours différents selon l'ouvrage com-

1. Toutes nos explications sur ce sujet sont puisées dans les statuts de 1303, 1441 et 1503.

2. *Inventaire*, série D. n° 13, folio 156

menté ; seule, la lecture du Décret, qu'il fallait expliquer en un an, n'était pas enfermée entre deux dates fixes. (Statuts de 1303.)

M. Fournier dit que les cours ordinaires n'étaient faits que par les docteurs *regentes ordinarie* (1). Il est incontestable que ces cours, vu leur importance, étaient faits le plus souvent par eux ; mais de simples bacheliers pouvaient aussi lire *ordinarie* ; le paragraphe 6 des statuts de 1303 est probant.

Outre leurs cours proprement dits (*lecturæ*), les docteurs étaient tenus de procéder à des *disputationes* et à des *repetitiones*, il leur était interdit de les commencer pendant que l'un d'entre eux y procédait encore, afin de permettre à tous les étudiants d'y assister.

La *disputatio*, ou argumentation publique (*questio disputata*) était le plus solennel de ces exercices universitaires. Au jour dit, après l'annonce publique faite par le bedeau général qu'un docteur devait disputer et sur quoi, les portes de la classe étaient ouvertes à tous ; une question controversée était posée et soutenue par le docteur disputant ; la discussion générale avait lieu ensuite, à laquelle prenaient part tous les assistants ; après sa clôture, l'argumentant résumait par écrit les arguments donnés pour et contre, et son travail, remis au bedeau, était à la disposition des étudiants.

Chaque docteur devait faire une *disputatio* par an, avant le dimanche des Rameaux. Il devait aussi,

1. Fournier, *Histoire de la science du droit*, p. 664.

dans les deux mois qui suivaient l'ouverture des cours, faire une *repetitio*, c'est-à-dire une explication détaillée d'un texte difficile déjà vu au cours ; ici, les assistants se contentaient d'écouter.

Le nombre des *legentes ordinarie* était fixe, celui des maîtres extraordinaires variait chaque année, les premiers n'avaient qu'à être agréés et à prêter serment, les seconds payaient en outre 2 florins par an. (*Statuts* de 1303, § 8).

Le premier texte précis concernant le nombre des professeurs est une délibération du conseil de ville, du 30 janvier 1376 ; il nous apprend que la Faculté de droit avait alors cinq professeurs ordinaires : Jean de Cario de Villeneuve, Thome, Jean de Fontayna, André Saladin et Jean d'Aramon. Cette délibération contient aussi une précieuse indication sur le rôle que jouait le Conseil de ville dans les affaires du *studium*, où nous l'avons vu déjà intervenir souvent ; il y décide de donner à chacun de ces cinq maîtres en droit civil et canon 50 florins sur l'argent de la gabelle, à condition qu'ils prêteront serment de continuer avec exactitude leurs leçons jusqu'à la fin de l'année (1).

En dépouillant le premier *rotulus*, du 3 août 1393, nous trouvons deux docteurs *utrius que juris professores, jura canonica et jura civila in dicto studio ordinarie legentes* (nos 6 et 10), un docteur en droit canon *ordinarie legens* (no 4), deux docteurs

1. Registre des délibérations du Conseil de ville, 1376, p. 96. Et Sommaire, p. 14.

ès-lois *legentes* (n^{os} 8 et 9). Le *rotulus* indique seulement trois docteurs ordinaires (n^{os} 6, 10 et 4, mais nous sommes portés à croire que les n^{os} 8 et 9 enseignent aussi *ordinarie*, ce qui porte à cinq le nombre des professeurs ordinaires, comme dans la délibération de 1376.

Dans ce même *rotulus* les n^{os} 3 et 19 des *nobiles*, le n^o 1 des *licenciati*, les n^{os} 16, 24, 27, 29, 33, 35, 76, 90, 91, 95, 104, 116 des *baccalarii* sont donnés comme lisant aussi à Avignon ; nous obtenons un personnel de vingt docteurs ou gradués, qui faisaient des cours ordinaires ou extraordinaires à la Faculté de droit en 1393 (1).

Les *statuts* de Gilles de Bellemere (12 mars 1407) se terminent par une liste de quinze noms de docteurs ayant pris part à la rédaction des statuts et ayant juré leur observance ; de ces quinze docteurs, tous n'étaient peut-être pas des professeurs ; mais il est curieux de n'en trouver qu'un, Pierre de Sainte-Croix, qui portât à côté de son nom l'épithète : *legum regens actu*. Nous ne pensons pas qu'il fût seul alors à enseigner *ordinarie* (2).

Pie II, dans sa bulle de réformation de 1459, fixe clairement le nombre des professeurs, § 5 : « *ad volumen Decretum, duo ; in jure canonico, ad Decretales, tres ; in jure civili, tres.* » (3).

1. Fournier, *Statuts*, n^o 1269.

2. Fournier, *Statuts*, n^o 1279.

3. Fournier, *Statuts*, n^o 1362.

Mais la bulle de Pie II n'ayant pas été appliquée, rien ne porte à croire que le nombre des docteurs-professeurs ait été de huit à ce moment.

Les docteurs en droit canon et civil se plaignaient depuis longtemps déjà de la rareté des écoliers, — et par suite des *collectæ* et des autres droits exigés pour la collation des grades ; ils avaient même fait un grief à la ville de ne leur point accorder de subsides. Il est vrai que ces professeurs étaient fort peu rétribués, en dehors des droits d'examen et des collectes, à en croire le livre de comptes du primicier Jean Payer de 1427 ; Payer note que 8 florins ont été payés à Martial Auribelli, régent de théologie, sur ses honoraires fixés à 15 florins par an ; et 5 florins à Pons de Sade, prévôt d'Avignon, pour son cours de décret (1). Sixte IV, pris de pitié, leur alloua 600 ducats d'argent, pris sur les revenus de la Chambre Apostolique et sur ceux de la ville, et répartis 100 à chacun des quatre docteurs qui devaient lire *ordinarie*, 50 à chacun des quatre qui devaient lire *extraordinarie*. (Bulle du 5 juin 1475.) (2). Nous retrouvons ici les huit professeurs dont parlait précédemment la bulle de Pie II. C'est la première trace de salaire officiel car nous ne comptons pas comme tel les 50 florins donnés par le conseil de ville à chacun des cinq professeurs

1. *Inventaire*, série D, n° 133.

2. Fournier, *Statuts*, n° 1366.

ordinaires de droit, en 1376, qui étaient plutôt une gratification, un encouragement ou un secours, qu'un salaire proprement dit. C'est la première fois aussi que nous voyons fixer les nombres des *magistri extraordinarie*, auxquels on affecte un salaire comme aux maîtres ordinaires ; il ne faut pas oublier que les bacheliers et les licenciés lisaient aussi, *ordine et extraordine*, et que ce sont des seuls docteurs dont parle la bulle de Sixte IV.

La ville avait reçu des professeurs une requête tendant à obtenir d'elle un traitement fixe ; les revenus de la Chambre Apostolique suffisaient à peine pour le paiement des charges ordinaires et la ville devait avoir, de son côté, beaucoup de difficultés à verser sa part contributive pour le salaire des docteurs, fixée à 300 ducats. Le conseil répondit à la requête, dans sa délibération du 18 janvier 1447 (1), et décida que le *generale consilium omnium capitum civitatis* serait convoqué à cet effet et qu'il déciderait souverainement sur la question. On demanda alors au grand conseil s'il y avait lieu « de remettre 100 ducats d'or au gouverneur ou à quelque autre, pour être partagés entre MM. les docteurs afin qu'ils régissent cette année », et on décida « de ne point donner cette somme ni aucune autre, présentement ni à l'avenir, pour ce sujet... » Mais comme le conseil, dans l'intérêt de la ville, ne voulait pas avoir une grève de professeurs comme il avait déjà été menacé

1. *Idem*, n° 1373.

de celles des étudiants, il décida que si les docteurs, mécontents de n'avoir point d'honoraires, refusaient de régenter, il leur serait retiré leurs privilèges d'exemption d'impôts et de droits, et des docteurs étrangers seraient appelés à leur place (1).

Il prit même « des arrangements à l'égard des docteurs qui doivent venir du dehors pour enseigner, tant par rapport aux chaires qui leur seront assignées pour leurs leçons, qu'au sujet des billets d'avertissement du commencement des études, fixé à la prochaine fête de saint Luc, de même que sur les autres choses qui pourraient survenir dans cette matière ». Comme les professeurs s'étaient abstenus de faire leurs cours, le conseil passa des menaces aux actes ; il fit venir des docteurs étrangers et entre autres Balthazar Parpailhe ; celui-ci eut même des difficultés avec la ville, qui ne le payait pas mieux que les autres régents ; il lui adressa, en 1483, une supplique « tendant à ce qu'elle veuille bien remplir les conditions sous lesquelles il est venu y enseigner après y avoir été appelé, auxquelles on n'a point satisfait ». (2) On dut faire droit à sa requête, car nous le voyons assesseur en 1486 et professeur jusqu'en 1500 (3).

1. Fournier, *Statuts*, n° 1376.

2. Conseils des 18 janvier 1477, 22 février 1477, 7 août et 23 septembre 1478, 20 septembre et 13 novembre 1479, 18 janvier 1443. Toutes nos citations sont extraites du *Sommaire des délibérations*.

3. Fournier, *Histoire de la science du droit*, p. 698.

Sixte IV avait compris que le désaccord en était arrivé au point où ni les docteurs ni le conseil ne céderaient, les uns demandant toujours des honoraires pour faire leurs cours, l'autre les leur refusant systématiquement, tous arrêtés par la question d'argent. Les revenus de la Chambre Apostolique et de la ville étant insuffisants, il fallait chercher ailleurs des ressources qui permettraient de satisfaire les docteurs. Le pape les trouva dans les greffes du Comtat et il en affecta les produits au paiement des régents. Les greffes de Carpentras, de l'Isle, de Venasque et de Valréas, « *pro stipendiis et salario doctorum et aliorum in studio predicto actu tempore legentium* », furent unis à l'Université par bulle du 18 août 1479 (1).

L'année suivante 1480 et le 30 octobre, le conseil de ville, qui devait regretter son entêtement, décida d'écouter d'une oreille favorable les réclamations des professeurs au sujet de leurs honoraires, et d'y satisfaire si elles n'étaient pas exagérées. (Conseil du 30 octobre 1480.)

Les docteurs ne pouvaient, semble-t-il, espérer mieux ; le pape donnait, la ville promettait, leur situation paraissait digne d'envie. Il n'en était rien cependant car les greffes des quatre villes du Comtat, trop peu importants, ne suffisaient pas à faire vivre les régents.

Alors, sur les instances de la ville, Sixte IV unit à

1. Fournier, *Statuts*, n° 1378.

l'Université l'office du vice-gérant et ses revenus, par bulle du 7 mai 1482 ; sur la sollicitation adressée par le studium en Cour de Rome, Innocent VIII confirma ces junctions (bulle du 12 décembre 1488). Alexandre VI le fit aussi, par bref du 24 août 1463 et par bulle du 5 septembre de la même année (1). Cette union avait dû rencontrer des résistances et ne se maintint pas sans difficulté ; le vice-gérant protesta même si vivement que sa nomination fut retirée à l'Université et qu'elle n'eût plus que la moitié des émoluments de son office, pour le salaire des docteurs. (Bulle d'Alexandre VI, 5 septembre 1493.) (2).

Alexandre VI ne décida pas seulement sur cette jonction : il fixa encore le nombre et les honoraires des docteurs régents, ainsi que les heures de leurs cours, par bref du 13 septembre 1493. Nous y apprenons que, pour les docteurs *ordinarie*, deux en droit canon et deux en droit civil feront leur cours à prime ; deux autres en droit canon et civil les feront à vêpres ; que leur élection, leur nomination et l'affectation de leurs chaires seront faites par le primicier assisté des docteurs.

Ce texte décide en outre que le professeur de théologie recevra 50 florins, celui de médecine 50 florins aussi, et que le reste sera réparti par le primicier également entre les docteurs en droit civil et canon (3).

1. Fournier, *Statuts*, n^{os} 1389, 1398, 1401, 1402.

2. Fournier, *Statuts*, n^{os} 1402.

3. Fournier, *Statuts*, n^{os} 1404 et 1405.

Une nouvelle bulle d'Alexandre VI du 30 septembre 1493, commit le lieutenant du légat d'Avignon à l'exécution du bref précédent.

Toujours à court d'argent, les régents faisaient entendre leurs doléances : qu'on nous permette au moins, demandaient-ils, si vous ne pouvez augmenter notre maigre salaire, de nous faire remplacer pour nos cours ; d'autres docteurs ou des licenciés s'en chargeraient bien, mais eux aussi reculent devant la disproportion du travail et de son paiement. Alexandre VI écouta leurs plaintes d'une oreille favorable et, par bulle du 18 juin 1498, autorisa les professeurs à se faire remplacer pour leurs lectures par des bacheliers, s'ils ne trouvaient pas de docteurs ni de licenciés prêts à remplir leurs rôle.

Dans ses statuts de 1503, § 11, Galeot du Roure décida qu'il y aurait deux *doctores legentes ordinarie* en droit canon, deux autres en droit civil, lisant tous quatre le matin, et deux autres en droit canon et civil lisant à vêpres. Ce paragraphe 11 ne fait que reproduire le bref d'Alexandre VI, et pour le nombre, et pour la nomination, et pour le salaire ; ce sont aussi les mêmes dispositions que la bulle d'Alexandre, pour la lecture *per substitutos baccalarios*.

Dans son paragraphe 16, Galeot fixa à 2 florins, ou seulement à 1 florin suivant l'heure de leur lecture, le tarif à payer par les *legentes extraordinarie*.

Il rappela enfin que les docteurs seraient payés sur les revenus des greffes de Carpentras, L'Isle,

Valréas et Venasque, sur la moitié des revenus de la vice-gérance et sur le produit de la *collecta* (§ 45).

Il résulte de tout ceci que les régents de droit n'ont jamais eu au moyen âge de traitement fixe et proportionné à leur peine, mais qu'ils se partageaient des revenus de sources diverses, toujours insuffisants ; que la ville, besogneuse elle aussi, aimait mieux les recommander à la pitié des papes que les payer de ses deniers ; que les papes enfin s'efforcèrent par tous les moyens de tirer notre Faculté de droit de la situation fâcheuse où se trouvaient ces maîtres.

Ces professeurs, qui luttèrent si âprement pour assurer leur existence, furent la plupart de célèbres jurisconsultes : il en est qui, venant d'Italie ou de France, passaient par Avignon et s'y arrêtaient quelque temps, s'ils trouvaient une chaire vacante ; il en est d'autres, et les plus nombreux, qui étaient enfants du pays (1).

P. de Cadecombe au ^{xviii}^e siècle, dans son *Speculum illustriorum juris interpretum qui publice per quatuor secula professi vel interperlati sunt in celebri ac famosa Universitatis Avenionensi*, et Tissot, dans son manuscrit (2) ; de nos jours, De Teule, dans sa chronologie des docteurs en droit civil de l'Université d'Avignon (3), et M. Fournier, dans son *Histoire de la science du droit*, nous ont donné la liste des professeurs qui se sont succédés aux chai-

1. Faucon, *La librairie des papes*, p. 22.

2. Tissot, *Manuscrit*, t. X, p. 43.

3. Fournier, *Histoire de la science du droit*, p. 687 et suiv.

res d'Avignon ; il est possible d'en compléter l'énumération par la lecture des documents, mais ce serait chose fastidieuse et inutile car, si nos docteurs furent presque tous illustres de leur temps, la plupart d'entre eux sont entrés aujourd'hui dans le domaine de l'oubli (1).

Nous avons rencontré précédemment deux professeurs du XIII^e siècle : c'est Humbert de Lauro, à qui les écoliers avaient soustrait les Décrétales ; c'est Jacob Dueze, le *consiliarius et familiaris* du roi de Sicile. Citons aussi, en 1266, Girard de Verdalle « *legum doctor et regens in civitate Avenionensi* », « qui donna son *consilium* sur l'inquisition faite « contre Bernard Aurelle, chanoine de Brioude » (2).

Au XIV^e siècle et en 1300, Jean de Consolino, « *utrius que juris professor, qui in presenti in civitate Avenionensi legit Decretales* ». (2) Pierre de Belleperche peut-être, qui fut chancelier de Philippe le Bel, Pierre Bertrand sans aucun doute et Oldrade de Pont, le maître de Barthole, enseignèrent au *studium* avignonuais. Après eux, Godefroy de Salignac, Boniface de Vitalinis, Jean de Brogny, Balde de Ubaldis, Gilles de Bellemère, Jacques de Sève, Pierre de Muris, Paul de Castro (4). Paul de Sade, Jean Raynaud et tant d'autres illustrèrent la Faculté.

1. Perrin, *Etats pontificaux de France au XVI^e siècle*, p. 45 et 46.

2. Robert Caillemer. *Les débuts de la Science du Droit en Provence*, p. 30.

4. C'est de Paul de Castro que Cujas disait : *qui non habet Paulum, tunicam vendat et emat*.

Oldrade et Balde méritent une mention spéciale : à une époque où les juifs d'Avignon et du Comtat étaient soumis à la dure législation des Codes Théodosien et Justinien, Oldrade et Balde de Ubaldis interprétèrent toujours les textes impériaux dans le sens le plus favorable aux Israélites. Suivant Oldrade, le roi et le pape devaient protéger leur personne et leurs biens et ne pouvaient ni les bannir ni les dépouiller, sauf circonstances particulières. La douceur d'Oldrade fut au moins égalée par la bienveillante libéralité de Balde, qui, « sans accorder aux juifs l'état civique d'une manière absolue » (1), les plaçait presque dans le droit commun et leur concedait le droit d'exercer certaines professions dont l'accès leur était fermé par les lois locales. Ces deux jurisconsultes « adoucirent, dans bien des cas, les rigueurs du Code de Justinien ; ils n'en partagèrent pas la dureté sèche et haineuse... ils se croyaient tenus envers eux des plus impérieux devoirs de la charité évangélique... Pour eux, les juifs n'étaient pas des serfs, mais seulement des tributaires qu'on doit protéger... C'est là un grand titre d'honneur pour les jurisconsultes d'Avignon » (2). Grâce à eux et à la bonté des papes, la ville devenait comme la Rome hébraïque, à côté du Comtat qu'on surnommait le Paradis des Hébreux (3).

1. De Maulde. *Les Juifs dans les Etats français du Saint-Siège au moyen âge*, p. 160.

2. Bardinet. *Condition civile des juifs dans le Comtat Venaissin*, p. 33 et suiv.

3. De Maulde. *Coutumes et règlements de la République d'Avignon*.

Nous voulons faire connaître en quelques mots Guillaume de Grimoald, qui enseigna à Avignon en 1342 et qui fut plus tard le pape Urbain V ; il nous servira de type et d'exemple, d'autant plus intéressant à étudier qu'il continua à chérir, comme pape, l'Université qu'il avait appris à aimer pendant son professorat (1).

Né à Grisac, dans le Gévaudan, Guillaume de Grimoald étudie les arts libéraux à Montpellier et le droit civil à Toulouse où il reçoit le doctorat. Après avoir passé quelque temps à l'Université de Paris, il se fait bénédictin et retourne à Montpellier prendre le grade de docteur en décrets ; là, il accepte une chaire de droit civil ; mais sa renommée est déjà si grande que Clément VII l'appelle à Avignon, il y enseigne pendant seize ans, de 1346 à 1362, avec un succès égal à celui d'Oldrade et de G. de Salignac, qui l'avaient précédé dans sa chaire de droit civil.

On est étonné de rencontrer un moine bénédictin occupant une chaire de droit civil, après qu'Honorius III en avait défendu l'enseignement et l'étude. Mais nous avons déjà vu que, dangereux à Paris, les textes romains ne l'étaient plus à Avignon, où ils étaient

1. Cardinal Giaconus. *Vita Urbani V.*

Laval. *Urbain V, docteur régent de l'Université d'Avignon*, p. 353 et suiv., p. 530 et suiv.

Th. Roussel. *Recherches sur la vie et le pontificat d'Urbain V.*

Abbé Clément. *Le Monastère-Collège de Saint-Martial d'Avignon*, p. 58 et suiv.

assujettis au droit canon ; on disait : « Les lois impériales n'ont force de canon qu'autant qu'elles ne sont point contraires à la doctrine ecclésiastique. » (1). Le talent du professeur de droit civil, dans cette Université plus particulièrement dévouée à la papauté, consistait à placer, dans son enseignement, les deux droits en présence et à faire triompher le droit canon ; on enseignait le droit romain pour le combattre.

Guillaume de Grimoald était donc en fait, malgré son titre, plutôt un professeur de droit canon que de droit civil.

Son dévouement inaltérable à la papauté et aux questions d'Eglise fait de lui le négociateur habile du Saint-Siège auprès des Visconti et des marquis d'Este, et le défenseur à Avignon des intérêts des moines de Cluny, qui lui confient la direction de leurs affaires.

Après son avènement au trône pontifical, Guillaume ne cesse de couvrir l'Université avignonnaise de sa sollicitude ; quatre bulles, du 18 mars au 15 juillet 1367, confirment les anciens privilèges, en accordent de nouveaux, règlent l'organisation intérieure des études et répriment le mouvement des écoliers vers une démocratisation du *studium* ; Urbain V maintient le primicier parce qu'il avait vu quelle source d'abus et de scandales était le rectorat, dans les Universités italiennes.

1. Laval, *Urbain V, docteur régent...* p. 537.

Il étend ses encouragements aux autres *studia*, « entretient à ses frais dans diverses Universités de l'Europe plus de mille étudiants » (1), fonde deux collèges à Montpellier, crée les Universités de Cracovie, de Prague et d'Angers dont l'organisation était calquée sur celle d'Avignon, réforme celles de Paris et de Bologne et leur rend leur lustre primitif. C'est à Avignon qu'il fait signer, sous ses yeux, par les cardinaux de Blandiac et de Montaigu et par le chancelier de l'Université de Paris, le 3 juin 1366, le règlement de réformation de cette Université.

Urbain V fut, de tous les papes, peut-être celui qui s'intéressa le plus aux questions d'enseignement, et qui leur fit faire les plus grands progrès.

Dans la très longue liste des professeurs du xve siècle, nous ne relèverons que les noms de Jean de Sade, qui fut président du Parlement d'Aix en 1415 ; de Pierre Cottin, recteur du Comtat en 1424 ; de François de Cassagnes, de Jean Isnard, le fondateur du Collège Saint-Michel ; de Boniface Ravanelli, de Jean Payer, de Paul de Cario qui défendit Eugène IV au concile de Bâle. Et ceux de Guillaume Maynier, Pierre de Supravilla, Louis de Merles, Jean Casalet, abbé de Sénanque puis recteur du Comtat, qui fonda le Collège Saint-Bernard ; Dragonet des Girards, qui fut cinq fois primicier ; Accurse Maynier, président au Parlement d'Aix, puis de Toulouse ; Jean des Garrons, Olivier Roland, Clément

1. Laval, *Urbain V, docteur régent*, p. 545.

de la Rovère, parent de Jules II, Perrinet Parpaille et Antoine de Castro (1).

c) *Étudiants*. — D'aussi célèbres professeurs ne pouvaient manquer d'attirer et de retenir les nombreux étrangers qui allaient d'Italie en France, ou en revenaient, par la vallée du Rhône, et que le charme de la ville captivait aussi ; les voyageurs s'arrêtaient, étonnés et ravis, d'apercevoir sous un ciel toujours bleu la ville aux cents clochers, fièrement ceinte de sa ligne ininterrompue de murailles que domine la blancheur de son gigantesque palais.

« C'était Florence, avec quelque chose de plus sévère et de plus sobre dans les contours, une Florence aux remparts crénelés, bornée par le Mont Ventoux qui dresse au loin son cône blanc strié de neige (2) ».

Il en était de toutes les provinces de France ; le livre des gradués et des comptes des primiciers donne une liste d'étudiants, répartis par primicierat qui s'étend de 1430 à 1505, et dont il indique l'origine (3) ; beaucoup sont Languedociens, plus nombreux encore Comtadins et Provençaux ; il en était aussi de Bretagne, de Bordeaux, d'Orléans, de Grenoble et de Lyon, de Besançon, de Langres, enfin

1. *Inventaire*, série D. n° 36. Livre contenant les noms et prénoms des primiciers, des docteurs agrégés en droit canon et civil... depuis 1430 jusqu'en 1790.

2. Henri Vuagneux. « Le palais des papes à Avignon. » *Bulletin du Norddeutscher Lloyd*, août 1907, p. 8.

3. *Inventaire*, série D. n°s 133-134.

de la plupart des villes importantes du royaume. Le livre contient les noms de plusieurs étudiants qui furent plus tard primiciers ; nous y lisons encore celui de Reynaud de Bourbon, frère du duc de Bourbon, qui fut immatriculé à Avignon le 14 mai 1458 (1) ; — et d'autres noms enfin, sans indication d'origine, que nous pensons être ceux d'étudiants italiens.

Les étudiants de Paris venaient chercher à Avignon l'enseignement du droit romain, qu'Honorius III (bulle *Super Specula*) et Boniface VIII (bulle du 15 août 1303) avaient proscrit dans leur Université. Ceux d'Italie suivaient aux bords du Rhône les riches patrons auxquels ils étaient attachés par les liens de la parenté ou de la reconnaissance. Les prêtres eux-mêmes, qu'Urbain V avait écartés de l'étude du droit civil, par sa bulle du 15 juillet 1367, se voyaient autorisés par Jean XXIII à suivre et à donner cet enseignement (bulle du 6 septembre 1413) ; c'était là un précieux avantage pour le *studium* de la curie romaine que le Saint-Siège avait transféré avec lui, de Rome à Avignon.

Le bénéfice de double nationalité, les innombrables privilèges politiques, pécuniaires, judiciaires et d'enseignement, faisaient les étudiants d'Avignon plus richement dotés que ceux des autres studia.

Un autre fait enfin, peu connu et qui eut alors son importance pour l'Université, contribua pour

1. *Inventaire*, série D. n° 36, folio 20.

sa part à attirer les écoliers dans notre *studium* ; c'est en 1444, l'importation de l'imprimerie à Avignon, qui fut « la première ville après Strasbourg à posséder une imprimerie » (1). Deux étudiants de notre ville, Manaud Vitalis et Arnaud de Coselhac, furent initiés au secret de l'imprimerie, dès 1444, par Valdfoghel, qui « leur avait même fourni tout un matériel d'imprimerie et leur avait appris la manière de s'en servir » (1). En mai 1497, le cardinal vice-légat Clément de la Rovère fit venir de Lyon, Jehan Duprat, avec tout son matériel d'imprimerie, à Avignon (2). Il est probable que les étudiants purent dès lors acheter des ouvrages imprimés, et ils y trouvaient le double avantage de la modicité du prix et de l'exactitude du texte. L'Université eut elle-même, à un moment donné, son imprimerie ; mais il est difficile d'en fixer la date ; un seul document, qu'on peut placer entre 1445 et 1599, indique des réparations effectuées au plancher de l'étude de l'imprimerie.

Si l'espoir qu'avaient eu les papes de faire de l'Université d'Avignon la concurrente de celle de Paris ne se réalisa pas, tout au moins parvinrent-ils à faire, des modestes *scolae* du XIII^e siècle, un *studium generale* florissant et prospère, et de l'Académie de Droit de Charles II, une *Facultas utriusque juris*, objet d'envie des autres Universités provinciales.

1. Abbé Requin. *L'imprimerie à Avignon en 1444*.

2. Achard. *L'imprimerie à Avignon*, p. 81.

Les étudiants avaient afflué dès le xiv^e siècle autour de nos chaires de droit, et nous pouvons en fixer approximativement le nombre ; le *rotulus* du 9 août 1393, adressé à Clément VII, nous donne : 11 docteurs en droit, 17 nobles gradués en droit, 39 licenciés en droit, 116 bacheliers dans l'un ou l'autre droit et *in utroque juris* et plus de 300 étudiants. Nous en trouvons un plus grand nombre encore dans les deux *rotuli* adressés à Benoît XIII les 18-24 octobre 1394 (1), et avec l'aide desquels Fournier « arrive à fixer le personnel du studium à 18 docteurs (dont 10 *legum*, 4 *decretorum* et 4 *utriusque juris*), 40 nobles (écoliers ou bacheliers), 65 licenciés, 91 bacheliers, 629 étudiants en droit et 230 *artistæ*, ce qui donne un personnel de 1373 personnes », sans compter les suppôts. Enlevons les 230 étudiants ès arts, et il nous reste un total de 1143 personnes, qui font presque toutes partie de la Faculté de droit.

C'est l'époque de la plus grande prospérité de cette Faculté, partant de l'Université. Le grand schisme d'Occident, puis le départ des papes d'Avignon, portèrent, au siècle suivant, un si grand coup au *studium*, qu'« on peut admettre qu'en 1441 il n'y avait que 200 étudiants environ » (2). C'est ce que constate le préambule des statuts de la confrérie de Saint-Sébastien.

Ces écoliers étaient non seulement des jeunes

1. Denifle. *Les Universités au moyen âge* ; avis à M. Fournier.

2. Fournier. *Histoire de la Science du droit*, p. 639.

gens, mais encore des étudiants d'âge mur, « car on ne pouvait être admis à suivre les cours de droit avant l'âge de dix-sept ans, ni à prétendre au baccalauréat, à la licence ou au doctorat avant cinq ans d'étude, c'est-à-dire avant vingt-deux ans » (1), et les études de droit pouvaient durer dix ans, et au delà. Ils étaient fort difficiles à conduire ; sans plus parler de leur grande querelle avec le collège des docteurs, sur le point de savoir qui des deux élirait le chef, primicier ou recteur, leurs turbulences et leurs révoltes agitaient souvent non seulement le *studium* mais la ville entière ; ils avaient pour eux une arme puissante, dont firent usage les écoliers de Paris, la grève. Nous en avons rencontré déjà un exemple significatif : un jour les étudiants en droit se révoltèrent contre leurs professeurs et jurèrent de ne plus suivre leurs cours ; il fallut que Clément VII chargea deux cardinaux, Jean, évêque de Tusculum, et Guillaume, du titre de Saint-Etienne, d'écrire aux écoliers pour leur annoncer qu'il les relevait du serment qu'ils avaient prêté de ne point suivre les leçons des docteurs (2). Leur lettre est du 3 novembre 1393.

Nous avons vu plus haut quel abus ils faisaient parfois de leurs singuliers droits de barbe et de batacule ; toujours armés malgré les prohibitions, ils étaient les maîtres de la rue et rossaient non seule-

1. Courtet. *De l'état ancien de l'instruction publique dans le Vaucluse*, p. 456.

2. Fournier, *Statuts* n^o, 1268.

ment les bourgeois inoffensifs, mais encore les soldats du guet (1).

Ces hommes exempts d'impôts, bruyants et bien armés, ne constituaient pas cependant une caste très puissante, parce qu'ils n'étaient pas groupés en Nations, comme l'étaient les écoliers dans beaucoup d'autres *studia* du moyen âge, et comme encore de nos jours à Glasgow et à Aberdeen.

Deux grandes Nations à Bologne (les Ultramontains et les Cismonstains), formant deux clubs d'étudiants en droit étrangers, ayant chacun à sa tête un recteur, quatre à Paris (France, Picardie, Normandie, Allemagne), intervenaient dans les conseils de l'Université où elles étaient représentées. En province, dix Nations à Orléans, six à Angers, trois à Toulouse, représentant toujours des circonscriptions géographiques, formaient des groupes homogènes et forts.

Rien de cela à Avignon ; c'est à peine si l'abbé de la Jeunesse parvenait à réunir autour de lui les plus joyeux étudiants, aux jours de fête où la ville entière appartenait à leurs bandes folles. Les écoliers auraient vécu *ut singuli*, eux qui ne pouvaient se choisir un recteur et qui ne possédaient pas de biens en commun, n'eût été un groupement corporatif, société religieuse de secours mutuels plutôt que syndicat professionnel, appelé Confrérie de Saint-Sébastien,

1. Achard. *La Basoche et les abbés de la Jeunesse*, p. 36.

Délibération du conseil de ville de 1486, constatant que les gens du guet n'osent plus faire de ronde de sûreté pendant la nuit.

qui fut spéciale tout d'abord aux étudiants en droit et qui dut englober peu à peu tous ceux du *studium*. Nous l'étudierons plus loin.

Comment expliquer l'absence des Nations ? De nombreuses raisons durent intervenir, mais les documents n'en portent pas trace et nous sommes réduits à de simples conjectures. Peut-être le primicier et les docteurs s'opposèrent de toutes leurs forces à la formation de ces groupements compacts, qui auraient battu en brèche leur autorité plus efficacement que ne le pouvaient faire les étudiants isolés. Probablement aussi les étudiants originaires d'Avignon, du Comtat et de Provence étaient si nombreux qu'ils absorbaient les écoliers étrangers. Peut-être enfin l'élément religieux, si important à notre Université, faisait obstacle à la formation des Nations, par son caractère international et par sa discipline.

De cette foule d'étudiants, les uns étaient nobles, les autres roturiers ; la plupart libres et certains soumis à des règles strictes dans les collèges. Les étudiants nobles devaient se présenter au primicier, dès leur arrivée dans le *studium*, et justifier de leur qualité : « *faciant fidem domino primicerio de genealogia et statu suis ;* » dès lors, ils avaient le pas sur les écoliers roturiers, à moins que ces derniers ne fussent plus anciens (1). Et ils pouvaient donner au doc-

1. *Statuts d'Alain de Coëtivi*, 12 novembre 1441, § 10. Fournier. *Statuts*, n° 1333.

Statuts d'Alain de Coëtivi, 23 novembre 1441, § 11. Fournier. *Statuts*, n° 1334.

teur pour sa *collecta* plus que la somme ordinaire d'un florin. A l'*auditorium*, ils avaient le droit d'occuper les premiers bancs, de s'asseoir « *in primis branchis ante cathedram domini doctoris* », à condition d'offrir au bedeau général un vêtement ou une certaine somme d'argent (1). Ils pouvaient encore se faire accompagner de deux serviteurs et d'un *socius* (probablement un étudiant pauvre qui portait les livres, comme cela se passait à Paris) (2).

Les étudiants libres logeaient où ils voulaient dans Avignon; parfois les professeurs avaient dans leur maison des chambres inoccupées, qu'ils leur louaient. Malgré l'absence de documents, nous ne pensons pas que jamais leurs logements aient été placés dans des conditions aussi déplorables que ceux des étudiants de Paris, au sujet desquels Jacques de Vitri dit : « *Scolæ erant superius, prostibula inferius.* » (3). Les *taxatores hospitiorum*, qui tarifaient les maisons, devaient aussi les inspecter et exiger leur propreté et leur décence.

Mais un étudiant pauvre n'aurait su où habiter, faute d'argent ; repoussé par tous les logeurs, qui voyaient dans ses vêtements troués et dans son maigre bagage l'indice d'une bourse vide, il aurait été

1. *Statuts de Bertrand Armini*, de 1303, § 25. Fournier. *Statuts*, n° 1245.

2. *Statuts de Galeot du Roure*, de 1503, § 55. Fournier. *Statuts*, n° 1421.

3. Langlois. *Les Universités au moyen âge*, p. 814.

obligé de quitter la ville, s'il n'y avait trouvé des collèges fondés par la générosité des particuliers, où, défrayé de tout, il pouvait poursuivre ses études sans préoccupations matérielles.

Ces collèges, au nombre de huit, abritèrent surtout des étudiants en droit ; la longueur de leur étude nous oblige à en reporter plus loin l'exposé.

d) *Grades*. — L'étudiant en droit pouvait obtenir tous ses grades à l'Université d'Avignon ; d'abord conférés par le chancelier du roi de Sicile, ou, en son absence, par un jury mixte composé d'un professeur de droit et du prévôt de la ville (1), ils le furent ensuite par l'évêque, ou à son défaut par le prévôt de l'église d'Avignon. Mais après le conflit qui s'éleva entre l'évêque et les docteurs de l'Université, l'un soutenant qu'il pouvait nommer un délégué à son choix pour conférer les grades, les autres prétendant que ce délégué devait être choisi parmi les membres du *Collegium doctorum*, le droit de l'évêque s'affaiblit au point de n'être plus qu'honorifique ; le cardinal de Foix, pris comme arbitre dans la querelle, avait donné raison aux docteurs ; dès lors le primicier et le collège des docteurs eurent tous les pouvoirs, à la seule condition de conférer les grades en présence de l'évêque (2).

1. De Maulde. *Coutumes et règlements de la République d'Avignon*, p. 90.

2. Fournier. *Statuts*, n° 1326.

Avant de pouvoir solliciter un diplôme, l'étudiant devait être immatriculé. Cette formalité *d'incorporation*, appelée *agregatio*, était remplie par le primicier, dans le mois de l'arrivée de l'élève ; les droits étaient de 5 gros : dont 4 à l'Université et 1 au primicier. (Statuts de 1441, § 18). L'étudiant prêtait ensuite un serment, dont la formule est donnée par les statuts de 1503, § 67.

L'étudiant commençait alors ses études en droit et ne pouvait prétendre au baccalauréat que cinq ans après ; on exigeait un an de moins, si le candidat avait obtenu déjà son baccalauréat dans l'une des deux Facultés de droit. Pour le baccalauréat en droit canon, il n'était pas besoin qu'il ait suivi le cours du décret pendant les deux années de sa durée ; une année suffisait, à condition qu'il voulût s'engager à assister à ce cours pendant un an encore, après son baccalauréat et avant sa licence. (Statuts de 1407, § 2).

Le baccalauréat n'était pas à proprement parler un examen, mais plutôt un brevet d'assiduité ; il suffisait que le candidat, remplissant les conditions précédentes et muni de ses livres *ordinarios, integros et completos*, se présentât au primicier et fût agréé par lui. Alors, dans *l'auditorium* et en présence des autres élèves, le docteur, dont le candidat avait suivi les cours et qu'il avait choisi pour patron, cédait sa place au nouveau bachelier, un peu avant la fin de sa leçon ; monté dans la chaire, celui-

ci adressait une harangue à son maître et à ses camarades.

Ainsi était consacré, par ce petit discours dans la chaire du professeur et en sa présence, le grade de bachelier que le primicier avait permis de prendre.

Au début, l'Université n'exigeait aucun droit ; les étudiants donnaient s'ils voulaient et ce qu'ils pouvaient. Mais bientôt, les besoins de l'Université augmentant, ces droits furent tarifés, puis accrus, et nous trouvons dans les statuts de 1503 § 20 l'exposé complet des sommes à payer : pour l'Université, 2 florins ; au primicier, pour son autorisation, 1 florin ; au docteur, en rétribution de ses peines, un florin ; au bedeau, pour ses soins, 1 florin.

Il était d'usage de se réjouir en cette occasion ; l'étudiant qui recevait son grade allait la veille visiter le primicier et le docteur, suivi d'une foule d'amis, puis leur offrait à boire. Cet usage dégénéra en abus, on dut réagir et fixer les dépenses qu'on pouvait faire ; les statuts de 1407 § 3 nous apprennent qu'il ne fallait pas être suivi de plus de vingt compagnons, ni faire une beuverie générale au retour des visites, ni introduire, au festin qui suivait, des femmes ou des histrions. Les nobles seuls avaient toute liberté dans ces dépenses.

Le baccalauréat n'était que le préliminaire d'un examen plus sérieux, *la licence*, dont l'importance était considérable, car il donnait à l'étudiant la *licentia docendi*, la possibilité d'ouvrir un *auditorium* ou de remplacer dans ses lectures un docteur absent

de sa *cathedra*. La licence était la consécration des études juridiques pour tous ceux dont l'état de fortune était insuffisant à faire face aux frais du doctorat.

Les premiers statuts qui fixent d'une manière précise les conditions de cet examen sont ceux de Gilles de Bellemère ; il n'avait pas été rédigé de texte complet avant celui de 1407, qui nous fait connaître quelles conditions il fallait remplir pour obtenir le grade de licencié. Le candidat devait tout d'abord réunir des conditions civiles : être de parents légitimes (§ 6), n'être pas « *de vite inhonestate malaque sui turpi conversatione, aut de gravi crimine notabiliter diffamatus* » (§ 11), n'avoir commis aucune injure « *verbo vel facto in persona vel in bonis* » d'un docteur en droit, qu'il fût ou ne fût pas régent.

Il devait ensuite remplir des conditions universitaires : être bachelier et avoir lu pendant cinq ans dans une Université, ou pendant quatre seulement s'il était déjà licencié dans une des deux Facultés de droit ; posséder les *libri necessarios* (§ 6) ; se conformer aux usages, qui étaient les mêmes pour les bacheliers et pour les licenciés. Il devait enfin satisfaire à des conditions pécuniaires, en payant à l'Université et aux docteurs les droits qui leur étaient dus.

Il prêtait ensuite un serment, dont la formule est donnée dans le paragraphe 69 des statuts de 1503.

De toutes ces conditions, le primicier et le collègue des docteurs étaient seuls juges. Le candidat, suivi du docteur son patron et de ses amis, se rendait chez le primicier, à qui son docteur le présentait ; il lui

demandait à subir l'*examinatio morum* (§ 5), appelée aussi *privatum examen*. Le primicier pouvait refuser, de sa propre autorité ; s'il accédait à la demande, il convoquait le collège des docteurs en présence desquels avait lieu cette *examinatio morum* (deux docteurs au moins devaient assister le primicier) ; le candidat devait répondre aux questions concernant les conditions précédemment énumérées (§ 6), et un procès-verbal en était dressé. Si l'*examinatio* était en défaveur du candidat, l'évêque ou son vicaire jugeaient le cas, et le docteur qui n'était pas de l'avis de ses confrères perdait ses droits d'examen ; si au contraire elle lui était favorable, le rôle de l'évêque consistait, sur la demande et en présence du candidat et de son *doctor presentans* qui s'étaient rendus chez lui, à déclarer admis l'étudiant et à l'autoriser à subir l'examen ; jour était pris pour la *datio punctorum* (§ 9) et à cet effet l'évêque convoquait les docteurs, auxquels l'étudiant rendait aussi visite, toujours suivi de son docteur, de ses camarades et du bedeau.

C'est alors que commence la partie la plus sérieuse de l'examen ; les visites sont terminées, les formalités remplies, le candidat va connaître le texte sur lequel il devra argumenter.

Les docteurs convoqués par l'évêque et ce dernier (ou son vicaire) font la *datio punctorum*, en présence du candidat (§ 14). Le texte de notre paragraphe 14 est fort curieux ; l'auteur prend les soins les plus minutieux pour indiquer comment cette *datio* doit être

faite : le vicaire de l'évêque doit choisir avec grande sagesse les docteurs qui feront l'*assignatio* ; il nommera ceux en lesquels il a toute confiance ; des précautions infinies sont prises pour que, dans le livre choisi, les *puncta* ne soient pas déjà marqués et expliqués à l'aide de signets et de notes.

Enfin l'*assignatio* d'un « *bonum punctum, qui habeat bonam materiam et etiam bonam summam* » est donnée, par tirage au sort du texte (§ 14).

A quelques jours de là, et sans que nous sachions au juste quel temps s'écoulait entre l'*assignatio* et l'examen, deux jours peut-être, les mêmes personnages se réunissent encore au palais épiscopal ; le candidat s'y rend, les harangue en quelques mots, et l'examen proprement dit (*publica examinatio*) commence. Le candidat lit le texte et l'explique ; puis chacun des docteurs argumentants lui présente deux arguments ou deux questions, auxquelles il répond ; les docteurs peuvent même, s'ils le jugent utile, lui opposer encore deux répliques, mais pas plus (§ 16).

L'épreuve est terminée et l'examiné se retire avec son *doctor presentans*, qui avait assisté à l'*examinatio* ; les docteurs argumentants écrivent, de leur propre main, sur des *cedulæ* : *approbo*, ou *reprobo*, puis déposent leurs bulletins dans le bonnet du vicaire, sans faire connaître autrement leur avis (§ 17) ; les billets de vote sont dépouillés par l'évêque, qui fait proclamer le résultat de l'examen, le lendemain, en sa présence (§ 19).

Ces nombreuses formalités et l'examen proprement dit, s'accomplissaient assez rapidement, dans les cinq jours, si nous en croyons le paragraphe 25 des statuts de 1503.

Ces statuts de 1503 apportèrent quelques modifications à ceux de 1407 ; mais elles sont de peu d'importance et la plupart des paragraphes relatifs à la question reproduisent fidèlement ceux de 1407.

Le licencié prêtait serment ; il était d'usage de lui faire jurer de ne pas prendre son grade de docteur ailleurs qu'à l'Université d'Avignon, et en présence des docteurs qui avaient assisté à son examen de licence.

Mais on pouvait être relevé du serment, à l'exemple du licencié Alphonse-Fernand de Cascalles, qui obtint la permission de recevoir les insignes doctoraux dans un *studium* de Castille ; le texte qui nous rapporte ce fait avait été oublié par M. Fournier ; le Père Denille l'a exhumé et publié dans son opuscule : *Les Universités françaises au Moyen Age* ; avis à M. Fournier, p. 38.

C'est à la licence que s'arrêtaient les étudiants trop pauvres pour prendre le bonnet de docteur ; ceux qui pouvaient faire face aux dépenses allaient jusqu'au *doctorat*.

On est étonné de voir combien peu sérieux était ce dernier examen, à côté de celui de licence qui exigeait un réel savoir et une connaissance approfondie des ouvrages de droit. A vrai dire, le doctorat était plutôt une solennité qu'un examen proprement dit et

tout licencié pouvait obtenir ce nouveau titre sans plus étudier ; il était concédé comme la suite naturelle de la licence, avec laquelle il se confondait presque, et n'exigeait guère que quelques dépenses fastueuses en plus.

Voici, toujours d'après les statuts de 1503, comment les choses se passaient : Après avoir prêté serment (formule § 70) et préalablement versé au primicier les droits s'élevant à 30 écus, le candidat invite le légat-gouverneur, l'évêque et les prélats, le primicier, les docteurs de toutes les Facultés, le viguier et les consuls ; il va chez chacun d'eux un dimanche, précédé du bedeau portant la masse, suivi de son *doctor presentans* et d'un cortège de licenciés, de bacheliers et d'étudiants à cheval. Au jour fixé, qui est toujours un mardi, les invités se rendent à l'église des Frères Mineurs ou dans tout autre local ; toute l'Université peut se joindre à eux. Dans l'église, deux chaises sont préparées au fond du chœur ; dans l'une prend place le vice-chancelier, dans l'autre le *docteur doctorans* ; au milieu du chœur, assisté de deux licenciés, placés à ses côtés, le *licenciatus doctorandus* s'assoit à une table. Il adresse une courte harangue aux personnages présents, faisant l'éloge de chacun à tour de rôle. Puis il lit un texte de Décrétale ou une loi ; deux bacheliers, qui étaient placés à côté des licenciés assistants, se lèvent et argumentent contre cette Décrétale ou cette loi, en développant chacun deux ou trois arguments ; le *doctorandus* les réfute.

Le vice-chancelier, à son tour, fait sa harangue, dans laquelle il rappelle les mœurs, les vertus et les mérites du candidat, sa naissance et ses illustres actions. Un scrutin est alors ouvert, où les docteurs du *collegium* prennent part ; c'est une simple formalité, car on ne refusait pas au doctorat celui qui avait été admis à la licence.

La seconde partie de la cérémonie commence alors ; le candidat, qui vient d'être admis, prononce un second discours bourré de citations de textes civils et canoniques et des Ecritures, et il le termine en priant humblement son *doctor presentans* de lui conférer les insignes doctoraux, c'est-à-dire le livre, la chaire, la barrette, le baiser et la bénédiction ; il prête enfin à nouveau le serment. Le *doctor presentans*, qui jusque-là n'avait eu qu'un rôle passif, se lève et prononce une allocution fleurie, pleine d'éloquence et de savoir ; puis il prie le *doctorandus* de quitter sa place pour venir à sa chaire, ce que fait le candidat, suivi des deux licenciés, et le docteur lui remet les insignes doctoraux.

Ainsi se termine le second acte. Le candidat est devenu *doctor actuans*, par la remise des insignes de son grade.

Mais une telle cérémonie ne pouvait manquer d'être fort longue et parfois fastidieuse, d'autant que cette remise ne la clôturait pas ; pour égayer les graves personnages qui en étaient les acteurs, on fait avancer alors des joueurs de flûte, qui remplissent l'intermède.

Après cette diversion, le *doctor actuans* reprend et termine son allocution. Chacun quitte sa place, le nouveau docteur est entouré et félicité, il fait distribuer des barrettes doublées d'écarlate au légat, à l'évêque, au primicier et aux docteurs en droit, des barrettes simples aux docteurs des autres Facultés, ainsi qu'au viguier et aux consuls. (Statuts de 1503, § 38.)

Comme nous venons de le voir, tout se passait en cavalcades, en visites et en cérémonies plus brillantes qu'utiles.

Cependant, si l'examen de doctorat n'exigeait pas un savoir nouveau, il ne faudrait pas croire qu'il conférait un simple titre honorifique ; car si la licence permettait d'enseigner, le doctorat faisait entrer dans la grande corporation du *collegium doctorum utriusque juris*, et ce n'était pas là un avantage de faible importance, comme nous allons le montrer en étudiant cette corporation. (1)

E. — *Vie corporative*. — Les docteurs de l'Université d'Avignon étaient groupés en une corporation

1. Les textes concernant les droits d'examen sont très nombreux et il suffirait de les dépouiller avec patience pour en faire une étude complète ; mais la question présente un intérêt trop faible pour être l'objet d'un développement spécial. Il suffit d'indiquer les sources et de donner quelques chiffres pour chaque examen.

Nos indications sont puisées dans l'*Inventaire* de la série D, n° 13, folios 1, 27, 30, 39, 42 ; n° 36, folios 19, 20, 22, 23,

puissante le *collegium*, dont l'influence dirigea toujours notre *studium*.

Les étudiants étaient réunis dans la confrérie de Saint-Sébastien, seul groupement corporatif de la jeunesse scolaire.

Le Collège des docteurs. — Dans tous les documents de l'Université d'Avignon apparaît, toujours grandissante, l'intervention prépondérante des docteurs en droit. Qu'il y ait à élire le primicier, à rédiger des statuts, même pour les autres Facultés, à agir énergiquement pour sauver le *studium* d'une chute ou le tirer d'un mauvais pas, les docteurs en

39 ; n° 133, dans le *liber graduatorum et computorum domini-
norum primiceriorum*. — Et dans Fournier, *Statuts*.

MATRICULATION	BACCALAURÉAT	LICENCE	DOCTORAT
à l'Université. au primicier.	2 Florins à l'Université. 1 Florin au primicier. 1 Florin au docteur. 1 Florin au bedeau.	2 Ecus à l'Université. 2 Ecus au primicier. 1 Ecu au chancelier. 2 Ecus au vice-chancelier. 2 Ecus au doctor presentans. 1 Ecu à chacun des douze plus anciens docteurs. 5 Florins au bedeau. 1 Florin au clerc du Petit Palais,	2 Ecus à l'Université. 2 Ecus au primicier. 1 Ecu au chancelier. 8 Ecus au vice-chancelier. 12 Ecus au doctor promovens. Une barrette et un repas, ou à la place du repas un écu à chaque docteur (Statuts de 1441, § 16). 5 Ecus au bedeau.
uts de 1441, § 18.)	5 Florins. (Statuts de 1503, § 20.)	21 Ecus, 6 florins. (Statuts de 1503, § 39.)	30 Ecus. (Statuts de 1503, § 39.)

Les droits d'examen étaient consignés avant l'examen, entre les mains du primicier, qui en donnait la garde au bedeau.

Avant la réformation des statuts par Galcot du Roure, les droit d'examen de doctorat étaient élevés de près du double ; ils excédaient 50 écus (Statuts de 1441, § 16). Galcot fixa ces droits d'après la taxe du concile de Vienne,

droit apparaissent toujours, personnages indispensables et respectés, devant la volonté desquels tout le monde se plie. Les docteurs des autres Facultés avaient bien tenté d'opposer un timide essai de résistance, mais ils durent bientôt céder devant le nombre et la force et laisser aux juristes la direction effective du *studium*.

Deux causes interviennent, qui expliquent cette rapide usurpation : c'est le nombre des docteurs en droit et l'ancienneté de leur enseignement, c'est aussi leur groupement en corporation.

Lors de la transformation des *scolæ* avignonnaises en une *Universitas*, l'étude du droit avait, seule, une organisation stable, les autres enseignements n'existant pas ou n'ayant qu'une forme encore embryonnaire. C'est ainsi que nos docteurs en droit eurent à diriger en fait le *studium*, dès 1303, parce qu'ils étaient seuls. Et quand les autres Facultés, officiellement érigées, voulurent prendre leur part de gouvernement, leurs docteurs ne purent déloger les juristes si solidement établis et furent contraints de respecter les usages anciens. Si forte était la place défendue par les docteurs en droit, que la bulle de réformation de Pie II ne put la battre en brèche ; malgré qu'elle dévoilât les abus qu'ils commettaient et qu'elle exigeât la présence des délégués des autres Facultés dans les affaires du *studium*, toute l'administration de l'Université d'Avignon au moyen âge ne cessa d'être exercée par les docteurs en droit.

Ils avaient une puissance d'autant plus grande

qu'ils étaient réunis en un groupement corporatif, le *Collegium doctorum utriusque juris*.

Nous ne saurions affirmer que l'origine de ce *collegium* fut antérieure à la constitution de l'Université, mais on est d'accord pour la croire très ancienne ; les statuts de 1303, dans leur préambule et dans le paragraphe 1, parlent *magistratorum et doctorum juris canonici et civilis*, mais ne disent rien d'un *collegium* ; cette corporation existait déjà peut-être, mais n'est-il pas excessif de dire, comme Fournier, que dans ces statuts « on constate à la fois le désir de donner à toutes les Facultés les mêmes droits et de maintenir le pouvoir prépondérant du *collegium doctorum* » (1) ? Le mot : *collegium* n'est pas dans ce texte, et c'est deviner que voir, dans le paragraphe 1 des statuts de 1303, la présence de cette organisation corporative.

Nous la rencontrons pour la première fois dans les statuts réformés de l'Université, de 1376, qui parlent des docteurs *nostro collegio aggregandi* (2).

Les archives ne contiennent aucun texte général qui nous permette, par son analyse, de jeter un coup d'œil d'ensemble sur la composition du *collegium* et sur ses pouvoirs. Seul, un statut obscur, très bref et sans date, a été retrouvé dans un registre in-folio relié en maroquin rouge, où il est placé entre la confirmation des statuts de Julien de la Rovère (6 sep-

1. Fournier, *Histoire de la Science du droit*, p. 611.

2. Fournier, *Statuts*, n° 1256, § 1.

tembre 1493) et la bulle de Clément VII, du 20 septembre 1531, sous le titre : *Statuta confratrie dominorum doctorum Universitatis avenionense* (1).

Fournier l'a publié, numéro 1342 de ses statuts, avec une double date : 1450-1480, qui nous étonne ; la place même du parchemin, entre un document de 1493 et un autre de 1531, sans autre indication de date, indique logiquement qu'il a été écrit après 1493 et avant 1531 ; on ne peut donc ni le placer antérieurement à 1493, ni le localiser dans une période aussi étroite que celle dans laquelle Fournier l'enferme.

Les renseignements que nous avons pu recueillir sont glanés au courant de la lecture des textes concernant l'Université ; ils vont servir, à défaut de statut général, à esquisser l'organisation *du collegium doctorum utrius que juris* ; nous empruntons aussi les indications du statut sans date qui, à notre avis, n'est qu'un complément de statuts antérieurs perdus, ou la répétition d'une de leurs parties.

Comme les autres confréries d'Avignon, celle des docteurs devait avoir un caractère religieux et secourable. En faisaient partie : d'abord le primicier, dont la cotisation était de 6 gros, et sa femme, qui payait 2 gros (D. 10) ; ensuite, les docteurs gradués à Avignon, qui y entraient de droit par le fait même qu'ils avaient fait leurs études et reçu leurs grades dans notre *studium*.

1. *Inventaire*, série D, n° 10, folio 41. Ce manuscrit emploie tantôt le mot : *confratria*, tantôt le mot *collegium*.

Ils devaient être au moins 5 docteurs ès lois et 3 en décrets ; si ce nombre n'était pas atteint, et seulement alors, on pouvait admettre des docteurs étrangers dans la confrérie. (Statuts de Guy Etienne, 7 janvier 1426, § 1.) (1). Le nombre minimum des docteurs avignonnais, exigé dans le collège, varia et Galeot du Roure ne permit l'entrée des docteurs étrangers dans la corporation, que quand le nombre de ses membres serait inférieur à 12, et s'ils y consentaient. (Statuts de 1503, § 43.)

Le nouveau membre du collège devrait payer 2 florins de Florence (statuts de 1375, § 5) ; plus tard, le droit fut de 4 francs (statuts de 1441, § 16) ; enfin il fut fixé à 1 écu d'or par le statut sans date (2).

Une fois admis, le nouveau confrère bénéficiait d'une partie des droits d'examen versés par les candidats, soit qu'il cédât sa chaire pour quelques instants au nouveau bachelier, soit qu'il présentât ou qu'il examinât le futur licencié ou le candidat docteur. (Statut concernant les droits d'examen ; 1389 § 1.) (3).

A sa mort, la confrérie accompagnait avec des flambeaux son corps à l'église et à la sépulture, moyennant le paiement d'un écu d'or par la famille. (D. 10.)

Ce collège était plus qu'un syndicat professionnel,

1. Fournier, *Statuts*, n° 1300.

2. Fournier, *Statuts*, n° 1256 et 1334. *Inventaire*, D. 10.

3. Fournier, *Statuts*, n° 1267.

il constituait en fait l'organe essentiel de l'Université. Il élisait le primicier, l'assistait dans toutes ses décisions et surveillait sa gestion, traitait des affaires les plus importantes et rédigeait les statuts de toutes les Facultés ; pas un conflit ne s'élevait, qui ne lui fût soumis ; il était la seule assemblée du *studium* et concentrait tous les pouvoirs que détenaient dans les autres Universités le *consilium rectoris* et la *congregatio generalis Universitatis*.

Pie II voulut mettre un frein à sa tyrannie, en réorganisant le *studium Avenionense* sur le modèle des Universités démocratiques ; sa bulle ne fut jamais appliquée et le *Collegium* continua, comme par devant, à être le chef incontesté de nos quatre Facultés.

La confrérie de Saint-Sébastien. — Une corporation, de caractère essentiellement charitable et religieux, appelée confrérie de Saint-Sébastien, réunissait tous les étudiants en droit d'Avignon ; cette société de secours mutuels engloba par la suite les autres Facultés et comprenait, en 1484 au plus tard, tous les écoliers du *studium*.

Contrairement à la coutume des autres Universités, les étudiants d'Avignon ne s'étaient pas groupés en un syndicat de défense professionnelle, capable de faire valoir ses droits, de lutter contre les exigences des chefs de l'école et d'intervenir par son contrôle dans la gestion du *studium*. Leur confrérie fut au contraire inspirée par l'autorité ecclésiastique, qui vit là « pour elle le moyen de s'ingérer dans les affai-

res des étudiants et d'adoucir à certains égards leurs habitudes et leurs mœurs » (1).

Le préambule des statuts expose sa raison d'être : c'est une réaction contre la paresse et l'épicurisme, contre les plaisirs corporels et les fêtes scandaleuses de la jeunesse scolaire ; Dieu, s'écrie l'auteur des statuts, vous a punis en frappant la ville d'une épidémie qui a ravagé le *studium* et l'a rendu presque désert ; il faut maintenant réagir et obtenir son pardon par une vie exemplaire.

Cette importante association religieuse et charitable existait peut être à l'origine du *studium* ; mais ses premiers statuts ne datent cependant que de 1441 ; ils nous apprennent, dans leur préambule, que des seigneurs ecclésiastiques auxquels s'étaient joints plus de deux cents étudiants, formèrent entre eux et à la louange de Saint-Sébastien une confrérie, qu'approuva le cardinal de Foix, et lui donnèrent des statuts (2).

1. Fournier, *Une corporation d'étudiants en droit en 1441*, p. 21.

2. Marcel Fournier a publié le texte intégral de ces statuts dans la *Revue Historique* de 1887, sous le titre : *Une corporation d'étudiants en droit en 1441*. Leur lecture, rendue déjà difficile par l'obscurité du texte, est devenue presque impossible dans la *Nouvelle Revue Historique*, tant y abondent les fautes de paléographie ou d'impression ; nous avons relevé, dans la seule page 32, vingt-quatre fautes ou omissions ! Fournier nous a donné une édition de ces statuts beaucoup plus exacte, mais moins étendue, dans le tome II de son *Cartulaire*,

La confrérie avait pour siège le couvent des Frères Prêcheurs et pour chefs un prieur et douze conseillers élus annuellement, tous étudiants (§ 1). Ils étaient élus par le prieur et les conseillers sortants, à concurrence seulement de huit conseillers nouveaux, quatre des anciens conservant leurs pouvoirs. Les nouveaux élus juraient « *officium suum bene et legaliter sine aliqua fraude exercere* » (§ 2) ; ils recevaient alors pleins pouvoirs et administraient à leur guise (§ 3).

Le prieur entrant en charge devait prêter serment (§ 20) ; il ne pouvait abandonner sa charge ou s'absenter sans y être autorisé par les conseillers, qui nommaient alors à sa place un régent (§ 6).

Des douze *conseillers* élus, quatre étaient pris parmi les sortants ; il n'y avait donc que huit conseillers nouveaux. Les conseillers sortant de charge, répartissaient les pouvoirs entre les nouveaux élus : deux d'entre eux (*collectores*) étaient chargés de percevoir les cotisations des confrères et des novices (§ 1) ; ils devaient fournir caution (chap. IX), ainsi que les quatre autres conseillers (*distributores* et *provisores*) affectés à la juste répartition des sommes perçues ; enfin deux autres (*ordinatores*) devaient décider sur le cérémonial et le protocole de la confrérie (§ 1).

aux n^{os} 1332, 1334, 1345, 1363, 1380, 1410, 1411, 1421, § 41.

Cependant nos renvois reportent au texte de la *Revue Historique*, le seul complet malgré ses imperfections.

Ils prêtaient serment au début de leur gestion (§ 18), et rendaient les comptes aux prieur et conseillers nouveaux, quand leur mandat était expiré (§ 4).

Un conseiller ne pouvait s'absenter sans en faire connaître au prieur et aux autres membres du conseil, et sans en obtenir l'autorisation (chap. V).

La confrérie avait encore d'autres fonctionnaires : les deux *promotores*, pris sans doute aussi parmi les conseillers, dont le rôle se rapprochait de celui du *bedellus generalis* ; ils convoquaient les membres de la confrérie pour les assemblées et les funérailles ; chacun d'eux recevait 2 florins (§ 5).

Les *camerarii* enfin, étaient affectés au service du prieur et des conseillers, et prêtaient serment (§ 19).

Les autres membres de la confrérie étaient novices ou confrères.

A Avignon, comme dans les autres *studia*, on appelait *novice* ou *bejaunus*, l'étudiant qui n'avait pas encore accompli le temps exigé pour être confrère ; son sort n'était pas enviable : les brimades, les corvées, les plaisanteries les plus osées, rien ne lui était épargné. Après ce temps d'épreuve, qui durait au moins un an, on lui accordait la « *purgatio sue infectionis* » et il pouvait dès lors « *venerabile nomen studentis vindicare* » (chap. II). Cette *purgatio* ou *receptio bejaunorum* était la cérémonie d'entrée dans la confrérie et l'admission au rang de confrère ; on faisait payer la bienvenue au nouveau

et on le recevait solennellement ; mais cet usage tourna au ridicule et devint vite un abus (1).

Le béjaune devait prêter serment et payer 6 gros pour être admis dans la confrérie ; les étudiants pauvres étaient exempts de cette cotisation ; les nobles et les privilégiés nantis de bénéfices payaient un marc d'or en sus des 6 gros (chap. II).

La perception de ces cotisations devait s'effectuer avec difficulté, car l'auteur des statuts ajoute quelques prescriptions de morale, des plus curieuses et fort intéressantes pour la connaissance des mœurs, à l'effet de faire délier plus promptement les cordons des bourses des confrères : Au lieu d'employer votre argent en des dérèglements condamnables, dit-il aux étudiants qu'il morigène, payez régulièrement et d'un cœur joyeux le faible tribut que nous exigeons de vous ; assurez le salut de vos âmes et n'offensez plus Dieu dans vos festins abominables ; ou, si vous tenez malgré tout à dépenser votre argent en repas fastueux, faites-le avec modération et ne manquez pas d'y inviter le prieur de la confrérie ; et ne fréquentez pas les courtisanes sous peine de ressembler plutôt à des bêtes fauves qu'à des confrères ! (Ch. II.)

Reçu *confrère*, l'étudiant jurait d'assister à toutes les cérémonies religieuses de la confrérie (processions, messe solennelle de Saint-Sébastien, messes des dimanches) (§ 7 et 8 et chap. III) ; d'assister aux

1. Achard, *Les chefs des plaisirs, la Basoche et l'Abbé de la Jeunesse*.

obsèques des confrères défunts, faites aux frais de la confrérie pour les indigents, et à la messe pour le repos de leur âme ; de prier pour eux, même s'ils sont morts hors Avignon (§ 10 et 11 et chap. IV) ; de visiter les confrères malades et de les exhorter à mourir en bons chrétiens (§ 12) ; de conserver enfin des relations cordiales avec les autres confrères.

Le prieur était chargé de prendre des mesures contre ceux qui auraient commis quelque délit (§ 9 et 15) ; celui qui refuserait de se réconcilier avec un confrère ou qui persisterait dans ses fautes, devait être réprimandé et puni, puis chassé de la confrérie s'il ne s'amendait pas. Au contraire, il devait être porté secours au confrère qu'une personne étrangère à la corporation molesterait, tout en prenant soin de ne pas entraver le cours de la justice qui accuserait ou emprisonnerait un membre de la confrérie (§ 16.)

La cotisation des confrères était de 3 gros payables chaque année la veille de Saint-Sébastien, sous peine de la confiscation des livres (ch. II). Les mauvais payeurs devaient être réprimandés, puis expulsés (§ 13 et 14).

Rien ne fait mieux connaître le caractère de la confrérie, que les détails eux-mêmes de son organisation, tel que nous les trouvons dans ses statuts et tels que nous avons tâché de les analyser le plus consciencieusement possible. Ils nous montrent une organisation forte et hiérarchisée, ayant à sa tête des chefs élus par cooptation, et non par leurs subordon-

nés, chargés de faire respecter des règles qui ne portent nulle atteinte au caractère aristocratique de notre Université, mais qui ont simplement pour origine et pour but des conceptions religieuses et humanitaires.

CHAPITRE III

Les Collèges d'Avignon

Les étudiants pauvres ne pouvaient pas vivre dans Avignon comme leurs camarades plus fortunés : ceux-ci se livraient aux plaisirs et aux vaines dépenses, ceux-là n'avaient même pas l'argent nécessaire pour payer le logeur. Ces jeunes gens malheureux auraient été écartés des études par la misère, si l'initiative privée n'était venue à leur secours en fondant des collèges ; l'Université recevait parfois des dons en argent, en livres, en terres ou en maisons, mais les particuliers aimaient mieux encore exercer plus efficacement leur générosité à la création de ces établissements auxquels leur souvenir restait attaché pour toujours.

Les collèges du moyen âge n'avaient rien de commun avec nos établissements actuels d'instruction, et n'étaient ni des lycées ni des séminaires. Ils étaient constitués par la réunion d'un petit nombre d'étudiants, une vingtaine quelquefois, souvent moins,

rarement plus, vivant à l'aide de ressources affectées à leur entretien par quelque généreux donateur, dans un local spécial où ils trouvaient le gîte et la nourriture, des vêtements et des livres.

Dirigés par un recteur élu, ces étudiants obéissaient à ses prescriptions et aux règles d'une discipline parfaite, fixées par les statuts ; leur vie était simple et saine : levés dès l'aube, ils travaillaient toute la journée, sauf le temps nécessaire aux repas et à un juste repos ; ils suivaient les cours de l'Université, qu'ils revoyaient ensuite au collège, sous la surveillance du recteur et avec l'aide de professeurs-répétiteurs attachés à leur service.

Sauf leurs sorties indispensables pour se rendre aux *auditoria*, les collégiés n'en devaient faire aucune autre dans la ville sans juste motif et permission expresse du recteur ; d'ailleurs, des portes épaisses et de hauts murs s'interposaient entre leur désir d'émancipation et la rue.

Nous verrons plus loin comment ces mœurs simples et propices au travail firent place à la paresse, à la dépravation et à l'incontinence.

Toutes les Universités médiévales ont eu leurs collèges :

A Paris, dès 1180, Joce de Londres fonda le collège des Dix-Huit, et Robert Sorbon, sous Louis XI, celui de la Sorbonne pour les pauvres maîtres ès arts, aspirant au doctorat en théologie (1). De 1280 à 1356,

1. Langlois, *Les Universités au moyen âge*, p. 814.

23 collèges furent créés ; c'étaient les collèges d'Har-court et d'Arras, c'était le grand collège du cardinal Le Moine, qui abritait 100 étudiants ; celui de Navarre, aussi connu, qui en hospitalisait 70 ; celui de Montaigu, célèbre par son austère réforme qui mit ses capètes au pain et à l'eau ; combien d'autres existaient aussi, fondations importantes et durables ou modestes logements pour un petit nombre de boursiers, Bayeux, Presles, Narbonne, Cornouailles, Saint-Martin du Mont, Tréguier, Bourgogne, Tours, Lisieux, Autun, Hubant, Mignon, Cambrai, Saint-Michel, Hautefeuille, Boncour, Tournai, Justice, qui rappellent un pays, une ville ou un fondateur ! Et plus de dix autres encore, fondés entre 1356 et 1500, vinrent ajouter leurs noms à cette liste déjà longue (1).

Si *Orléans*, pour des raisons inconnues, n'avait pas de collèges d'étudiants pauvres, *Angers* en avait 3 au x^v^e siècle : le collège de Fougères pour 4 écoliers, celui de la Fromagerie pour 4 aussi, celui de Bueil pour 8 (2).

A *Toulouse*, 4 collèges remontaient au xiii^e siècle, ceux de Vital-Galtier, de Grandselve, de Bolbonne, de Moissac ; 8 nouveaux étaient fondés au xiv^e, Montlezun, Verdale, Bérenger, Narbonne, Saint-Martial, qui fut le plus important, Périgord, Maguelonne et Sainte-Catherine ; trois autres s'ajou-

1. Le Clerc, *Discours sur l'état des lettres...* p. 243.

2. Fournier, *Histoire de la science du Droit*, p. 176.

tèrent encore au ^{xv}^e, Saint-Raymond, Mirepoix et Foix (1).

Montpellier eut plusieurs collèges qui contribuèrent au succès de son Université ; outre les 3 collèges créés au ^{xiii}^e siècle par les Dominicains, les Cisterciens et les Franciscains (Valmagne), 2 furent fondés au ^{xiv}^e, par Urbain V, ceux de Saint-Benoît et de Mende, ou des Douze-Médecins ; un autre, Saint-Ruf, le fut par son frère Anglic ; l'évêque Trigard fonda celui de Pezenas, Jean Brugère et Jean du Vergier, celui de la Chapelle Neuve ou du Vergier (2).

De 1379 à 1500, huit collèges abritant plus de 100 écoliers, tant laïques que religieux, vinrent s'unir à l'Université d'*Avignon*. Presque tous hospitalisèrent des étudiants en droit, soit exclusivement, soit avec d'autres écoliers ; c'est, au ^{xiv}^e siècle, le collège Saint-Martial ; au ^{xv}^e, ceux d'Annecy, de Saint-Michel, du Roure, de Jugon et de Sénanque ; au ^{xvi}^e, celui de la Croix. Seul le collège de Notre-Dame de la Pitié, fondé en 1491, n'admit que des étudiants ès arts ou en théologie.

Nous n'allons pas exposer dans leurs détails la création, l'organisation et le fonctionnement des 8 collèges d'*Avignon* ; l'absence de documents rendrait le travail presque impossible pour certains d'entre eux ; d'ailleurs chaque collège ne constituait

1. Fournier, *Histoire de la Science du Droit*, p. 233 et 234.

2. Fournier, *Histoire de la Science du Droit*, p. 478.

pas un type à part, et l'étude d'un seul fera connaître la constitution générale des autres.

Le grand nombre des documents qui le concernent, les influences politiques qui se sont agitées autour de sa création, l'importance de ses revenus, ses écoliers tous étudiants en droit, la longueur de son existence et sa fusion avec le collège du Roure, nous ont décidé à choisir comme type le collège Saint-Nicolas d'Annecy.

A. — *Le Collège Saint-Nicolas d'Annecy*

1^o *Histoire du collège jusqu'à la bulle de Sixte IV* (1422-1482. — Le cardinal de Brogny, évêque d'Ostie et vice-chancelier (1), fonda à Avignon le collège Saint-Nicolas d'Annecy, ou de Genève, dit le Grand Collège.

Il avait obtenu de Jean XXIII, le 27 mars 1414, l'autorisation de tester, et quelques années après, le 22 août 1422, il écrivait ses dernières volontés. Rien dans cet acte ne dénote chez le cardinal l'intention de fonder un collège ; mais deux codicilles postérieurs, le premier daté de Tibur, 24 juillet 1424, le

1. Le cardinal Jean Alarmet, dit d'Embroniae ou de Brogny, avait été un simple pâtre avant d'arriver aux plus hautes dignités de l'Eglise. Nommé évêque de Viviers, puis cardinal sous le nom de cardinal de Viviers, pourvu enfin de l'évêché d'Ostie par Benoît XIII, il devint vice-chancelier de l'église romaine et archevêque d'Arles. Il décéda à Rome en 1426, et son corps fut transporté à Genève.

second de Rome, 24 septembre 1425, apportèrent des modifications à ses premières dispositions testamentaires et furent comme l'acte de naissance du collège (1).

Dans le premier codicille, le cardinal déclare ériger sa maison sise à Avignon, et qui avait appartenue avant lui à Pierre Fabri, évêque de Riez, en un collège pour 24 pauvres écoliers en droit canon et civil, tous assez instruits déjà pour comprendre l'enseignement du droit, et recrutés comme suit : 8 d'entre eux devront être du diocèse de Genève, et par préférence du bourg d'Annecy ; 8 autres, du Duché de Savoie ; le dernier tiers sera fourni par les diocèses de Vienne et d'Arles.

A ce collège, qu'il place sous le vocable d'Annecy ou de Genève et de Saint-Nicolas, qui y aura sa chapelle, le cardinal affecte :

1° Tous les biens composant sa bibliothèque à Avignon, qui seront mis à la disposition des écoliers ;

2° Sa maison ;

3° Tous les droits, biens, actions et créances qu'il a à Florence. Plus, les créances qu'il a sur la Chambre Apostolique et sur sa nièce Pyronete, à laquelle il a avancé les 4.000 florins de sa dot. Plus les droits qu'il a sur le château du Thor et le diocèse d'Avignon ;

4° En remerciement des services qu'il lui avait

1. Fournier, *Statuts*, n^{os} 1295-1296-1299.

rendus, Jean XXIII avait concédé au cardinal les revenus d'une d'année de tous ses biens, à sa mort ; Brogny donne à son collègue la moitié de ces revenus ;

5° Il lui donne encore les 3.000 ducats qu'il prêta au roi Louis II de Sicile et les 1.000 *franchi* payés à Jean le Meingre, dit Boucicaut, maréchal de France et seigneur de Bollène, au nom du marquis de Saluces et pour la dot de sa fille Constance.

Le montant de toutes ces créances devait être employé à l'achat d'une maison, s'il y avait lieu d'agrandir et d'embellir le collège et la chapelle Saint-Nicolas.

Le cardinal charge le collège des docteurs, les évêques de Monteux et de Vaison, le dizénier de Saint-Pierre et deux autres docteurs, de déterminer le *modus vivendi* des collégiés, sur le modèle des collèges de Paris et de Toulouse. Au cas où les prescriptions précédentes ne seraient pas observées, le collège devrait être transféré à Montpellier, sous l'égide du roi de France et de son Parlement.

Le cardinal se réserve la nomination des écoliers, sa vie durant ; à sa mort, il leur donne le droit d'élire eux-mêmes, avec le concours de leur recteur, les nouveaux collégiés qui devront occuper les places laissées libres, et dans le mois de la vacance.

Le second codicille, écrit à Rome un an plus tard, n'apporta à celui de 1424 que quelques modifications de détail : la première concerne les exécuteurs testamentaires ; seront *executores principales* les cardinaux de Venise, de Saint-Marc et de Saint-Eusta-

che ; sous leurs ordres agirent sept autres exécuteurs, leurs mandataires. La seconde modification fixe l'ordre dans lequel les prescriptions devront être suivies : construire d'abord un bel édifice pour agrandir l'église Sainte-Marie d'Annecy, et installer le collège ; exécuter ensuite les autres volontés du testateur, dans la mesure des forces de la succession.

Le cardinal mourut en 1426 et Martin V eut, le premier, à s'occuper du collège naissant. Il y avait alors à Avignon un couvent des moines de Saint-Benoît, dépendant du monastère de Saint-André-les-Avignon et qu'on appelait le couvent des Fours ; toutes charges déduites, les revenus du couvent ne dépassaient pas 20 livres et les 4 moines qu'il abritait ne parvenaient pas à vivre convenablement avec si peu.

Les exécuteurs testamentaires du cardinal virent dans ce couvent un local propice à l'installation du collège (la maison léguée par de Brogny étant sans doute insuffisante) ; ils demandèrent au pape la concession de cet immeuble et, par voie de conséquence, le transfert des moines dans un autre monastère de leur ordre ; par bulle du 23 janvier 1427, Martin V fit droit à cette requête et unit en outre au collège le prieuré de Bollène, à perpétuité (1).

Ils commencèrent alors leurs opérations ; l'inventaire général des livres laissés par le cardinal fut dressé le 5 mars 1427, ainsi que celui des objets

1. Fournier, *Statuts*, n° 1301.

mobiliers. Le cardinal vivait au milieu d'un grand luxe, à en croire la liste des objets dépendant de sa succession et donnés par les exécuteurs testamentaires en cadeau au camérier, à l'évêque de Montauban, à Henry de Saconay, aux évêques de Vaison, de Conserans, à Antoine Virronis et au prévôt de Riez, « consistant en coupes d'argent doré et émaillé, aiguïères d'argent doré, draps blancs d'Amiens brodés de rayons solaires, tasses d'argent doré à petits pieds, plats d'argent doré, écuelles d'argent, tapis de chypre, gobelets d'argent, nappes, poinchiers (monchadours... » (1).

La bibliothèque, riche de 171 ouvrages, était composée surtout de livres de droit ; outre les textes anciens, *Digestum Vetus et Digestum Novum*, *Infortiatum*, *Codex*, *Instituta*, *Decretum et Decretalia*, chacun en plusieurs exemplaires, elle contenait les Sommes de Geoffroy, d'Azon, de Roland, de Placentin, d'Hostius, les leçons et les commentaires de Barthole, de Paul, de Pierre Jacob, de Roffredus, d'Isidore, de Bohyc, de Balde, de Pierre de Braco et d'autres jurisconsultes encore (2).

C'était un fonds très riche, pour une époque où les manuscrits coûtaient si cher.

A cette bibliothèque, qui devenait la propriété du collège, s'ajoutèrent plus tard les livres laissés à Saint-Nicolas par l'évêque de Marseille ; la preuve

1. *Inventaire*, série D, n° 204.

2. Fournier, *Statuts*, n° 1302.

en découle de ce procès que les collégiés intentèrent le 14 mars 1442 aux héritiers de l'évêque, en délivrance du legs. S'ajoutèrent encore ceux que légua le frère Régalis et d'autres anciens collégiés (1).

Les premiers statuts du collège furent dressés par Gérard, évêque de Conserans, que Martin V nomma commissaire, et publiés par Antoine Vuron, exécuteur testamentaire délégué de l'évêque, et par Louis de Frassengis, dizenier, docteur ès décrets, le 20 octobre 1430 (2).

L'exécution des dispositions testamentaires du cardinal n'allait pas sans difficultés ; le couvent des Fours, que Martin V avait uni au collège, devait être insuffisant pour abriter les écoliers et le personnel ; car nous trouvons, du 17 février 1431, un acte d'échange de directes féodales entre la mense épiscopale d'Avignon et les exécuteurs testamentaires du cardinal, par lequel la mense abandonnait moyennant échange, la directe sur une maison de noble Albert de Crudat, sise rue de la Masse, et achetée 800 florins pour y faire les logements des collégiés de Saint-Nicolas (3). Le 29 septembre 1436, le collège adressait une protestation à Thomas de Bourgogne, prévôt de l'Isle et exécuteur testamentaire du fondateur, contre sa négligence à faire achever le collège afin de pouvoir y loger les collégiés (4).

1. Fournier, *Statuts*, nos 1335 et 1390 et Fournier. *Les Bibliothèques de l'Université...*

2. Fournier, *Statuts*, n° 1308.

3. *Inventaire*, série D, n° 206,

4. Fournier, *Statuts*, n° 1320.

Après la maison d'Albert de Crudat, on acheta encore une maison de Pierre de Sade, pour l'agrandissement du collège, le 9 juin 1440, une autre maison au chapitre d'Arles, le 20 février 1445, et une autre à Raymond de Sade, le 29 mai 1445 (1). Avec la maison du fondateur et le couvent des Fours, les collégiés devaient être grandement logés.

Non seulement les exécuteurs ne montraient pas le zèle que leur avait imposé le cardinal, mais encore ils ne respectaient pas les volontés les plus claires du testateur sur le nombre et la répartition des collégiés ; le cardinal de Brogny voulait 8 collégiés du diocèse de Genève, 8 de Savoie, et 8 des diocèses de Vienne et d'Arles, en tout 24 ; Martin V chargea l'évêque Gérald, le 17 janvier 1441, de modifier cette distribution et de ne plus attribuer que 4 places au diocèse de Genève, 4 à celui de Savoie, de conserver les 8 places des diocèses d'Arles et de Vienne, et d'en affecter 12 aux autres provinces à choisir parmi les plus capables de fournir des élèves dignes d'intérêt ; les places laissées vacantes par le départ des collégiés en fin d'études ou pour toute autre cause, devaient être occupées par des étudiants que désignerait l'évêque d'Avignon.

Vingt-huit collégiés au lieu de 24, élection des nouveaux par l'évêque et non par leurs camarades, telles étaient les deux modifications apportées au testament par ordre de Martin V, que confirma Eugène IV

1. Fournier, *Statuts*, n° 1330.

(bulle du 11 mars 1441) (1) ; elles étaient empruntées au système du collège Saint-Martial de Toulouse.

Le 15 décembre 1441, le collège paraissait prêt enfin à fonctionner et les exécuteurs testamentaires lui donnaient son premier recteur, Hippolyte Giraud, bachelier ès lois, en même temps qu'ils recevaient 19 collégiés, en grande pompe, dans la chapelle du collège (2).

C'est alors que se firent entendre les plaintes et les protestations des diocèses de Genève et de Savoie, lésés par Martin V, dont la réforme enlevait 4 collégiés à chacun d'eux. Ils s'adressèrent au concile de Bâle qui, le 21 août 1446, chargea les habitants d'Avignon, d'Orange et de Grenoble de s'enquérir de la situation du collège d'Annecy et de rétablir l'organisation première de ce collège, telle que l'avait décidée son fondateur (3).

Ces protestations ne furent pas vaines, car le 2 avril 1447, par sa bulle de Florence, Eugène IV fit droit à la requête du duc de Savoie et des habitants du diocèse de Genève, en déléguant les archevêques de Besançon et de Vienne au maintien des volontés dernières du cardinal Jean, qu'il déclara vouloir faire observer inflexiblement. Et son successeur Nicolas V, sur la requête des collégiés demandant au pape

1. Fournier, *Statuts*, n° 1311.

2. Fournier, *Statuts*, nos 1313-1314.

3. Fournier, *Statuts*, n° 1319.

l'achèvement et la publication des statuts que Gérard n'avait pu terminer et publier complètement avant sa mort, chargea Guillaume de Blégier, licencié ès décrets, sacriste de l'église de Vaison, de dresser ces statuts en corrigeant et en simplifiant ceux de Gérard (bulle du 24 juillet 1447).

Leur texte, très complet, fut publié dans l'année, et nous en retrouverons plus loin les dispositions (1).

Une cour abbatiale avait été jointe au collège et un de ses membres, abbé et collégié, en rédigea les statuts, vers 1450 (2).

Mais les statuts du collège ne devaient pas plus être observés, que les volontés du testateur n'étaient destinées à être exécutées. Trente-quatre ans s'étaient à peine écoulés depuis la seconde rédaction des statuts par Guillaume de Blégier, qu'une décision d'Ange de Géraldinis, évêque de Lissa, éleva de 24 à 36 le nombre des écoliers à admettre dans le collège, et réforma ses statuts (décision du 28 juillet 1481) (3).

Amédée, duc de Savoie, écrivit sur-le-champ au légat, aux consuls et aux habitants d'Avignon, pour les engager à respecter les volontés du cardinal, et à conserver intactes ses prescriptions relatives au collège et à ses étudiants dont il se déclarait le protecteur.

Moins heureuses qu'en 1436, les protestations du

1. Fournier, *Statuts*, n° 1337.

2. Fournier, *Statuts*, n° 1343.

3. Fournier, *Statuts*, n° 1386.

duc furent implicitement repoussées par Sixte IV, dans sa bulle du 6 mai 1482 qui confirme la fondation du collège d'Annecy et la réformation de ses statuts par l'évêque de Lissa (1).

2° *Organisation intérieure du collège*. — (Statuts de 1447 et de 1481.) Le collège Saint-Nicolas d'Annecy se composait du collège proprement dit et de la cour abbatiale ; son organisation fut réglée par les premiers statuts de l'évêque de Conserans, Gérald (1430), par les statuts nouveaux de Guillaume de Blégier (1447) et par les statuts réformés d'Ange de Géraldinis (1482) (2). Nous empruntons aux statuts de 1447, les plus importants et les plus complets, les règles de l'organisation du collège proprement dit ; aux statuts d'Antoine Agarni, de 1450, celles de la cour abbatiale.

Statuts de 1447. — A la tête du collège est un recteur, « nécessaire à sa direction comme le gouvernail au navire », disent les statuts. Pris parmi les collégiés ecclésiastiques ou laïques, il est élu par eux le premier dimanche de mai, chaque année, à la majorité des membres présents ; il doit entrer en charge dans les huit jours qui suivent son élection, sous peine d'être exclu du collège pour toujours, prêter serment et procéder à l'inventaire de tous les biens du collège.

Il a toute liberté de payer et de recevoir, d'admi-

1. Fournier, *Statuts*, n° 1388.

2. Fournier, *Statuts*, nos 1308-1339-1386.

nistrer à sa guise le patrimoine du collège, sauf à prendre conseil pour les cas délicats de deux de ses membres, l'un laïque et l'autre ecclésiastique. Le 1^{er} avril, il doit faire connaître au collège ce qu'il possède en blé, vin, fruits, argent, créances et dettes.

A la fin de son année de charge, il peut être réélu s'il y consent, mais sans qu'on puisse l'obliger à conserver ses pouvoirs (§ 14).

Il a un certain pouvoir de surveillance et de juridiction sur tous les collégiés, qu'il peut condamner sommairement et sans procédure : il peut même en exclure du collège, avec l'assentiment de la majeure partie des membres, à condition de ne pas franchir les limites tracées par les statuts (§ 15 et 37).

A sa sortie de charge, il doit rendre ses comptes au nouveau recteur et aux collégiés (§ 16) (1).

Chaque année, le jour de l'élection du recteur, deux collégiés étudiants, l'un en droit canon, l'autre en droit civil, sont élus juges ; ils sont chargés de surveiller le recteur et de s'assurer à la fois s'il respecte les statuts et s'il les fait observer. Ils peuvent, en cas de nécessité, convoquer le collège sans l'assentiment du recteur, pour décider sur sa gestion et la suspendre s'il y a lieu (§ 17).

Les collégiés sont au nombre de 24 et répartis

1. Depuis le premier recteur, qui fut Hippolyte Giraud, élu le 15 décembre 1432, nous avons la liste à peu près complète de ceux qui lui succédèrent, jusqu'en 1456, dans l'*Inventaire*, série D, n° 206.

en trois groupes quant à leur origine, conformément à la volonté du cardinal ; 4 d'entre eux sont prêtres habitués, chargés d'assurer le service religieux (*presbiteri perpetui*) § 1. Les 24 premiers collégiés (et les statuts ordonnent de ne jamais dépasser ce nombre, § 36), ont été choisis par les exécuteurs testamentaires ; mais à chaque vacance qui se produit dans l'établissement, le nouveau collégié est élu par ses futurs collègues dans le mois de la vacance, et choisi « *de persona docibili et bene apta ad ipsos facultates capescendas, non religiosa tamen nec conjugata, vite laudabilis et conversationis honeste, bene morigenata et alios idonea* ». Les conditions exigées pour l'admission sont donc l'aptitude au travail, la bonne réputation et l'absence de liens religieux ou matrimoniaux (§ 1).

Sitôt élu à la majorité des collégiés présents, le nouveau membre est présenté au recteur, qui l'admet et inscrit son nom sur un registre (§ 1 et 32) ; il prête serment d'obéissance et de fidélité au recteur et aux statuts, et de dévouement à ses collègues (§ 1).

Nous avons vu que les personnes entrées en religion et celles qui étaient mariées ne pouvaient être admises au nombre des collégiés ; de plus, tout membre admis déjà, qui entrait en religion ou contractait mariage même par simples paroles de futur, est immédiatement exclu du collège et on pourvoit aussitôt à son remplacement (§ 18).

Si le collégié ne peut conserver sa place pour ces raisons, il ne peut non plus la céder pour de l'ar-

gent : s'il veut s'en aller, qu'il le fasse gratis et spontanément, faute de quoi le prix de sa cession sera saisi et affecté aux besoins du collège (§ 19).

Le collégié doit se consacrer uniquement à ses études ; s'il obtient un bénéfice ecclésiastique qui lui assure des ressources, il doit, dans les deux mois céder sa place à d'autres moins heureux (§ 21) ; il en est de même de celui qui accepte un emploi civil ou religieux (§ 22).

On ne peut promettre ou assigner des locaux aux nouveaux venus avant qu'ils soient vacants (§ 20).

La discipline est assez rigoureuse ; non seulement il n'est pas permis de quitter Avignon sans permission expresse et plus de trois fois l'an (§ 23), mais encore il est interdit de sortir la nuit dans la ville, sans l'autorisation du recteur qui détient les clefs, sous peine d'exclusion (§ 25).

A l'intérieur du collège, l'emploi du temps est réglé minutieusement, non seulement pour les offices divins et les exercices religieux (§ 2 à 13 et 25), mais aussi pour les repas, pris en commun et à heure fixe (§ 25).

En dehors des cours de l'Université, qu'ils doivent suivre, les collégiés font dans l'établissement des exercices et des *disputationes* : chaque samedi, un bachelier ou un simple écolier, désigné par le recteur, lit une Décrétale ou une loi dans la salle d'étude du collège, après en avoir fait l'annonce deux jours auparavant, et en présence de tous les collégiés tenus d'y assister, sauf permission expresse du rec-

teur ; chacun des étudiants présents donne un ou deux arguments et le lecteur désigné doit les réfuter. Ceux qui ne suivent pas à la lettre ce statut sont punis d'une amende variant de 2 gros à 2 *patas* (§ 27).

Après avoir étudié et fréquenté les cours de droit civil ou canon pendant cinq ans, le collégé est tenu de prendre son grade de bachelier ; sitôt après, il doit lire pendant cinq autres années, au bout desquelles il subit l'*examen privatum* pour obtenir la licence ; si cependant il ne se croit pas apte à le subir au bout de ce temps, il lui est accordé encore deux ans pour se préparer et s'y présenter. Après ces dix ou douze ans, suivant les cas, s'il n'est pas licencié on prononce son exclusion du collège ; et si, après avoir obtenu la licence dans l'une des deux Facultés de droit, il désire subir l'examen dans l'autre, deux autres années lui sont encore accordées. Ce nouveau délai expiré et la nouvelle licence obtenue, l'étudiant doit quitter le collège, à moins qu'il ne veuille préparer le doctorat, auquel cas il peut vivre encore dans la maison, avec un *famulus*, pendant deux ans au cours desquels il fera ses *lecturæ*.

Personne, en dehors des candidats docteurs, ne peut entretenir au collège un *famulus*, même de ses deniers, sans l'expresse autorisation du recteur et de la majorité des collégiés.

Des délais de séjour au collège, sont défalqués : pour le recteur, le temps de son rectorat ; pour les

collégiés, les périodes pendant lesquelles le collège chôme (peste ou autre cas de force majeure).

La durée des absences autorisées par le recteur doit être notée par lui sur son livre (§ 24).

Comme les étudiants libres, les collégiés font librement choix du docteur dont ils suivent les leçons et doivent assister à toutes les cérémonies du *studium* (§ 26).

Les livres ordinaires, utiles aux étudiants pour leurs travaux, sont fournis par le collège, avec prière de ne pas les vendre sans autorisation du recteur (§ 32).

Enfin ces statuts, soigneusement enfermés dans le coffre du trésor du collège, doivent en être tirés par le recteur quatre fois l'an, pour en faire la lecture solennelle en présence de tous (§ 42).

Statuts de 1481. — Une grave modification fut apportée aux statuts de 1447 par l'évêque Ange de Géraldinis, désigné à cet effet par Sixte IV. Dans ces statuts réformés de 1481, l'évêque porta à 36 le nombre des écoliers du collège, naguère encore fixé à 24, et justifia cette augmentation par l'accroissement des revenus du collège : avec ces 12 écoliers en plus, dit-il, et toutes dépenses payées, le collège aura un boni annuel de 400 florins, grâce à ses revenus qui ont passé de 900 à 1500 florins, et aux sérieuses économies qu'il fait sur les congés des collégiés, dont un quart au moins est toujours absent ; de ces 12 collégiés nouveaux, 5 seront fournis par Avignon, 2 seront pris dans le comté

de Genève, 2 autres dans le Duché de Savoie ; la province d'Arles en enverra 2, celle de Vienne 1 ; le recteur et les collégiés nommeront en remplacement des 12 écoliers supplémentaires, dont la première liste est fournie par les statuts ; si plus tard les ressources du collège s'épuisent au point de ne pouvoir suffire au bon entretien des 36 écoliers, les 12 nouveaux devront se contenter de leurs ressources personnelles, jusqu'au nouvel accroissement des revenus du collège ; au lieu d'un marc d'argent, qu'on exigeait auparavant des nouveaux écoliers, les 12 collégiés supplémentaires payeront 16 florins 8 gros ; le collège aura ainsi 200 florins qu'il devra affecter à la construction de nouveaux logements.

La réforme de Géraldinis ne porta pas seulement sur le nombre des étudiants, elle atteignit aussi la durée des études réduite de douze à dix années continues de séjour au collège ; les 4 prêtres habitués durent faire leur licence, sous peine d'expulsion ; ceux d'entre les étudiants qui continuèrent à vivre aux frais du collège sans prendre leur licence (et il y en eut qui se firent héberger pendant dix-neuf ans, nous dit Géraldinis !) furent expulsés.

La Cour abbatiale. — Annexée au collège de Saint-Nicolas était une cour abbatiale, composée de moines et de novices, et soumise à des statuts qui furent rédigées vers 1450 par son abbé, Antoine Agarni, collégié de Saint-Nicolas.

Ces statuts sont trop brefs et peu explicites :

après avoir réglé, en cinq paragraphes, la police de l'église, l'abbé Agarni fixe les jours de réunion de la cour, divise ses moines en *provecti* et *bejauni*, c'est-à-dire en anciens et en novices, et les soumet à la juridiction de cette cour, érigée en tribunal pour juger principalement les fautes commises par les béjaunes à l'égard des moines plus anciens (1).

La cour abbatiale se recrutait-elle parmi les collégiés ? Les monachi *provecti* et *bejauni* étaient-ils constitués par les étudiants ecclésiastiques, ou au contraire la cour était-elle formée et vivait-elle à côté mais en dehors du collège ? N'y avait-il pas un lien entre elle et l'ancienne communauté des Fours, dépossédée de son immeuble par le collège naissant ?

Nous posons ces questions sans qu'il nous soit possible d'y répondre ; peut-être la découverte d'un document viendra-t-elle plus tard éclaircir les choses et nous faire sortir du domaine de l'hypothèse ; mais avec l'unique texte de 1450, il est seulement possible de dire avec certitude que la cour abbatiale était constituée par un groupe de moines ayant à leur tête un abbé choisi parmi les collégiés de Saint-Nicolas, et qu'elle avait un caractère à la fois religieux et judiciaire.

3° *Les revenus du collège.* — Comme l'indique expressément l'évêque Géraldinis, dans le préambule de ses statuts, le collège Saint-Nicolas avait de gros revenus, s'élevant à 1.500 florins. Il possédait

1. Fournier, *Statuts*, n° 1343.

d'abord les biens à lui légués par le cardinal fondateur et énumérés dans son codicille, savoir : 1° toutes ses créances, celle de 3.000 ducats sur le roi de Sicile, celle de 1.000 *franchi* sur le marquis de Saluces, celle de la moitié des revenus d'une année sur les biens du pape Jean XXIII, à sa mort, celles enfin sur la Chambre Apostolique et sur sa nièce Pyronète pour sa dot.

Peut-être les débiteurs s'exécutèrent, peut-être non, nous ne saurions le dire ; mais le collège éprouva certainement des difficultés à faire effectuer les paiements, et nous le voyons par requête du 27 août 1447, réclamer à Louis II de Sicile le versement des 3.000 ducats prêtés (1).

2° « Le grand palais, avec tours, dudit cardinal, avec ses jardins et dépendances, estimé 1.500 livres tournois » (2) ; le prieuré de Batino, de l'ordre de Saint-Augustin, au diocèse de Genève, reçut de Clément VII par Jean de Brogny, le 6 août 1386 ; et le prieuré de Notre-Dame du Plan (*Beatae Mariæ de Plano*), au terroir de Montdragon, que Benoît XIII avait donné au cardinal le 11 août 1397 (3).

Le collège possédait ensuite « plusieurs maisons achetées par les exécuteurs testamentaires, avec les deniers de la succession, pour l'ampliation dudit collège, 600 livres tournois ; le grand jardin dudit

1. Fournier, *Statuts*, n° 1338.

2. Foras. *Notes et documents sur le grand collège... de Saint-Nicolas d'Annecy*, p. 85.

3. *Inventaire*, série D. n° 203.

collège, estimé 1.000 livres. Des cens annuels avec domaine direct, achetés des fonds de la succession retirés de Florence, au capital de 1.800 livres tournois ; des domaines directs rendant en lods et droits, dont quelques-uns indivis avec le chapitre de Saint-Agricol d'Avignon et les Célestins dudit lieu, au capital de 3.170 livres tournois.

Le château de Bollène, récupéré des mains des hérétiques, avec les deniers du collège..., 1.000 livres. Enfin plusieurs autres biens et droits... » (1).

Les archives sont pleines d'actes de ventes et d'achats, d'obligations et de reconnaissances faits et passés au profit du collège, de 1430 à 1500. Et le nombre des reconnaissances emphythéotiques, déjà considérable aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, ne cesse de croître jusqu'en 1750 ; les actes se retrouvent par centaines (2).

Le collège avait reçu en outre, des papes, le convent des Fours et le prieuré de Bollène. Ce prieuré, dont l'histoire est tout entière conservée aux Archives de Vaucluse, depuis Clovis II (650) jusqu'à nos jours, avait été uni au collège par bulle de Martin V, du 23 janvier 1427, et l'année suivante l'évêque de Vaison, Hugues, administrateur de l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux, faisait l'union au collège du prieuré de Bauzon et de la chapellerie de la Mirable fondée dans l'église de Bollène (3). Le collège

1. Foras, Notes et documents sur le grand collège... d'An-necy, p. 85 et 86.

2. *Inventaire*, série D. n^{os} 206, 210 et 248, n^{os} 211 et suiv.

3. *Inventaire*, série D, n^o 219.

s'engageait à hospitaliser toujours deux collégiés de Bollène ; le prévôt de Carpentras, délégué du collège, prenait possession du prieuré (1), en 1428.

Le concile de Bâle, les papes Eugène IV et Nicolas V confirmèrent cette union ; Calixte III la confirma aussi, avec celles des coseigneuries de Bazou, de Barry, et de Cabrières, appartenant audit prieuré ; enfin Pie II et le légat d'Avignon firent comme leurs prédécesseurs (bulles et lettres de 1436, 1458, 1487) (2).

Le prieuré de Bollène donna lieu à de très nombreuses transactions entre le collège, le Comtat, le roi de France, les consuls de Bollène et les Boucicaud, seigneurs du lieu (3).

Le collège avait obtenu aussi des droits sur le péage à sel et sur le port de Rognonas (4).

Les particuliers n'oubliaient pas le collège ; l'évêque de Marseille lui léguait ses livres en 1442 ; maître Pons de Rida, docteur en droit canon et maître majeur de l'église de Narbonne, lui laissait 6 florins pour que son corps fut accompagné par les collégiés, et 100 florins pour la fondation d'une messe anniversaire dans la chapelle Saint-Nicolas en 1451, A. Comitès, par son testament de 1481, donnait au collège 25 florins de rente ; enfin le frère Régalis lui

1. Fournier, *Statuts*, nos 1304, 1305.

2. Fournier, *Statuts*, nos 1318, 1356, 1358, 1395, et *Inventaire*, série D., n° 220.

3. *Inventaire*, série D. nos 221 et suivants.

4. *Inventaire*, série D. n° 201.

abandonnait tous ses livres, en compensation des deux anniversaires qu'il fondait au collège (1).

4° *Le collège après 1481 ; son caractère.* — D'aussi importants revenus suffisaient, et au delà, à l'entretien des collégiés même depuis l'augmentation de leur nombre par Ange de Géraldinis : aussi le collège prospéra-t-il et fut-il florissant jusqu'au commencement du xv^e siècle ; dans le livre des comptes d'un recteur, en 1630, nous trouvons encore les noms de 22 collégiés. Mais peu à peu, « soit pour le nombre, soit pour la qualité des collégiés, des altérations et des abus très graves s'étaient introduits dans notre collège » (1) ; meublé et renté pour des pauvres, reçut-il plus tard des hôtes payants, comme cela eut lieu dans les collèges de Paris ? Nous ne pouvons pas plus le dire pour notre collège que pour les autres d'Avignon. Mais il y eut certainement des irrégularités dans sa gestion et les prescriptions de ses statuts n'étaient plus observées, puisque leur refonte fut jugée nécessaire ; Urbain VIII l'ordonna, vers 1630, et confia ce soin à la Sacrée Congrégation *de propaganda fide*, qui voulut donner au collège le caractère exclusivement ecclésiastique ; mais le Sénat de Savoie, qui n'avait jamais cessé de protester contre les atteintes portées à la volonté du fondateur et aux droits des collégiés, s'éleva contre la prétention de

1. Fournier, *Statuts*, n^{os} 1335, 1347, 1384, 1390.

2. Foras. *Notes et documents sur le grand collège... d'Anancy*, p. 92, note.

la Congrégation et exigea que les étudiants laïques fussent admis au collège comme ils l'avaient été jusqu'alors.

Le Sénat et la Congrégation plaidèrent interminablement, à Rome d'abord, puis devant le Parlement de Toulouse. Le transfert du collège, d'Avignon à Montpellier, avait été demandé en conformité du testament de Brogny et pour inexécution de ses clauses, et l'autorisation avait été même accordée, quand les deux parties transigèrent, ce qui maintint le collège à Avignon. Quelques années après, le 3 des ides de mai 1709, une bulle de Clément XI unissait le collège du Roure à celui d'Annecy (1).

Caractère. — Dès le début de son histoire, une contestation juridique s'éleva sur le caractère de la fondation du collège d'Annecy : avait-il été fondé spécialement pour des prêtres, ou pouvait-il recevoir des étudiants laïques ?

On disait, en faveur de la première opinion, que les fonds affectés à l'entretien du collège étaient de nature ecclésiastique (donations faites au cardinal par des papes, créances sur la Chambre apostolique, prieurés et leurs revenus), que les collégiés devaient être pris parmi les ordres mendiants, et qu'ils devaient par conséquent tous être ecclésiastiques et porter l'habit ecclésiastique.

Les partisans de la seconde s'élevaient contre cette

1. Foras. *Notes et documents sur le grand collège... d'Annecy*, p. 92, note.

interprétation des volontés du testateur. Ils disaient : les fonds que Jean de Brogny a donnés au collège sont de nature patrimoniale et l'union des prieurés ne peut suffire à changer le caractère de la fondation ; les termes mêmes du testament, qui porte : *jure civili et canonici*, et non : *vel canonici*, et l'état d'esprit du testateur prouvent bien que la fondation est faite non pour des moines mendiants, mais pour des pauvres, pour des paysans comme le fut Brogny ; enfin le *modus vivendi* lui-même, établi par le fondateur selon les statuts des collèges de Paris et du collège Saint-Martial de Toulouse, où les élèves en droit ne sont point uniquement ecclésiastiques ni astreints à porter l'habit ecclésiastique, démontre péremptoirement que le cardinal n'a pas voulu fonder un collège pontifical (1).

Cette discussion, qui paraissait close à l'avantage de l'opinion la plus libérale, s'ouvrit à nouveau au xvii^e siècle, entre le Sénat de Savoie et la Sacrée Congrégation de la Propagation de la Foi, comme nous l'avons déjà indiqué ; elle donna lieu à deux longs procès ; sans que nous sachions si la question fut définitivement tranchée dans l'un ou l'autre sens.

1. Foras. *Notes et documents sur le grand collège... d'Annecy*, p. 87 à 91.

B. — *Le Collège Saint-Martial*

Le plus ancien des collèges d'Avignon fut celui de Saint-Martial, fondé avec l'autorisation de Clément VII par Jacques de Causans, abbé de Cluny, le 21 avril 1379, pour les moines de l'Ordre (1).

Déjà le cardinal Andruinus, ancien abbé du monastère de Cluny, avait eu l'intention de fonder à Avignon un couvent de *monachi nigri*, où 12 moines auraient été affectés aux services divins, et 12 autres à l'étude du droit canon ; à cet effet, il avait acquis une maison et des jardins pour le logement des moines, et il avait affecté des prieurés (entre autres celui du Pont-de-Sorgues) et d'autres bénéfices à leur entretien : « *Andruinus abbas, qui dein in sacrum Cardinalium collegium adlectus est, eam sibi et successoribus domum acquisierat per commutationem atque ære proprio attinentes hortos cæmerat* (2).

Andruinus affectait aussi au collège un palais qui lui avait été donné par Urbain V, palais *quod tunc appellabatur Regis Majoricæ*, à charge de payer une pension annuelle de 12 deniers ; c'était le palais de l'abbé lui-même, nous apprend Bertet.

1. Fournier, *Statuts*, n° 1260.

2. P. Bertet, *Historia chronologica... collegii sancti Martialis Avenionensis*. Introduction.

Les projets du cardinal n'ayant pas été exécutés, Jacob de Caussans, abbé de Cluny, les reprit et demanda au pape l'autorisation d'ériger la maison d'Andruinus en un monastère de l'ordre, sous le vocable de Saint-Martial, d'y affecter 12 moines pour servir Dieu et 12 autres pour étudier le droit canon, d'y construire une église avec son clocher, un cimetière et des logements pour les moines, d'affecter enfin à ce nouveau couvent, pour qu'il puisse fonctionner, un revenu annuel de 1.000 florins d'or (2).

Tous ces précédents sont rappelés dans la bulle du 21 avril 1379, par laquelle Clément VII fait droit à la requête de l'abbé de Cluny, le charge de bénir et de consacrer le couvent, et d'en rédiger les statuts avec le concours de l'archevêque d'Arles Pierre de Cros.

Le 13 décembre de la même année, les prieurés de Connaux, Tain, Piolenc et Grisac étaient unis au collège, qui reçut ses statuts quelques jours plus tard, le 26 décembre. (L'union des prieurés sera confirmée par bulle de Clément VII, du 22 septembre 1380.)

Les statuts du collège Saint-Martial se rapprochent beaucoup, dans leurs grandes lignes, de ceux du collège d'Annecy; cependant le recteur n'est plus

1. Un autre collège Saint-Martial avait été fondé à Toulouse, en 1359, pour 20 étudiants en droit et 4 chapelains, par le pape Innocent VI, qui avait été professeur de droit canon et qui fonda la Faculté de Théologie de Bologne.

élu par les collégiés, mais choisi par l'abbé de Cluny parmi les membres de l'ordre ; il doit être d'âge mûr, docteur ou licencié, et il reçoit les pouvoirs très étendus que détiennent les prieurs des autres couvents de Cluny.

Un frère profès de l'ordre, bachelier et âgé de vingt-cinq ans au moins, lui est adjoint et le remplace s'il s'absente ; on l'appelle procureur.

Si des difficultés s'élèvent sur les droits du couvent le recteur doit convoquer les *seniores* et les *patroni causarum* du monastère, qui sont chargés de les résoudre (§ 24) ; ces patrons doivent être pris parmi les jurisconsultes d'Avignon et reçoivent un salaire de 6 florins l'an.

Bertet, dans son *Histoire chronologique des recteurs du collège Saint-Martial*, appelle indistinctement le recteur : *rector*, *administrator gymnasii*, ou *procurator collegii*, et cependant nous venons de voir que le procureur se distinguait du recteur, qu'il assistait. Nous pensons que l'épithète de procureur n'a été donnée au recteur qu'assez tard, au moment où il montrait des velléités d'indépendance que l'abbé de Cluny cherchait à réduire ; ce mot même de *procurator* indique bien le lien d'obéissance et comme de vassalité qui rattachait le recteur à l'abbé son supérieur.

De 1464 à 1476, fut créé un *superior*, qui surveillait la gestion des recteurs annuels ; mais de ces recteurs, annuels en principe, les uns ne restèrent à la tête du collège que quelques mois, d'autres conservè-

rent leurs charges pendant de longues années (1).

Les statuts contiennent de longues prescriptions relatives à l'église, aux messes, au rôle du sacristain, des desservants et des étudiants dans les offices (§§ 3 à 8).

Des moines du collège, les uns étaient cloîtrés, les autres étudiants ; pour être admis dans le cloître au rang des douze moines *claustrales dicati cultui divino*, il suffisait d'être musicien et de bonnes mœurs ; ceux qui voulaient être du nombre des douze moines *religiosi studentes* devaient être versés dans la grammaire ; naturellement, les seuls moines de Cluny pouvaient briguer ces places, et ils devaient être pauvres.

Ne nous attardons pas sur le serment, sur les bons rapports à avoir entre confrères, le menu des repas et leur police ; d'excellentes mesures d'hygiène rendaient presque inutile l'intervention du médecin, qui touchait, pour soins donnés aux collégiés, le maigre salaire annuel de 6 florins ; c'était aussi celui du barbier de l'établissement. Les prescriptions de police intérieure et extérieure étaient encore plus sévères pour les collégiés de Saint-Martial que pour ceux de Saint-Nicolas, et les punitions plus dures ; mais elles n'apprennent rien de nouveau sur leur vie (2).

1. Tous ces détails sur les recteurs ressortent de la liste chronologique des abbés de Cluny et des recteurs du collège Saint-Martial, dressée par le P. Bertet dans son *Histoire*.

2. On trouve des renseignements détaillés sur ce point dans Bardinet. *Universitatis Avenionensis*, p. 66.

Les collégiés candidats docteurs, qui pouvaient vivre douze ans et plus au collège d'Annecy, n'étaient hébergés à Saint-Martial que pendant sept ans (§ 12), l'abbé de Causans considérant que ce temps suffisait pour arriver au doctorat.

Les cours de l'Université étaient suivis par les moines de Cluny et ils faisaient des *repetitiones* dans le collège.

Chaque moine étudiant avait sa chambre ; les cloîtres étaient dans un dortoir, mais devaient coucher seul à seul ; une surveillance active était exercée sur le sommeil des collégiés par le recteur ou le vice-recteur (§ 23).

Un chapitre, assemblé trois fois par semaine, jugeait les infractions commises par les moines.

Le collège avait des domestiques.

Les statuts de 1379 furent complétés par l'abbé de Causans entre 1380 et 1390, puis par un inconnu le 7 janvier 1398, sans qu'il ait été ajouté rien d'important aux règles primitives (1).

Malgré les sévérités de sa règle, malgré la surveillance exercée par l'abbé de Cluny, le collège Saint-Martial ne tarda pas à perdre la tranquillité si nécessaire aux longues études ; ses recteurs, grisés par leurs pouvoirs et par les revenus du collège dont ils avaient la gestion, augmentaient leur fortune au détriment des étudiants et s'en excusaient

1. Fournier. *Statuts*, n° 1264 et 1272.

auprès d'eux par une trop grande tolérance ; l'argent nécessaire à l'entretien des moines disparaissait, les statuts devenaient lettre morte et le collège périlait ; il fallait faire un exemple : le 17 novembre 1419, frère Robert, maître de l'ordre de Cluny, révoqua Guy de la Brosse, procureur du collège ; et, le 18, il donna commission à Alziac de Falcone, prieur du collège, et à Jean de Font, pour administrer le collège, avec tous les pouvoirs du procureur (1).

Après cette révocation, le collège dut se ressaisir ; il songea même à faire construire une autre église et l'Université lui demanda l'autorisation d'installer sa bibliothèque dans l'ancienne chapelle, ce qu'accorda Eudes, abbé de Cluny (2).

Mais la mauvaise administration de ses recteurs devait l'entraîner à la ruine ; en 1447, un recteur fut déposé ; en 1483, un autre, Nicolas de Messiac, le fut aussi ; un troisième, Rossatus, aussi rusé qu'avare, se maintint au rectorat pendant trente ans, malgré l'abbé de Cluny ; c'est à peine s'il gardait six ou sept étudiants au collège, et encore les privait-il même de livres ; il usurpait les biens de la communauté, faisait couper les bois et vendre comme siens,

1. Fournier. *Statuts*, nos 1292 et 1293.

2. Fournier, *Statuts*, n° 1303. Cette bibliothèque était celle que le Cardinal Amédée de Saluces, ancien étudiant à Avignon, avait légué à l'Université, par son testament du 21 juin 1419. À partir de 1445, le livre des comptes des primiciers fait mention chaque année d'un salaire payé au sacriste de Saint-Martial, pour la garde de la bibliothèque. Cette précieuse bibliothèque, dont les ouvrages, richement reliés par des Juifs, étaient attachés avec des chaînes de fer, s'enrichit

laissait s'écrouler les bâtiments confiés à sa garde et introduisait des femmes dans le collège, la nuit, « au grand dam des maris et pour le plus fâcheux exemple des étudiants » (1).

Sous la direction d'un tel chef, les collégiés ne tardèrent pas à oublier les statuts et la discipline ; ils vécurent à leur guise, désertant les cours et promenant à travers la ville leur paresse et leurs mœurs dépravées.

De nouvelles mesures de rigueur furent prises alors : Léon X ordonna, en 1514, de refuser toute nourriture à ceux des collégiés qui n'assisteraient pas aux leçons de l'Université ; en 1540, on donna l'ordre d'expulser de la communauté ceux qui auraient par trois fois frappé un frère ou noctambulé par la ville, qui auraient volé ou introduit dans le collège des femmes de mauvaises mœurs. A quel degré devait être alors la perversion et la dépravation des étudiants, pour qu'on crût nécessaire de prendre pareilles mesures !

En 1601, Claude Laurent créait trois places nouvelles de collégiés, ce qui portait leur nombre à 15, et affectait des ressources à leur entretien (2). Mais

encore de dons nombreux et d'achats : elle se composait principalement de livres de droit.

Fournier, *Les bibliothèques de l'Université et des collèges d'Avignon*, p. 76.

Inventaire, série D., n° 1, folios 15 et 19, nos 133 et 134.

1. Fournier, *Statuts*, n° 1336, et Bordinet, *Universitatis Avenionensis...*, p. 68 et 69.

2. Bordinet. *Universitatis Avenionensis...*, p. 74, note.

cette fondation ne fut pas suffisante pour donner une impulsion nouvelle au collège ; le recteur refusait d'obéir aux ordres de l'abbé de Cluny son supérieur, prétextant que le rectorat était un *titulus beneficii* ; on avait même, si nous en croyons le P. Bertet, fabriqué de faux statuts présentés comme émanant de Jacob de Causans et de Jean de Cros, pour prouver que le collège « *fundatum fuisse in titulum beneficii* ». En 1688, le P. Bertet était obligé d'écrire son *Historia chronologica rectorum seu administratorum collegii Sancti Martialis*, dans laquelle il démontrait que le rectorat de ce collège n'avait jamais été un *titulus beneficii*, ce qui serait contraire à la règle de l'ordre de Cluny, mais au contraire toujours une simple *administratio revocabilis ad nutum* par les abbés de Cluny (*Introduction à l'Histoire chronologique*).

Au moment où écrivait le P. Bertet, le collège Saint-Martial avait été déjà relevé par Dom de Simiane de la Coste, nommé recteur en 1640, qui consacra son intelligence et ses ressources à rendre à l'établissement sa splendeur passée. Mais le succès obtenu par Dom de la Coste ne fut que provisoire ; les revenus du collège diminuaient avec le temps, à mesure que sa mense s'augmentait de l'union de nouveaux prieurés (Saint-Etienne des Sorts, Malmoisson, Taillefeu, Sauzet) et de legs aussi nombreux qu'importants ; cette contradiction apparente s'expliquait cependant par ce fait que l'abbé réunissait directement à Cluny tous les biens du collège, et ne donnait

aux étudiants, en compensation, qu'une pension annuelle bien inférieure aux revenus dont ils auraient dû jouir. C'était là un premier élément de décadence.

Un événement, très grave pour les Bénédictins, allait introduire dans le collège un nouveau ferment de trouble : en 1631 le cardinal de Richelieu, abbé commendataire de Cluny, avait fait venir de Lorraine des religieux qui devaient réformer les maisons de l'Ordre, en y apportant une règle moins sévère que celle de Saint-Benoît ; on les appelait les *mitigés*, par opposition aux moines de Cluny, nommés *religieux de la stricte observance*.

Sur les protestations des Bénédictins de Saint-Martial, le cardinal de Richelieu n'avait pas exécuté son projet ; mais le cardinal de Bouillon, et son successeur le cardinal d'Auvergne, tous deux abbés commendataires, réussirent à introduire des mitigés au collège ; ce fut un nouvel élément de décadence, car « les démêlés de la mitige avec l'étroite observance avaient refroidi et troublé les études ». (1).

Le collège des Jésuites, fondé à Avignon en 1564, qui avait toutes les faveurs universitaires et qui drainait les élèves des autres établissements d'enseignement, fut l'ultime cause qui contribua à faire un désert de la maison de Saint-Martial ; et sip lus tard, en 1769, les Jésuites ayant été obligés de quitter

1. Abbé Clément. *Le Monastère. — Collège de Saint-Martial d'Avignon*, p. 253.

Nos renseignements sur la fin du collège sont empruntés à cet ouvrage.

Avignon, le conseil de ville chargea les Bénédictins de Saint-Martial de les remplacer dans la direction de leur grand collège, ce renouveau fut de courte durée ; le conseil de ville eut à se plaindre de la gestion des moines de Cluny et mit à leur place des Doctrinaires, en 1781.

Les Bénédictins de Saint-Martial disparurent alors pour toujours.

C. — *Le collège Saint-Michel*

C'est encore aux étudiants en droit que fut destiné le troisième collège fondé à Avignon ; par son testament du 8 avril 1453, Jean Isnard, d'Aix, docteur ès-lois (1), affecta tous ses biens, sauf quelques legs particuliers, à la fondation d'un collège sous le vocable de Saint-Michel, pour six étudiants en droit civil, avec deux prêtres habitués ; il chargea ses amis, qu'il désigne dans l'acte, d'exécuter ses dernières volontés ; et tous les hauts personnages, depuis le pape jusqu'aux syndics de la ville, de les faire respecter, de protéger aussi et défendre le nouveau collège.

Les exécuteurs testamentaires reçurent les pouvoirs les plus larges, à condition seulement de faire de ce collège non seulement un hospice, mais encore une maison d'enseignement pour écoliers pauvres.

1. Jean Isnard était le fils d'Antoine, secrétaire de Louis comte de Provence et roi de Jérusalem ; il avait épousé Guillemette, fille d'Henri Richard, marchand d'Avignon, et s'était établi dans cette dernière ville.

Isnard prit enfin ses dispositions pour le cas où le pape s'opposerait à l'exécution de son legs universel (1).

A la mort de Jean Isnard, les exécuteurs testamentaires prirent d'abord quelques dispositions d'urgence, qu'approuva le Cardinal de Foix, légat du pape à Avignon, par lettre du 1^{er} juin 1454 (2), et firent choix, dans la rue des Laboureurs, paroisse de Saint-Didier, de la maison destinée au collège, qu'ils payèrent 300 florins.

Puis ils dressèrent les statuts du collège, le 6 février 1456, et élirent les six premiers collégiés.

Voici, d'après ces statuts, quel était le caractère général du collège (3) :

Des six collégiés pauvres, deux sont prêtres, quatre laïques ; un prêtre et deux laïques sont originaires du Comtat et de la province de Forcalquier, l'autre prêtre et les deux derniers laïques sont choisis librement, dans une province quelconque. Ils ne doivent pas être impubères, ni grossiers, ni bâtards, ni mariés même par simples paroles de futur ; ils ne peuvent jouir d'un titre de religieux séculier, d'un bénéfice ou d'un patrimoine dont le revenu atteint 40 florins. Ce sont en somme toujours les mêmes conditions pour tous les collèves : pour être admis, il faut ne pas avoir les ressources nécessaires à la vie de l'étudiant libre.

1. Fournier, *Statuts*, n° 1349.

2. Fournier, *Statuts*, n° 1351.

3. Fournier, *Statuts*, n° 1354.

Elu par ses collègues, le nouveau collégié qui n'est pas bachelier peut vivre dans le collège pendant huit ans s'il est prêtre, sept s'il est laïque ; déjà bachelier, il n'a droit qu'à cinq ans de séjour, sauf le cas de force majeure.

Il porte l'austère robe réglementaire, noire, longue, fermée et sans ceinture, avec un capuchon ; il vit frugalement dans le collège, et décemment à l'extérieur.

Les prescriptions d'hygiène, de morale et de discipline, sont empruntées aux statuts des précédents collèges, sans être cependant aussi minutieuses et aussi sévères.

Deux chapelains sont adjoints aux six étudiants, pour les offices religieux.

Quel est le chef de ce collège ? A-t-il son *rector* ou est-il directement surveillé et dirigé par l'Université ou par l'Eglise ? Les statuts sont muets et nous n'aurions pu formuler qu'une hypothèse, si le procès-verbal complet qu'ont dressés les exécuteurs testamentaires à l'expiration de leurs pouvoirs ne nous était parvenu ; dans cet acte, après avoir fixé les revenus affectés au collège, les exécuteurs donnent les noms des six premiers collégiés, puis nomment pour un an Claude Minhot, prêtre, « *in rectorem et gubernatorem dicti collegii* » ; le collège a donc un recteur annuel, qui est sans doute élu par les collégiés, comme ceux-ci élisent leurs remplaçants.

Les collégiés ont à leur disposition les livres de la bibliothèque de Jean Isnard. Cette bibliothèque, pour être moins importante que celle du cardinal

de Brogny, contenait cependant un nombre d'ouvrages de droit considérable pour l'époque ; l'inventaire de 1459 porte 164 numéros. A côté des ouvrages de droit sont des livres de médecine, d'astrologie et de théologie, des œuvres littéraires (Virgile, Juvénal, Ovide, Aristote) et d'histoire. Comme la plupart des livres de droit étaient en plusieurs exemplaires et que beaucoup d'autres volumes n'étaient d'aucun service pour les études des collégiés, les exécuteurs testamentaires en vendirent beaucoup et achetèrent, sur le produit de la vente, la maison collégiale de la rue des Laboureurs ; ces livres furent bien vendus, à n'en croire que le prix de 240 florins payé par un marchand florentin pour un vieux Digeste et un Justinien, et celui de 16 florins que versa Dragonet de Merle, licencié ès lois, pour prix d'un exemplaire des Décrétales. (1)

Nous savons que le collège possédait d'abord la maison de la rue des Laboureurs, deux vignes franches, une terre franche à Avignon, d'autres terres franches à Saint-Saturnin, ensuite une pension annuelle de 120 florins et une autre de 50 florins versée en échange d'un capital de 1.000 florins, enfin quelques autres biens laissés par Jean Isnard et dont nous ignorons le détail. Ce n'étaient pas là de gros revenus.

Leurs fonctions terminées, les douze exécuteurs testamentaires de Jean Isnard dressèrent, le 27 février 1457, le procès-verbal de clôture de leurs opé-

1. L'inventaire de cette bibliothèque est aux *Archives départementales*, série D, n° 321.

ractions, dans lequel nous avons trouvé l'énumération des biens du collège et la preuve de l'existence d'un recteur (1).

Mais ils n'avaient pas, pour cela seul, reçu décharge et quitus ; Jean Isnard avait bien par avance dispensé ses amis de toute reddition de comptes, mais ceux-ci trouvèrent plus régulier de fournir la preuve de leur bonne gestion et ils adressèrent au cardinal de Foix, le 20 octobre 1459, le procès-verbal et l'inventaire, en le priant de nommer des vérificateurs des comptes. Jean, évêque d'Orange, fut nommé à cet effet et leur donna décharge (2).

Quelques années plus tard, le 6 novembre 1486, l'architecte Antoine Oviedo, originaire de Craus, au diocèse de Clermont, mais habitant Avignon, fonda une place de collégié à Saint-Michel (3).

L'histoire du collège Saint-Michel dut être moins fertile en incidents que celle des collèges d'Annecy et Saint-Martial ; aux xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles, de nombreux actes nous prouvent l'heureuse fortune du collège : ce sont des directes féodales, des pensions, constitutions, reconnaissances emphytéotiques, des acquisitions de maisons, vignes, vergers et autres terres à Avignon, des ventes et des accords nombreux passés avec des particuliers (4).

Les ressources du collège se sont donc accrues

1. Fournier, *Statuts*, n° 1355.

2. Fournier, *Statuts*, n° 1359.

3. Fournier, *Statuts*, n° 1394.

4. *Inventaire*, série D., nos 329, 330, 331, 333 à 336.

avec le temps ; mais ont-elles suffi à le maintenir prospère jusqu'à la fin de l'Université, ou au contraire, insuffisantes, l'ont-elles obligé à fusionner avec un autre établissement ou même à disparaître ? Nous ne saurions le dire.

D. — *Le Collège du Roure.*

Julien de la Rovère, cardinal du titre de Saint-Pierre-aux-Liens, évêque d'Avignon, vicaire général et légat du pape en cette ville, s'était toujours intéressé aux choses de l'Université qu'il ne cessa de protéger efficacement, même après son élévation au pontificat.

Celui qui devait être le pape Jules II créa à Avignon, le 22 août 1476, un collège pour trente-six pauvres étudiants en droit civil et canon, qu'il nomma collège de Saint-Pierre-aux-Liens, et qu'on appela plus ordinairement : de la Rovère, ou du Roure.

Il choisit à cet effet un local rue de la Masse, dans la paroisse Saint-Agricol, pour le logement de ses « *trigenta sex scholarium inibi in scientiis seu facultatibus canonica et civili erudiendorum et studere debentium* » et pour une chapelle au service de laquelle il affecta quatre chapelains (1).

Il unit au collège le prieuré de Notre-Dame de Nazareth de Valréas, celui de Notre-Dame du Bouchet qui dépendait du monastère d'Aiguebelle et

1. Fournier. *Statuts*, n° 1368.

qui en fut détaché, les châteaux de Bolboton et de Richerenches, acquis par lui de Barthélemy, marquis de Vernesio, auxquels on joindra plus tard, en 1479 et en 1496, les prieurés du Thor et de Villes (1).

Il donna enfin au collège des statuts, qui se rapprochent assez exactement de ceux du collège d'Ancey pour que nous n'ayons qu'à renvoyer à ceux-ci (2).

Sixte IV avait vu d'un œil bienveillant cette fondation, qu'il approuva ainsi que les unions de prieurés ; bien plus, il prit le collège spécialement sous sa protection, l'exempta de tous impôts et enleva à la juridiction paroissiale les causes du recteur, des écoliers et de tout le personnel de l'Université, qu'il se réserva (3) (bulle du 20 juillet 1477).

Le 6 mai 1481, il lui attribua tous les livres de la bibliothèque des papes ; « nous avons, dit-il, dans le palais, quantité de livres de théologie, de droit et d'autres sciences que la poussière recouvre et que les vers dévorent ; ils ne servent pas et risquent de périr complètement ; mais comme ils peuvent être de quelque utilité aux collégiés du Roure, nous ordonnons de les transporter dans leur maison, à condition qu'ils en donnent un reçu et qu'ils promettent de les entourer de soins (4). »

1. Fournier. *Statuts*, nos 1369 et 1370. *Inventaire*, série D, nos 264, 269, 270.

2. Fournier. *Statuts*, n° 1372.

3. Fournier. *Statuts*, n° 1374.

4. Fournier. *Statuts*, n° 1383.

Ce n'était pas là un mince cadeau, car la bibliothèque du Palais des papes, formée et incessamment enrichie depuis 1316, était arrivée à être des plus complètes.

« L'inventaire d'Urbain V, de mai 1369, donne 2105 volumes, chiffre énorme pour l'époque, puisque l'inventaire de la bibliothèque de Charles V, dressée au Louvre par Gilles Mallet, et qui figurait comme étant, en 1376, la plus nombreuse collection séculière qu'il y eut en Europe, ne nous donne que 910 volumes. » (1)

Il est vrai de dire que Benoît XIII, quand il s'enfuit précipitamment d'Avignon le 11 octobre 1403, avait fait transporter sa bibliothèque à son château de Peniscola (2), et que, depuis le retour des papes à Rome, on ne s'était plus occupé des livres abandonnés dans le Palais. Mais, pour être moins riche, cette bibliothèque n'en devait pas moins être restée fort importante, en 1481.

Si nous en croyons Fournier, « il paraît que cette donation ne fut pas exécutée » ; mais, en l'absence d'inventaires des livres du collège, et de tout autre document, nous n'acceptons cette opinion que sous toutes réserves (3).

Le 8 juillet 1497, Julien de la Rovère accorda de nouveaux avantages à son collège, par un statut

1. M. Faucon. *La librairie des papes d'Avignon*, p. 66.

2. M. Faucon. *La librairie des papes d'Avignon*. Introduction, p. XVIII.

3. Fournier. *Les bibliothèques de l'Université*, p. 76.

soumettant à l'examen le prieur du Roure qui voudrait prendre ses grades, mais l'affranchissant de la majeure partie des droits (1).

Déjà, le 15 mai 1486, Sixte IV avait exempté ce recteur du paiement, à sa sortie de charge, des droits afférents aux examens de doctorat (2).

Les points de ressemblance entre l'organisation du collège du Roure et celle d'Annecy étaient si nombreux, que ces deux fondations devaient fatalement se rapprocher et s'unir. Une autre raison encore plus sérieuse intervint pour légitimer cette fusion ; si nous voyons les deux collèges virtuellement unis dès 1527, au point que tous les actes qui s'occupent alors d'eux ne les séparent pas, c'est que les revenus importants dont ils disposaient au début et qui suffisaient amplement alors à l'entretien de leurs étudiants, avaient diminué dans des proportions inquiétantes ; c'est aussi que la discipline s'était fortement relâchée, comme nous l'apprennent les paroles bien significatives du légat d'Avignon, Octave Aquaviva : « ... se trouvant à présent les biens et revenus de ces collèges fort détériorer, les fruits desquels, particulièrement du grand (St-Nicolas) ne suffisent pour entretenir les escoliers, la moitié de l'an, de manière que, continuant ce gouvernement, vont tous les jours empirant puisque l'administration

1. Fournier. *Statuts*, n° 1411.

2. *Inventaire*, série D ; n° 264.

demeure ordinairement en mains de jeunes inexperts et estrangers qui attendent seulement s'en profiter et bien souvent avant la fin de l'office, après avoir vendu les fruits et faict la bourse, s'enfuyent, y estant au bout de dix ans, s'en passent à l'aultre et se commettant d'ailleurs des conventions illicites, vendant les places, prenant de l'argent de ceux qui sont présentez par ceux qui sont au bout de finir leur temps... » (1)

Ne croirait-on pas lire à nouveau l'histoire du collège Saint-Martial ? Le cardinal Aquaviva essaya d'une réforme et fit appliquer un nouveau règlement, le 16 novembre 1596.

Mais l'insuccès de ces mesures nouvelles et le long procès du collège Saint-Nicolas d'Annecy contre la congrégation de la Propagation de la Foi, donnèrent à Clément XI l'idée d'unir les maux des deux collèges, pour en faire un bien. Sa bulle de jonction, du 13 mars 1709, confia l'administration du nouveau collège géminé aux prêtres de la Mission ; sous leur direction, le nouvel établissement se prit à revivre, la discipline si relâchée fut relevée par des statuts sévères et le nombre des collégiés, ainsi que les revenus du collège, augmentèrent rapidement. Pour s'en assurer, il suffit de consulter les listes des collégiés et les livres des recettes et dépenses, qui vont jusqu'en 1789, et où les moindres choses sont notées.

1. *Inventaire*, série D, n° 288. Réforme du 16 novembre 1596, préambule.

Les deux collèges d'Annecy et du Roure durent à leur union d'exister jusqu'au jour où l'Université tout entière fut supprimée.

E. — *Collège de Jugon*

Dans la seconde moitié du x^v^e siècle, Avignon vit naître un nouveau collège dont on ne sait que peu de choses ; ses origines sont assez obscures, nous ignorons tout de son organisation intérieure et de son développement, et les archives sont muettes sur sa fin.

L'abbaye des Bénédictins de Montmajour, comme tous les autres couvents de la région, envoyait à l'Université d'Avignon ceux de ses moines qu'elle jugeait aptes à acquérir des grades ; ils y étudiaient la théologie et le droit canon. Mais l'entretien de ces moines étudiants était très onéreux pour le budget de l'abbaye ; elle dépensait pour eux 400 florins chaque année et elle cherchait un mode d'enseignement plus économique ; il n'y en avait qu'un, le collège. C'est pourquoi l'abbé de Montmajour, Philippe, archevêque d'Arles, demanda au pape Sixte IV de bien vouloir autoriser la création de ce collège, en y affectant à la fois un local et des ressources.

Il existait précisément alors à Avignon une œuvre qui avait eu son instant de célébrité, mais qui dépérissait depuis, faute de ressources ; c'était un orphelinat, fondé en 1366 par un certain Jean de Fulhosio, ou Juionus, d'Aurillac, homme très charitable ;

après avoir fait, pour ses orphelins, l'achat d'une maison qui fut bientôt trop petite, Juionus avait transporté ses petits pensionnaires à l'hospice des pauvres de Sainte-Marie-du-Pont-Rompu, et doté son œuvre de deux nouvelles maisons sises Portail-Matheron, d'un cimetière et d'une chapelle où bientôt une statue de la Vierge fit des miracles (1). Mais l'extension de l'orphelinat n'avait pas été proportionnée à ses ressources ; l'œuvre déclina et l'abbé Philippe obtint de Sixte IV son union au monastère de Montmajour (2).

L'abbaye se chargeait de l'entretien des orphelins et obtenait, avec une allocation annuelle de 400 florins, le droit d'installer dans les locaux de l'orphelinat son collège, qui fut appelé de Juion, de Jujon ou de Dijon (bulle de Sixte IV, du 9 septembre 1471) (3).

Mais la ville s'inquiétait de cette incorporation et, le 4 janvier 1476, le Conseil délégua M^e Loïs Meruli, docteur ès droits, et M^e Laurent Thomas, pour informer sur l'union et pour savoir si elle ne dérogeait pas aux conditions de fondation de l'hospice (4).

Nous savons encore seulement, par Cambis-Velleron, que ce collège fut fermé quelque temps, puis ouvert de nouveau en 1551 sous le vocable de Saint-

1. Fournier, *Statuts*, p. 466, note latine de Chantelou.

2. Nous avons déjà parlé de cet orphelinat à propos des locaux de l'Université.

3. Fournier, *Statuts*, n^o 1364.

4. Fournier, *Statuts*, n^o 1365.

Eutrope, pour être fermé enfin définitivement au xvii^e siècle (1). Dans son immeuble s'installa le couvent des religieuses de Saint-Eutrope.

H. — Collège Notre-Dame de la Pitié

Un collège destiné seulement aux théologiens, et appelé Notre-Dame de la Pitié, fut fondé, entre 1491 et 1494, par Barthélemy de Riquetis, professeur de théologie à Avignon.

Ce professeur, « *reverendus pater magister, in sacra theologie eximius professor, ac prior venerabilis conventus Fratrum Predicatorum civitatis Avenionensis* » (2), était très affligé du petit nombre de gens experts en grammaire, en logique, en philosophie, poésie et théologie, et il regrettait qu'on abandonnât ces sciences pour les arts mécaniques et la culture de la terre ; il fit part de ses peines au chapitre du couvent des Frères Prêcheurs d'Avignon, dont il était prieur, et leur annonça qu'il allait porter remède à ce mal en fondant dans le couvent un collège, sous le vocable de Notre-Dame de la Pitié, pour vingt-quatre Frères Prêcheurs novices, qui y recevraient, de trois professeurs très habiles, l'ensei-

1. Bardinet. *Universitatis avenionensis*, p. 76.

2. Fournier, *Statuts*, n° 1399.

Tous les renseignements qui suivent, au sujet de la fondation du collège, sont tirés du long préambule des statuts du collège. Ceux concernant son organisation intérieure, des statuts eux-mêmes.

gnement du *Trivium* et de la théologie, nécessaire à tout religieux qui veut prêcher.

Dès maintenant, nous apercevons dans ce collège un caractère bien marqué, qui le différencie des précédents : on n'exige plus des collégiés qu'ils sachent déjà leurs éléments ; bien au contraire, on les reçoit pour les leur apprendre ; le niveau intellectuel des entrants est moins élevé, ils n'ont pas encore le petit bagage scientifique nécessaire à l'étude du droit, de la médecine ou de la théologie ; c'est l'enseignement des *arts liberales*, et ensuite de la théologie, que Riquetis veut faire donner à ses novices qui ont tout à apprendre.

Le chapitre du couvent accorda à son prieur tout ce qu'il lui demanda ; trois serviteurs furent affectés au service du collège, on décida de restaurer une maison en ruines qui faisait partie du couvent, de l'aménager et d'y bâtir des chambres. Les ressources nécessaires aux collégiés furent tirées des biens personnels de Riquetis et de ceux laissés à son usage par le couvent.

Fort de cette autorisation, le prieur fit donation solennelle et universelle de tous ses biens au nouveau collège, et lui donna des statuts.

Les statuts de B. de Riquetis sont très longs ; mais leurs 78 paragraphes n'offrent rien de nouveau ni de particulièrement intéressant pour l'étude des collèges ; celui de Notre-Dame de la Pitié est dirigé par le prieur du couvent.

Nous y relevons cependant l'intervention de la con-

frérie de Saint-Sébastien ; on y dit que tout collégié devra être présent à l'office de la Vierge, sauf le cas de force majeure ; s'il y manque une ou deux fois, il sera puni d'une amende ; à sa troisième absence, il sera chassé du collège « *per reverendos priores ipsius conventus et confratrie Sancti Sebastiani et alios conservatores ipsius collegii...* » (§ 3, 36, 47, 51).

Le prieur de la confrérie de Saint-Sébastien jouait donc, en 1494, un rôle fort étendu, puisque ses pouvoirs ne s'étendaient plus aux seuls étudiants en droit, mais atteignaient aussi ces étudiants en théologie qui cependant étaient déjà soumis à l'autorité du prieur de leur couvent. Quelle conclusion à en tirer, sinon qu'en 1494 la confrérie avait englobé tous les étudiants, à quelque branche d'enseignement qu'ils appartenissent, laïques ou religieux, et que son prieur avait un droit de juridiction sur tous les écoliers, libres ou collégiés, en concours avec les prieurs des couvents et les recteurs des collèges ?

Par les statuts de 1494, nous connaissons aussi l'origine et la répartition des trois professeurs du collège de Notre-Dame de la Pitié : le premier est un Frère Prêcheur, étranger au couvent, qui enseigne *de moribus* et reçoit un salaire de 12 florins ; le second est aussi un Frère Prêcheur, étranger au couvent ; il enseigne la philosophie, la théologie et l'art de prêcher, et reçoit 10 florins ; le troisième est un prêtre séculier, qui enseigne la grammaire, la logique et *alii primitivi* ; il reçoit 2 florins, un matelas et des draps, deux flambeaux et de l'huile pour les ali-

menter (§ 26). Ces trois professeurs doivent enseigner toujours la seule doctrine de Saint-Thomas d'Aquin (§ 56).

Trois serviteurs, tous prêtres séculiers, ont l'emploi de procureur, de linge et d'économe ; Ils reçoivent chacun 2 florins et des fournitures (§ 27).

Les vingt-quatre novices ne doivent pas avoir, à leur entrée au collège, moins de huit ans et plus de seize (§ 31) ; ils ne reçoivent pas les ordres mineurs avant de connaître les règles élémentaires de grammaire et de subir un examen devant un père ou un frère du couvent (§ 52) ; ils sont promus au sous-diaconat après le second examen de grammaire, au diaconat après celui de logique, à la prêtrise après celui de physique et métaphysique (§ 53, 54, 55).

Au cas d'inexécution de ses volontés, B. de Riquetis déclare révoquer ce qui précède et affecter les ressources à un collège créé hors du couvent, pour 12 prêtres séculiers désireux d'apprendre la théologie (§ 37).

Nos renseignements sur ce collège s'arrêtent là ; il est probable qu'il dut disparaître au ^{xvii}e siècle, comme d'autres.

G. — Le Collège Saint-Bernard de Sénanque

L'exemple de Barthélemy de Riquetis fut suivi peu de temps après par l'abbé du couvent de Sainte-Marie de Sénanque, de l'ordre de Cîteaux, au diocèse de Cavaillon. Cet abbé, Jean Casaleti, était un

« *decretorum doctor famosissimus, qui annis pluribus retroactis in Universitatibus et studiis generalibus publice legit* » (1); il était aussi *magister in artibus*. Les mêmes raisons qui avaient incité le prieur des Frères Prêcheurs à fonder son collège Notre-Dame de la Pitié poussèrent l'abbé de Sénanque à créer celui de Saint-Bernard.

Le 26 avril 1496, Jean Casaleti adressa au pape une supplique, tendant à obtenir l'autorisation de fonder un collège, sous le vocable de Saint-Bernard, pour six écoliers moines Cisterciens, qui y apprendraient le droit canon. Alexandre VI accorda l'autorisation demandée et chargea Julien de la Rovère, en sa qualité de grand pénitencier du pape et de légat d'Avignon, de s'occuper de l'affaire ; De la Rovère, qui aimait particulièrement les écoliers et les études, fit diligence ; par lettre du 10 décembre de la même année, il autorisa Casaleti à fonder son collège, et confirma sa lettre le 3 novembre 1498 (2).

L'abbé Casaleti installa ses six pauvres moines de Cîteaux dans une maison de la paroisse Saint-Agricol, rue Petite-Fusterie, avec chapelle attenante, et leur donna lui-même des statuts; dont voici la teneur (3) :

Les collégiés ont pour chef direct un prieur, choisi

1. Fournier, *Statuts*, n° 1407.

2. Fournier, *Statuts*, n°s 1407, 1409, 1414.

3. Fournier, *Statuts*, n° 1412.

parmi eux et qu'ils élisent chaque année, à la Saint-Bernard (§ 3). Conformément aux règles de l'ordre de Citeaux, ce prieur doit réunir chaque semaine son chapitre, dans le collège, pour juger et punir tous les coupables, après réquisitoire du procureur, et pour récompenser les méritants (§ 11).

Les six pauvres moines doivent être fournis : un par le monastère de Sénanque, un autre par celui de Sainte Marie *Mansiadi*, un troisième par celui de *Camporum Bonorum*, des diocèses de Cavaillon et de Viviers (§ 2) ; Casaleti ne dit rien des trois autres, sans doute pouvaient-ils être pris dans un quelconque des couvents de l'ordre. S'il se trouve dans ces monastères un moine qui ait quelque lien de parenté avec le fondateur, il doit être préféré (§ 2).

Si le grand maître de Citeaux le croit utile et l'autorise, six autres religieux de l'ordre peuvent être logés dans le collège, assez grand pour les recevoir, où ils seront placés sur le même pied que les autres (§ 21).

Chaque religieux doit payer, en entrant, dix florins pour droit de bibliothèque et pour l'entretien du collège (§ 22).

Les études de droit canon au collège ne doivent pas excéder neuf ans (§ 6). Ici, au contraire du collège Notre-Dame de la Pitié, on exige des religieux qu'ils connaissent leurs éléments dès leur entrée, « *quoniam illud collegium non ad audiendum grammaticam, sed jura divina et canonica fundavimus* » (§ 16). Ces mots mêmes : *jura divina*, nous portent à croire qu'on

enseignait la théologie dans le collège, à côté du droit canon ; d'ailleurs le paragraphe 22 de ces statuts nous le dit plus clairement encore, quand il exige de tout nouveau collégié un droit de dix florins pour l'entretien du collège et pour l'augmentation de la bibliothèque, « *in facultatibus pressoninatis theologie jurisque pontifici.* » Et cependant, en dehors du texte même de ses statuts, l'abbé Casaleti n'a jamais parlé que de l'étude du droit canon.

Ces statuts reproduisent encore les règles que nous avons rencontrées pour les précédents collèges, sur la prohibition d'introduire des femmes, et de sortir en ville la nuit sans permission expresse (§ 12 et 13).

Ils font aux collégiés une obligation de se rendre aux cours et d'en revenir deux par deux, vêtus d'une robe blanche, longue jusqu'aux talons, avec le scapulaire et le capuchon noir, et suivis de leurs porteurs de livres (§ 14). Ils exigent que les cours soient revus au collège, et que des leçons y soient faites les jours où chôme le *studium*.

Ils règlent enfin toutes les questions d'ordre intérieur, pour l'église et les offices, pour les repas, le coucher et le lever, et mettent deux frères convers au service des collégiés (§ 18).

Outre sa maison de la rue Petite-Fusterie, Jean Casaleti avait effecté au collège une autre maison, avec étable, cour et jardin, rue des Oliviers, et de nombreux revenus dont l'énumération est donnée

dans un acte de 1498-1500 (1) ; ce sont des cens et des directes, des pensions perpétuelles, des servitudes, portant sur des maisons, des terres, vergers, vignes, etc. ; le plus curieux de ces droits est une pension annuelle et perpétuelle de 30 florins sur la communauté des Juifs d'Avignon, achetée par l'abbé à Pierre Bisquier.

Outre ces revenus, le collège possédait une bibliothèque dont un inventaire fut dressé en 1498-1500, sans doute à la mort de l'abbé Casaleti ; elle contenait 113 volumes, répartis à peu près également en ouvrages de droit civil, de droit canon et de théologie. S'ajoutait aussi le mobilier du collège et de sa chapelle, dont on dressa l'inventaire en même temps que celui de la bibliothèque (2).

Avant de mourir, Jean Casaleti eut la joie d'obtenir du pape, pour ses collégiés, le précieux droit de jouir des privilèges, libertés, exemptions, grâces et prérogatives accordées antérieurement aux collèges Saint-Martial, Saint-Nicolas et Saint-Pierre-ès-liens (Bulle du 30 avril 1499, d'Alexandre VI) (3).

Enfin le 14 septembre 1499, le chapitre général de l'ordre de Cîteaux imprima le caractère officiel à sa fondation, en lui accordant le *ratificat, approbat et confirmat* (4).

1. Fournier, *Statuts*, n° 1415.

2. Fournier, *Statuts*, nos 1416 et 1417.

3. Fournier, *Statuts*, n° 1418.

4. Fournier, *Statuts*, n° 1419.

Si nous en croyons Bardinet, qui se fait l'écho d'écrivains plus anciens, le collège Saint-Bernard de Sénanque disparut au ^{xvii}^e siècle.

H. — Collège de la Croix

Le dernier collège d'Avignon fut fondé par un laïque, Guillaume Ricci, docteur en droit, avocat à la Cour Consistoriale et viguiier d'Avignon, le 14 septembre 1500, pour dix étudiants en droit civil et canon, et autorisé par Clément du Roure, vice-légat d'Avignon, le 8 octobre 1500 (1).

Par son testament, le fondateur avait chargé Pierre, Sébastien et Isnard Ricci, ses parents, de l'exécution de ses dernières volontés, avec les plus amples pouvoirs ; il léguait au collège 200 florins de rente annuelle et perpétuelle, et 20 saumées de blé mesure d'Avignon, à payer par Louise Ricci, sa fille et héritière, femme de Jean de Chateauneuf seigneur de Mollegès. Il lui léguait aussi deux vignes qu'il possédait sur le territoire d'Avignon, les cent volumes de sa bibliothèque et des objets religieux pour sa chapelle.

Les revenus du collège furent augmentés par bulle de Jules II, du 25 août 1505, qui unit au nouvel éta-

1. Fournier ne parle du collège de la Croix ni dans ses *Statuts*, ni dans son *Histoire de la science du droit*. Nous avons emprunté les quelques détails qui vont suivre à Bardinet, *Universitatis Avinionensis...*, p. 75, et aux *Archives*, série D., n^{os} 342 et suivants.

blissement le prieuré de Saint-Pierre-en-Vaux, au territoire de Bonnieux, diocèse d'Apt.

Les statuts, édictés par Pierre Ricci le 13 décembre 1561, ne sont que l'expression de la volonté formellement exprimée par Guillaume dans son testament. Peut-être des statuts ont existé avant ceux-là, mais nous n'en avons aucune trace.

Ils décident que quatre des dix collégiés devront se destiner à l'état ecclésiastique, et les six autres rester laïques ; ils devront être descendants, parents ou alliés du fondateur, s'il s'en trouve, et originaires de la province d'Arles ; à défaut, ils seront pris dans tout autre pays.

Ils devront être âgés d'au moins dix-huit ans, à l'exception des membres de la famille du fondateur pour lesquels aucune limite d'âge n'est imposée, et aptes à étudier et à comprendre l'esprit des lois et des Décrétales, c'est-à-dire déjà experts dans les arts libéraux.

A leur réception, ils payeront aux collège seize écus d'or au soleil, comme il est d'usage dans les autres collèges, et prêteront serment. Ils continueront à habiter la maison du fondateur, jadis palais cardinalice, et où ils étaient logés déjà, mais ne pourront faire un séjour de plus de dix années au collège.

Deux chapelains, nommés à vie, diront les offices et prendront soin de l'éducation des collégiés.

Le collège sera dirigé par un recteur, élu annuellement le jour de la Sainte-Croix ; ses pouvoirs, ainsi

que les devoirs des collégiés et les prescriptions de police, sont calqués sur ceux des autres collèges ; la minutie des statuts va jusqu'à s'occuper des carreaux cassés et de ceux qui doivent les payer.

Ce collège eut un sort moins funeste que la plupart des autres ; le 11 mars 1704, il fut joint à la maison de Saint-Charles, fondée elle-même le 23 février 1702 (1), et devint la communauté ecclésiastique de Saint-Charles de la Croix qui, unie le 18 avril 1705 à la Congrégation de Saint-Sulpice de Paris, fut appelée en dernier lieu le séminaire Saint-Charles.

CONCLUSION

Les huit collèges d'Avignon n'eurent pas tous le même caractère ; certains d'entre eux furent créés seulement pour des ecclésiastiques, certains aussi pour l'étude de la théologie et des arts libéraux ; d'autres, et les plus nombreux, ne recevaient que des étudiants en droit, mais n'excluaient ni les laïques ni les religieux.

Deux traits communs relient cependant toutes ces

1. Malgré cet acte de fondation, de 1702, de la maison Saint-Charles, nous pensons qu'elle existait bien antérieurement, et pour le moins au xv^e siècle ; en effet, le n^o 368 de la série D des Archives Départementales indique un legs fait à cette maison en 1491 par un prêtre, ainsi que d'autres legs provenant de nombreuses et importantes successions.

fondations : l'un est constitué par le caractère religieux de toutes ces petites communautés privilégiées, qui avaient chacune leur chapelle et leurs chapelains, leurs offices et leurs cérémonies sacrées ; l'autre, et le plus fort, qui nous a entraîné à joindre à notre étude de la Faculté des droits celle des collèges d'Avignon, est marqué par l'importance que prit dans ces communautés l'enseignement du droit : sept collèges sur huit furent créés pour des étudiants civilistes et canonistes, les uns acceptant indistinctement ceux qui étudient l'un ou l'autre droit (Anecy, Roure, La Croix), les autres se spécialisant et n'admettant que des civilistes (St-Michel) ou des canonistes (St-Martial, St-Bernard, Jugon, dans les statuts duquel nous avons cru voir cependant les traces d'un enseignement théologique).

Seul, le collège Notre-Dame de la Pitié n'admit pas les juristes ; il hébergea des novices très jeunes, qui venaient apprendre les arts libéraux avant de commencer leurs études supérieures, et la théologie, indispensable aux prédicateurs.

CHAPITRE IV

Influence et décadence de la Faculté des droits

1° *Influence*

Il n'est pas exagéré de dire que la Faculté des droits d'Avignon, si bien organisée et si puissante, constituait à elle seule l'Université, qu'elle eût suffi à illustrer ; elle sut imposer son pouvoir et conserver la mainmise sur les trois autres Facultés qu'elle enchaina à sa suite comme un astre entraîne dans sa course les satellites qui gravitent autour de lui. Ces Facultés avaient bien tenté d'une lutte d'influence, mais nous avons vu comment le *collegium doctorum utriusque juris* en sortit vainqueur et sut conserver, avec l'administration du *studium*, ses pouvoirs traditionnels.

L'influence si profonde de la Faculté des droits ne s'exerça pas seulement sur les autres branches d'enseignement. Par ses professeurs, par ses gradués, elle fit progresser la science du droit, elle intervint

aussi dans les questions de politique locale et générale.

Referons-nous ici l'apologie des maîtres illustres, de Gilles de Bellemère, de Pierre Bertrand, de Paul de Castro, d'Oldrade et de Balde dont l'esprit libéral, si rare en ces temps, sut interpréter les lois romaines en faveur des Juifs persécutés, et de tant d'autres professeurs qui donnèrent à l'enseignement du droit une direction scientifique nouvelle et une impulsion définitive ?

Au conseil de ville, ils intervenaient toujours et leurs avis éclairés faisaient éviter bien des heurts dans le régime politique d'Avignon et des fautes aux représentants de la cité ; pas un paiement n'était effectué par le trésor de la ville sans l'approbation du primicier et des docteurs, pas un travail n'était décidé, pas une délibération prise sans qu'il fussent appelés et présents, pas un contrat n'était stipulé par les consuls sans qu'ils y apposassent leur signature (1) ; ils venaient même au secours des finances municipales, quand elles étaient dans l'embarras (2).

Ils occupaient des charges nombreuses près la cour pontificale, tour à tour juges et conseillers, et grands dignitaires ecclésiastiques, ambassadeurs de la ville auprès du pape (3), du pape auprès des princes italiens et des rois. Hugues de Gennasio, mem-

1. Cadecombe. *Nova disquisitio legalis*, p. 61.

2. Bardinet, *Universitatis Avenionensis*, chap. V.

3. Fournier. *Statuts*, n° 1357.

bre du collège des docteurs, fut le premier président du Tribunal de la vice-gérance, en 1412 ; Gilles de Bellemère, avant sa nomination à l'évêché d'Avignon, était auditeur de la Rote, jusqu'en 1390, et beaucoup d'autres docteurs avec lui ; Jean XXII consultait Oldrade et Grégoire IX s'inspirait des conseils de Balde ; en 1394, Benoit XIII envoyait au roi de France Gilles de Bellemère, pour traiter de la question du schisme ; en 1427, Rodolphe Rolland et son collègue Rosergue intervenaient contre Alphonse roi d'Aragon ; Jean Payer, primicier, était nommé évêque d'Orange en 1454 ; en 1500, après les interminables procédures sur la célèbre question du Rhône, Alexandre VI adressait au roi de France trois professeurs de droit d'Avignon, Jean Casaleti, Pierre Baudon et Guillaume Maynier, pour défendre la cause du Saint-Siège.

Il en est qui furent recteurs du Comtat, tel cet Etienne Bertrand, docteur ès-lois, « la lumière de son siècle et le docteur de la vérité », qui occupa d'abord à Avignon la chaire de droit civil, en 1460, puis fut nommé à la première fonction judiciaire du Comtat Venaissin, réservée d'ordinaire aux plus proches parents des papes (1) ; tel aussi Philippe de Cabassole, l'ami de Pétrarque, en 1362 ; tel encore Jean Casaleti, *decretorum doctor*, en 1482.

D'autres, après avoir pris leurs grades, allaient

1. Foulquié. *Etude sur les tribunaux du Comtat Venaissin*, p. 25.

en France occuper des charges enviées, comme le fit « Jacques Juvénal des Ursins, avocat général du roi au Parlement, bachelier de la Faculté de Paris, qui passa le premier sur le rôle des licenciés d'Avignon. » (1).

Le Souverain Pontife nouvellement élu ne manquait pas de leur faire part de son élévation au trône de Saint-Pierre (bulles d'Innocent VIII, du 12 septembre 1484 ; et d'Alexandre VI, du 25 août 1492) (2).

Ils avaient été mêlés à la lutte de Boniface VIII contre Philippe le Bel et à l'essai de résistance de Clément V contre le roi de France. Jean XXII, qui n'avait pas oublié de leur adresser ses Clémentines (bulle du 1^{er} novembre 1315), trouva en eux, contre l'Université de Paris, les défenseurs de ses opinions sur la Vision Béatifique, et des partisans contre Louis V de Bavière et contre l'antipape Pierre de Corbière (Nicolas V). Clément VII, qui s'inquiétait des opinions de l'Université de Paris, réclama leur aide.

A la mort de ce pape, nos docteurs prirent le parti de Benoît XIII contre le roi de France et l'Université de Paris, qui avaient résolu de refuser l'obéissance à Pierre de Luna ; le roi de France ayant envoyé à ce pape des députés pour l'inviter à dépo-

1. Abbé Périès. *La Faculté de droit dans l'ancienne Université de Paris*.

2. Fournier. *Statuts*, nos 1392 et 1400.

ser la tiare, Benoît prit notre Université comme juge du différent (1395). A ce moment, nos docteurs furent très embarrassés ; il leur répugnait d'abandonner Benoît XIII, mais ils craignaient aussi de s'exposer à la colère du roi de France ; la plupart des cardinaux et le conseil de ville s'éloignaient déjà du pape, ils suivirent leur exemple, à l'exception de quelques docteurs partisans de Benoît, qui furent écartelés, crucifiés ou décapités ; puis ils revinrent à Pierre de Luna qui s'était enfui d'Avignon en 1403, pour l'abandonner définitivement en 1411, après la guerre du schisme à Avignon (1).

Ils avaient été appelés à prendre parti pour Boniface IX, puis pour Jean XXIII, contre Benoît XIII, et convoqués à cet effet aux conciles de Nicée (1405), de Pise (1410) et de Constance (1414) : ils durent aussi choisir entre Eugène IV et Félix IX, entre le concile de Ferrare et celui de Bâle (2).

Eugène IV avait convoqué un concile à Ferrare ; aussitôt le concile de Bâle, qui contestait son élection et ses droits, invita l'Université d'Avignon, par bulle du 13 octobre 1437, à n'y point envoyer de délégués. Le pape convoqua cependant l'Université au concile de Ferrare, en l'invitant à y envoyer un de ses docteurs, par bulle du 24 octobre 1437. Mais le concile de Bâle avait suspendu Eugène IV, et il adressa à notre Université une nouvelle bulle, du

1. Bardinet. *Universitatis Avenionensis*, Chap. V.

2. Fournier, *Statuts*, nos 1323, 1324, 1325, 1327, 1329, 1331.

5 février 1438, portant que le concile avait lieu à cause des abus du pape, que l'Université ne devait pas obéir aux commandements d'Eugène et ne point envoyer ses docteurs à Ferrare, mais bien au contraire à Bâle.

Le pape ne se tenait pas pour battu ; il écrivit encore à Avignon, le 9 avril 1439, pour annoncer à l'Université que l'empereur et le patriarche étaient arrivés à Ferrare afin d'assister au concile général, et que le moment était venu d'y envoyer un docteur.

Mais, peu après, le concile de Bâle déposait Eugène IV, et élevait au pontificat Félix IX, duc de Savoie ; par bulle du 15 mars 1440, il le faisait connaître à l'Université d'Avignon.

Enfin Eugène IV adressait une dernière bulle à notre Université, le 21 mars 1441, qui contenait un document contre le concile de Bâle devenu menaçant pour l'intégrité de la foi catholique.

La querelle prit fin en 1447, avec l'avènement de Nicolas V.

Son successeur, Calixte III, qui tentait une nouvelle croisade contre les infidèles de Constantinople, pria notre Université d'aider dans sa mission le légat qu'il envoyait au roi de France pour lui demander son secours (1).

Enfin tous les papes, qui se succédèrent de Martin V à Clément VII (Médicis), firent participer

1. Bulle du 15 septembre 1455. *Inventaire*, série D, n° 5.

à leur élection les docteurs du *studium* avignonnais.

Dans la politique générale et dans la politique locale, aux plus hautes fonctions religieuses et laïques, dans les questions si nouvelles alors et si intéressantes de l'enseignement du droit et de l'interprétation de ses textes, nous avons signalé la présence et l'influence des docteurs en droit d'Avignon ; ils étaient tout, à l'Université et au conseil de ville ; ils étaient partout, à Avignon et dans le Comtat, en France et à l'étranger.

2° *Décadence*

La peste avait plusieurs fois fait d'effrayants ravages dans la ville (1), et notre *studium* avait été si fortement éprouvé que, dans le *rotulus* adressé en 1361 à Innocent VI, on fut obligé d'avouer que l'« *Universitas morte pestifera doctorum, licenciatorum, baccalariorum et scholarium desolata multitudine lectoris careat universis et nonnulli de reliquis ipius studii, qui par acquisitionem sancte canonice scientie multas noctes transiverint insomnes, guerrarum voragine... et paupertatis onere gravati sibi et aliis prodesse, libros recuperare nequeunt vel ad gradus sibi debitos promoveri.* » (2). Mais il s'était ensuite relevé et les cours avaient repris plus suivis que

1. Pestes de 1348 et de 1361.

2. Fournier, *Statuts*, n° 1248.

jamais, à tel point « qu'à la fin du xiv^e siècle le *studium* était un des plus visités de France. » (1).

C'est le grand Schisme qui porta un coup irréparable à l'Université d'Avignon. La cité que Benoît XIII disputait à Alexandre V, puis à Jean XXIII, avait été ruinée par la guerre civile et son cortège d'incendies et de pillages ; elle n'offrait plus de sécurité aux gens d'études, et les parents hésitaient à envoyer leurs enfants à Avignon abandonnée des papes et livrée bientôt à toutes les horreurs des guerres de religion.

Nos docteurs furent obligés de recourir à des expédients regrettables ; eux qui avaient longtemps reproché au *studium* d'Orange de concéder les grades universitaires avec une facilité excessive, pour attirer les étudiants et s'assurer des bénéfices, et qui surnommaient leurs gradués : les docteurs à la fleur d'orange, commirent la même faute et pour la même raison. La réputation de notre Université en souffrit et son discrédit ne fit que s'accroître ; « on baille trop facilement du parchemin pour de l'argent à Angers, à Caen, à Valence, à Aix, à Avignon », écrivait Guy Patin.

La déchéance des études de droit à Avignon ne fut cependant pas soudaine ; d'éminents professeurs retardèrent longtemps, par leur science et leur réputation universelles, la ruine de cet enseignement.

1. Denifle, *die Universitäten des Mittelalters, bis 1400*, p. 360.

Malgré la peste de 1520 qui dispersa tous les élèves, et après elle, le *studium* eut encore de beaux jours ; André Alciat, alors à peine âgé de vingt-sept ans, y occupa une chaire de droit, de 1521 à 1526, avec un traitement annuel de 600 florins (1) ; il la quitta pour aller à Milan, puis à Bourges.

D'autres jurisconsultes jetèrent un vif éclat sur notre Faculté, dans la première partie du xvr^e siècle : Jean de Ripa, Antoine de Castro, Emile Ferreti (1546-1552) dont la réputation surpassa alors celle d'Alciat.

Après une interruption de trois ans (1560-1563), due à la guerre du baron des Adrets, notre Faculté et toute l'Université avec elles reprirent les cours ; mais malgré l'enseignement de Cujas, qui professa de 1570 à 1572 et qui fit succéder au système italien des glossateurs (*mos italicus*) une forme plus moderne de l'étude des lois, Avignon ne vit plus autour de ses chaires la même affluence d'étudiants et de docteurs.

Le xvr^e siècle prit fin, le xvii^e s'écoula tout entier sans que notre Faculté de droit revécût les splendeurs passées, malgré les efforts des Suarez, des Payans, des Tondus et de tant d'autres encore, dont les noms seuls ont été sauvés de l'oubli (2).

L'édit de Louis XIV, du 26 janvier 1680, porta le dernier coup à notre Université, en la déclarant étran-

1. Bardinet. *Universitatis Avenionensis*, p. 17.

2. *Dictionnaire historique de Vaucluse*, de Barjavel.

gère, et en lui retirant par voie de conséquence tous les droits et privilèges dont elle jouissait en tant que regnicole.

Cet événement si grave causa une émotion intense dans le *studium*, privé d'un de ses plus vieux et de ses plus importants privilèges politiques. Grâce à l'intervention habile de Monseigneur Delphini, nonce en France, l'édit fut rapporté le 29 janvier 1698 (1), mais il était trop tard.

Les professeurs éminents faisaient défaut, l'exode des étudiants vers l'Université de Rome était commencée, et la haine de l'Université d'Aix, « qui s'était montrée pendant tout le xvii^e siècle l'ennemie acharnée et irréconciliable de sa voisine » (2), précipitait leur émigration.

Au début du xviii^e siècle, Paul de Cadecombe jeta une dernière lueur sur notre Faculté de droit qui ne cessa depuis lors de « dégénérer de son ancien lustre » (3). En 1788, elle reçut seulement 3 docteurs, 15 licenciés et 29 bacheliers.

3^e Fin.

Le mal dont souffrait l'Université d'Avignon ne lui

1. Laval. *A propos d'une inscription inédite*.

2. Laval. *Histoire de la Faculté de Médecine d'Avignon*, p. 330.

3. Fransoy, *Histoire manuscrite d'Avignon*. Tome I, f^o 136. Bibliothèque du Muséum Calvet.

était pas spécial ; les vingt-deux Universités françaises périlclitaient aussi, tellement qu'en 1789, sous l'impulsion donnée par celle de Poitiers, elles décidèrent de nommer des délégués qui se réuniraient à Paris pour élaborer un plan commun de réforme ; Avignon devait envoyer les siens, mais la Révolution éclata avant que ce Congrès ait pu se tenir.

A Avignon, les registres des conclusions et délibérations de l'Université, et ses livres de comptes, s'arrêtent en 1791 ; le conseil de ville créait alors de telles difficultés au Primicier et au Collège des docteurs que ce dernier décida, le 11 juin 1791, de ne pas nommer un nouveau Primicier, mais de maintenir celui qui sortait de charge, en attendant des temps meilleurs.

« L'Université d'Avignon ne vécut plus que quelques mois et, bien que la suppression des Universités en France ne date que du décret de la Convention du 15 septembre 1793, depuis longtemps l'existence de celle d'Avignon n'était plus que virtuelle ; le 13 juin 1792, elle avait promu son dernier gradué ; depuis, les leçons avaient cessé, les étudiants avaient disparu et professeurs et docteurs agrégés s'étaient dispersés. Le 28 août 1792, elle avait dû remettre sa masse d'argent à la municipalité... » (1), sur l'ordre des commissaires pour la séquestration des biens nationaux.

Ainsi s'écroulèrent les derniers débris de ce qui

1. Laval. *Cartulaire*. Introduction, p. 447. Note.

avait été l'*insignis alma Universitas generalis studii Avenionis* ; les édifices scolaires, vestiges de sa splendeur passée, furent vendus de 1792 à 1797, au compte et pour le profit de la Nation.

Vu : e Président de la thèse,

CHÉNON

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE. — Manuscrits, imprimés anciens, ouvrages modernes.....	5
CHAPITRE I. — <i>Bref exposé de l'Université d'Avignon..</i>	13
I. — Le mouvement intellectuel et les écoles d'Avignon avant 1303.....	13
II. — La fondation de l'Université ; antériorité de la bulle de Boniface VIII sur le diplôme de Charles II. 1303-1304.....	20
III. — Les Statuts : 1303, 1376, 1407, 1441, 1459, 1503'.....	30
IV. — Les privilèges : privilèges politiques, pécuniaires, de juridiction et d'enseignement : privilèges singuliers.....	39
V. — Le personnel universitaire : évêque et primicier, collège des docteurs, conservateurs des privilèges, bedeau et suppôts. Classement de l'Université d'Avignon.....	55
VI. — Les quatre Facultés. — Théologie, Arts, Médecine, Droit.....	64
CHAPITRE II. — <i>La Faculté des droits</i>	78
Les études de droit à Avignon avant 1303.....	78
<i>Organisation et fonctionnement</i>	80
a) Programme, locaux et cours.....	80
b) Professeurs.....	91
c) Etudiants.....	107
d) Grades : baccalauréat, licence, doctorat...	115

e) Vie corporative : le collège des docteurs et la confrérie de Saint-Sébastien.....	124
CHAPITRE III. — <i>Les Collèges d'Avignon</i>	137
Caractère général des collèges du moyen âge.....	137
a) I. — Collège Saint-Nicolas d'Annecy.....	141
1° Histoire du collège depuis sa fondation jusqu'à la bulbe de Sixte IV (1422-1482)....	141
2° Organisation intérieure du collège proprement dit (statuts de 1447 et de 1481) et de la cour abbatiale (statuts de 1450).....	150
3° Revenus du collège.....	157
4° Histoire du collège après 1482 ; son caractère.....	161
b) Collège Saint-Martial.....	164
c) Collège Saint-Michel.....	173
d) Collège du Roure.....	178
e) Collège de Jugon.....	183
f) Collège Notre-Dame de la Pitié.....	185
g) Collège Saint-Bernard de Sénanque.....	188
h) Collège de la Croix.....	193
Quelle place a pris l'enseignement du droit dans ces collèges.....	195
CHAPITRE IV. — <i>Influence et décadence de la Faculté des droits</i>	197
1° Son influence sur les autres Facultés, sur l'enseignement du droit, sur la politique locale et générale.....	197
2° Sa décadence ; nombreuses causes ; le grand Schisme.....	203
3° Fin de l'Université d'Avignon.....	206

